

L'épineuse négociation afghane

La négociation dans le conflit afghan — drame qui a déjà fait, depuis l'intervention soviétique fin 1979, des centaines de milliers de victimes et chassé de leur pays quelque quatre millions de réfugiés — va reprendre à Genève le 5 mai. Le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, a en effet annoncé, jeudi 3 avril, à New-York, que Kaboul et Islamabad avaient accepté de reprendre leurs « pourparlers indirects » sous l'égide des Nations unies. Il a précisé qu'un rapprochement considérable des points de vue des deux parties sur un projet de calendrier de retrait soviétique, avancé par Moscou et Kaboul, se serait opéré ces derniers jours, le Pakistan ayant accepté ce projet comme « base de discussion ».

Au cours des six sessions que les représentants d'Islamabad et de Kaboul ont déjà tenues à Genève, par l'intermédiaire de M. Cordovez, un accord était apparu sur trois points : les engagements de non-ingérence et de non-intervention, les conditions du retour des réfugiés et les garanties internationales d'un règlement global. Constaté sur ce dernier point, Moscou et Washington avaient accepté de se porter garants. La négociation butait depuis sur les conditions d'un retrait militaire soviétique, que Kaboul et Moscou considéraient comme de leur seul ressort. Récemment, les Soviétiques auraient communiqué aux Pakistanais un plan de retrait lié à l'arrêt de toute assistance extérieure à la résistance.

La connaissance des modalités de ce plan a sans doute expliqué l'optimisme affiché par le président pakistanais dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde » (du 28 mars). Le président Zia Ul Haq ne s'est pas contenté d'affirmer qu'il disposait d'« indications très positives » selon lesquelles M. Gorbatchev souhaitait un règlement pacifique. Il a ajouté qu'en cas d'accord à Genève il était prêt à signer avec « n'importe qui », alors qu'il refuse toujours de négocier « directement » avec les autorités actuelles de Kaboul, dont il conteste la légitimité. Enfin, il a estimé, pour la première fois, que les troupes soviétiques devraient se retirer dans un délai « de trois à six mois » après l'accord.

Un règlement du conflit afghan dépend toujours au premier chef de la volonté des Soviétiques, qui ont les moyens de poursuivre la guerre à leur gré. D'un autre côté, il est inconcevable que Moscou puisse accepter un règlement qui ne fasse pas une place à ses protégés de Kaboul.

Qu'une relance de la négociation coïncide avec un redoublement d'intensité des combats sur place n'est pas surprenant. C'est en position de force qu'on engage le mieux une discussion. Reste que la résistance, divisée entre plusieurs mouvements d'importance inégale mais dont la détermination est évidente, n'a pas été, jusqu'ici, associée aux pourparlers et considère son combat comme une « guerre sainte ». Lui imposer un compromis ne sera pas facile, même si Américains et Pakistanais, qui lui offrent assistance et refuge, ne manquent pas de moyens de pression sur elle.

Pour ces différentes raisons, Washington continue d'afficher un prudent scepticisme quant à la possibilité d'un règlement. Ainsi que le reconnaît le président Zia Ul Haq, l'Afghanistan, qui a une longue frontière avec l'Union soviétique, ne pourra sans doute à long terme qu'être « l'ami de Moscou », comme il l'était déjà avant l'arrivée au pouvoir des communistes à Kaboul. Mais cette quasi-certitude fondée sur la contrainte géopolitique suffit-elle à l'URSS, la lassitude aidant, pour estimer que les conditions d'un accord sont déjà réunies ? Dans un pays saigné à blanc par la guerre, on ose à peine croire que la paix puisse enfin s'instaurer.

(Lire nos informations page 2.)

SUSPENSION DES COTATIONS OFFICIELLES EN EUROPE

Un réajustement des parités monétaires est attendu au cours du week-end

Le franc a perdu 5 % par rapport au mark

La France est sortie du système monétaire européen ce vendredi 4 avril, et les cotations officielles des monnaies ont été suspendues sur toutes les places européennes. Ces décisions accréditent l'idée d'un réajustement des parités monétaires au cours du week-end, alors que les ministres des finances des Douze ont rendez-vous à Ootmarsum aux Pays-Bas. Le comité monétaire de

la CEE, qui doit obligatoirement se réunir en cas de réajustement du SME, a d'ailleurs été invité à se rendre aux Pays-Bas, et l'on précisait à Bruxelles que M. Balladur, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, avait demandé un réajustement de la parité du franc.

Dans de faibles transactions interbancaires, le mark s'échangeait entre

3,15 F et 3,20 F, soit une réévaluation de la devise allemande comprise entre 4 % et 5 %. Avec la dépréciation du franc, le dollar s'est envolé à Paris, où il cotait 7,50 F vendredi, contre 7,3240 F la veille. Enfin, l'hôtel Matignon a fait savoir en fin de matinée que les entretiens entre M.M. Mitterrand et Chirac le 2 avril avaient notamment porté sur l'éventualité d'un réajustement monétaire.



français dans les transactions interbancaires passait en dessous de son cours plancher par rapport au mark, tant à Paris qu'à Francfort. Or le mécanisme de change du système monétaire européen est précis. Les fluctuations maximales autorisées de part et d'autre du cours pivot (par accord entre les pays adhérents au SME (1) et la Commission européenne et qui ne peut être révisé que par accord mutuel) sont limitées à 2,25 %.

BRUNO DETHOMAS.
(Lire la suite page 26.)

(1) Huit pays adhérent au mécanisme de change du SME : l'Allemagne fédérale, l'Italie, les Pays-Bas, le Danemark, l'Irlande, la Belgique, le Luxembourg et la France.

LE PROCÈS DES MUTINS DE LA POLICE AU CAIRE

Les mal-aimés d'une Egypte en crise

1 206 conscrits de la police et 31 civils égyptiens ont été défilés devant la Cour supérieure de sûreté de l'Etat afin d'être jugés pour leur participation aux émeutes des 25 et 26 février dernier.

De notre envoyé spécial

Le Caire. — Les « conscrits des forces de la sécurité centrale » ont repris leur garde autour des bâtiments publics et des ambassades étrangères. Le regard lointain, pitoyable dans leurs uniformes noirs écriqués et élimés par un long usage, le kalachnikov en bandoulière, ils forment désormais la sympathie des passants, qui, il y a encore une quarantaine de jours, les ignoraient ou les considéraient

comme des figurants sans âme dans le paysage caennais.

Bien qu'humiliés et durement châtiés, les jeunes appelés ont gagné dans la mesure où leur cause est devenue populaire et exemplaire. « Ce sont de pauvres bougres, pas méchants pour un sou », affirme le chauffeur du taxi qui nous a emmenés à Guizeh voir ce qui reste des hôtels de tourisme et des boîtes de nuit incendiées par les mutins et les manifestants, qui par la suite s'étaient joints à eux. « Ils ont seulement commis l'erreur de se livrer à des actes de vandalisme. Sinon, nous aurions tous été à leurs côtés... ». Les rumeurs les plus folles se multiplient sur la violence de la répression qui a suivi la mutinerie. « Dans les camps d'Héliopolis et de Guizeh, affirme imperturbable

notre chauffeur, ils ont tous été tués jusqu'au dernier... »

Au fil des conversations, les langues se délient et on apprend que ces « déshérités » égyptiens étaient traités « comme des animaux ». Venu pour la plupart de la campagne, ils étaient, dès leur arrivée dans leurs cantonnements, passés à tabac. « Juste pour les habituer à la discipline ». Insultés et méprisés par leurs officiers, sous-officiers et caporaux, ils leur servaient pratiquement de « domestiques sans gages ».

De faction pendant de longues heures devant les bâtiments publics, ils étaient obligés la plupart du temps de se contenter d'une nourriture frugale qui se réduisait souvent à un morceau de pain baladi et à un carré de fromage blanc. Certes, ils avaient théoriquement droit à un « repas

chaud » par jour servi à 16 h 30, mais ceux qui ne se trouvaient pas à cette heure à l'intérieur des camps, c'est-à-dire la grande majorité des conscrits, en étaient privés et devaient se débrouiller pour assurer leur pitance. Ce qui entraînait certains à quémander des bechicks auprès des automobilistes qui se seraient près d'eux. Leur soldes ridiculement faible — de 6 à 9 livres par mois — était depuis trois mois encore amputée d'un dixième dans le cadre de la vaste campagne lancée par le gouvernement pour amener les citoyens à faire des dons pour aider l'Etat à régler sa dette extérieure. Les amendes pleuvaient à la moindre infraction à la discipline des camps.

JEAN GUEYRAS.
(Lire la suite page 3.)

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT SARNEY

Le Brésil sous traitement de choc

De notre correspondant

Brasilia. — « Le Brésil était devenu ingouvernable », nous dit M. José Sarney. Le traitement de choc lancé le 28 février dernier était à l'étude depuis plusieurs mois. Il a été adopté parce que l'économie « ne pouvait plus être contrôlée ». Le mal qui minait le pays était l'indexation généralisée. « Quand je suis arrivé à la présidence, j'étais convaincu que l'indexation avait atteint un niveau insupportable et qu'il fallait l'abandonner. Mais nous n'étions pas alors en mesure, politiquement, de prendre une telle décision ».

Sur le plan cruzado (1), sur la priorité aux pauvres décidée par son gouvernement, sur la censure, sur l'Amérique centrale et Cuba, le président brésilien répond de façon diverse aux questions posées. Il n'aime guère, c'est visible, s'étendre sur la politique étrangère, un domaine qu'il laisse volontiers aux professionnels. Il est proline, en revanche, sur la politique sociale. Il est vrai que, après vingt et un ans de régime

militaire, elle est devenue la « priorité des priorités ». Elle est aussi pour le président un bon moyen de faire oublier l'étiquette d'homme de droite qu'un peu abusivement ses opposants d'hier lui avaient collée.

Le Brésil vit donc aujourd'hui à l'heure de l'inflation zéro. Et même moins que zéro puisque, selon les estimations officielles, le taux du mois de mars devrait être de - 2 %. Mais le gouvernement pourra-t-il tenir longtemps le blocage des prix ? M. Sarney répond : « Oui, un certain temps... tant que nous n'aurons pas brisé la mentalité inflationniste des Brésiliens ». Il y avait, selon lui, une véritable « culture de l'inflation » : « Toute une génération s'est habituée à la correction monétaire ». Il lui faudra s'habituer désormais à la stabilité des prix.

Au passage, M. Sarney regrette l'attitude de la classe politique et des syndicats de son pays. Ce qu'il voulait, en effet, c'était un pacte social, et non un traitement de choc pour contrôler l'inflation. Or le pacte s'est révélé impossible.

« Par manque de volonté des partenaires éventuels », dit-il, et surtout par manque de maturité des leaders politiques et sociaux brésiliens.

Avant même que l'Argentine adopte le plan austral (2), en juillet dernier, M. Sarney envoie à Jérusalem un technicien du secrétariat au Plan, M. Faria Arida, pour étudier le programme anti-inflationniste. Ses conclusions ne sont guère convaincantes. Survient le plan argentin. « Nous avons attendu qu'il se décade », dit le président brésilien, qui précise : « Il n'était pas question de nous soumettre aux formules du Fonds monétaire international ».

CHARLES VANHECKE.
(Lire la suite page 30.)

(1) Adopté le 28 février, le plan cruzado, du nom de la nouvelle monnaie qui a remplacé le cruzeiro, est destiné à éradiquer l'inflation qui, en février, galopait encore à un rythme annuel de 225 %.

(2) Plus d'assainissement économique qui a consisté notamment à substituer une nouvelle monnaie, l'austral, au peso.

La lutte contre le terrorisme

La France est désormais favorable à une coopération internationale active.

PAGE 4

Réorganisation du PR

Ministre et chef de parti, M. Léotard joue la « loyauté » dans l'« indépendance ».

PAGE 6

Tapis rouge pour le CIO

Candidat aux JO de 1992, Paris accueille avec tous les honneurs le Comité international olympique.

PAGE 10

L'affaire du « vin qui tue »

En Italie, le vin trafiqué au méthanol a fait plus de quinze morts.

PAGE 30

Un robot pour le « Titanic »

Un petit engin construit par deux sociétés françaises pourrait inspecter l'intérieur de l'épave du paquebot.

PAGE 10

Etranger (2 à 4) • Politique (5 à 8) • Société (9 et 10) • Culture (20 et 21) • Communication (21) • Sports (25) • Economie (26 à 31)

Programme des spectacles (22) • Radio-télévision (23) • Informations services : Météorologie (23) • Loto (24) • Mots croisés (14) • Carnet (24) • Annonces classées (24)

ALAIN DECAUX ENQUÊTE...
du nouveau sur madame Steinheil, Landru, l'assassinat d'Alexandre de Yougoslavie, Petiot, Pierrot le Fou, Joanovici, etc.

Perrin

étranger

ASIE

LA RÉSISTANCE AFGHANE ET LA REPRISE DES NÉGOCIATIONS A GENÈVE

« Il faut que les Russes partent »

De notre envoyé spécial

Peshawar. — « Les Russes seraient très intéressés de reconnaître la réalité. La guerre est dans l'impasse. Nous ne pouvons pas les déloger et ils ne peuvent pas gagner. Il faut une solution politique. Mais nous ne négocierons pas nos principes : nous nous battons pour le rétablissement d'un Afghanistan non aligné et islamique et continuons de le faire, même s'il faut en revenir à une guerre d'endurance. Nous avons déjà fait d'énormes sacrifices : il faut que les Russes partent. Alors, nous réglerons nos problèmes au sein de nos jirgas » (assemblées de chefs de tribus et de clans).

Sayed Ishaq Gailani, qui s'exprime ainsi, est le neveu et le porte-parole d'un grand chef clanique afghan. Il tient un langage modéré par rapport à ce que l'on peut entendre parmi les réfugiés afghans de Peshawar, où les mouvements de guérilla ont leurs antennes. On y parle de djihad, guerre sainte, et beaucoup moins du règlement de ce conflit vieux déjà de plus de sept ans. On y échange surtout des informations sur les nouveaux développements de la guerre : les « Russes » — l'expression « Soviétiques » est plus rarement utilisée — construisent une nouvelle piste d'aviation — forcément un futur aéroport stratégique — dans une vallée proche de la frontière pakistanaise ; les Russes n'ont pas respecté leur trêve hivernale et leurs opérations vont reprendre de plus belle après la fonte des neiges ; « ils » continuent de faire le vide dans les campagnes, pour priver les résistants de tout appui local.

Entre Islamabad, où l'on affiche un optimisme prudent concernant les chances de la négociation, et Peshawar, où l'on évoque que les préparatifs d'offensives ou le renforcement de la résistance, c'est donc un peu comme le jour et la nuit. « Nous ne sommes pas une menace pour l'Union soviétique », voilà la seule concession que nous pouvons faire. Il faut appliquer la résolution de l'ONU qui réclame un retrait militaire inconditionnel soviétique, l'autodétermination et le non-alignement de l'Afghanistan », ajoute Sayed Ishaq Gailani. L'un des chefs militaires de la résistance, le commandant Amin Wardak, nous tiendra un langage encore plus ferme à l'égard de Moscou.

Les officiels pakistanais n'excluent plus, de leur côté, la possibilité, si mince soit-elle, d'un accord à Genève dans le cadre de leurs conversations indirectes — par l'intermédiaire de l'ONU — avec les autorités de Kaboul, qu'Islamabad ne reconnaît pas. Depuis son discours du 25 février, M. Gorbatchev ne parle plus de la présence d'un contingent soviétique « limité » sur place ou de la situation « à propos de l'Afghanistan ». Il a même évoqué une « blessure saignante » et un calendrier de retrait des troupes soviétiques, ce qu'il considère, il est vrai, comme l'affaire de Moscou et de Kaboul.

Ka bîr, dit-on dans la capitale administrative du Pakistan, l'impact de cette guerre se fait sentir en Union soviétique, et M. Gorbatchev, selon les officiels, est « prêt à être raisonnable ». Ceux-ci ajoutent : « Nous ne pouvons exclure aucune hypothèse. Peut-être les Soviétiques négocient-ils seulement pour négocier, peut-être négocient-ils pour trouver un compromis. » Quant au président Zia Ul Haq, il déclare : « Nous devons, de toute façon, prendre les Soviétiques au mot. »

der, peut-être négocient-ils pour trouver un compromis. » Quant au président Zia Ul Haq, il déclare : « Nous devons, de toute façon, prendre les Soviétiques au mot. »

« Du vent »

Mais cet optimisme, tout relatif, n'a manifestement pas franchi les trois heures de route qui séparent la capitale administrative du Pakistan de Peshawar, le plus grand centre de réfugiés afghans, à proximité de la frontière entre les deux pays. En outre, même si un accord se dessinait à Genève — où les négociations indirectes entre Kaboul et Islamabad reprennent le 5 mai — sur un retrait, fatidiquement conditionnel, des troupes soviétiques, comment pourrait-on le faire avaliser par les chefs de la résistance ? Cette question demeure, apparemment, ouverte pour différentes raisons.

On peut s'interroger sur le sens — et les résultats — des jirgas réunies récemment à Kaboul ou de l'élargissement des instances dirigeantes du régime de M. Karmal et des non-communiqués. On peut également tenter de jauger les efforts entrepris pour consolider ce régime en le dotant d'une meilleure police politique ou en formant des cadres marxistes. On enregistre en essayant d'exploiter les animosités entre certaines tribus. Mais pour les résistants, ces supputations sont vaines. Les Russes, messagers, corrompus et pillards, font des incursions récentes pour renforcer les assises du régime de Kaboul ne méritent même pas qu'on s'y arrête. « C'est du vent », répondent les moudjahidins.

En outre, la résistance est toujours divisée. On compte une bonne demi-douzaine de mouvements

importants qui mènent des luttes parallèles dans leurs provinces respectives en Afghanistan. Les efforts entrepris pour unifier ces mouvements n'ont jamais été bien loin. Tout à leur combat, ils semblent un peu coupés de la scène internationale. L'insurrection n'a jamais formé un gouvernement, même aux structures fléchies, mais qui aurait constitué un atout diplomatique formidable, surtout au sein de l'ONU, où elle dispose de forts appuis. Ce moyen de pression lui fait cruellement défaut.

Dans l'hypothèse d'une percée des négociations, comment serait-il possible d'y rallier des forces disparates ? Certes, les Pakistanaï et les Afghans ne manquent pas de moyens de pression. Ils pourraient couper les vivres à la résistance. Islamabad peut toujours, en dernier recours, fermer les camps d'entraînement sur son territoire, qui sont un peu les bases arrière des moudjahidins. Enfin, en cas de règlement international, la masse des réfugiés au Pakistan — qui ne souhaitent, d'ailleurs, que retourner vivre en paix chez eux — serait soumise, sans trop tarder, à de fortes pressions en faveur d'un rapatriement.

Il reste qu'un accord interne, offrant des garanties aux hommes actuellement au pouvoir à Kaboul, constituerait un obstacle bien difficile à franchir, même au cas, peu probable, où M. Gorbatchev se contenterait d'une « paix dans l'honneur », c'est-à-dire de l'habillage peu glorieux d'un échec. Pour l'instant, la rumeur de paix, qui occupe tant de chancelleries, n'est guère prise en compte dans les rangs des moudjahidins, qui espèrent bien marquer quelques points supplémentaires cette année. Sur le terrain.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

AMÉRIQUES

Pérou

Le respect des droits de l'homme s'améliore sous le régime de M. Alan Garcia selon des personnalités européennes

De notre correspondante

Lima. — « La situation des droits de l'homme au Pérou ne peut être modifiée radicalement du jour au lendemain. Néanmoins, le changement de régime, en juillet de l'année dernière, a ouvert de nouvelles perspectives. Les autorités maintiennent le désir de combattre la subversion avec des moyens légaux. » Tel est le sentiment exprimé, ces jours-ci à Lima, par des personnalités européennes engagées dans le combat pour le respect des droits de l'homme.

A l'issue d'une visite de plusieurs jours dans le pays, les représentants du Conseil permanent de coordination des comités européens de défense des droits de l'homme ont remis au gouvernement péruvien une abondante documentation, fruit de leurs observations. Le comportement de l'armée et de la guérilla sous l'ancien régime et aujourd'hui y est analysé. Les auteurs du mémorandum font aussi quarante « recommandations » pour pacifier le pays, parmi lesquelles la suppression de la loi antiterroriste, la fin de l'état d'urgence, le recours à la juridiction civile et non pas militaire pour juger les membres des forces de l'ordre responsables d'exactions, la subordination de l'armée au pouvoir exécutif, et l'annulation des centaines de prisonniers, incarcérés sans preuves.

Les membres du Conseil permanent — MM. Pierre Galand (Belgique), Martin Pallin (Espagne), Walter Schwenninger (Espagne) — ont été reçus par le président Alan

García, plusieurs ministres, et le haut commandement de l'armée.

A l'issue de ces rencontres, ils ont indiqué que « le gouvernement, par ces premiers pas, a démontré son désir de changer les structures injustes du pays ». Il reste que l'armée a des difficultés à adopter une nouvelle stratégie de lutte antiterroriste. Constatation mise en évidence par la déclaration du ministre de la guerre, qualifiant de « héros de la démocratie » le lieutenant Teodoro Hurtado, chef du commando responsable de l'atroce massacre d'Accomarca, en août 1985, au cours duquel soixante-sept personnes furent assassinées.

La délégation a également relevé que « de graves entraves à la liberté individuelle sont encore commises ». Les organisations péruviennes de défense des droits de l'homme font état de quarante-cinq « disparitions », reconnues d'ailleurs par le procureur. Avant d'entreprendre des plus amples critiques, les observateurs européens ont dit, toutefois, préférer attendre que M. García ait « derrière lui un an de pouvoir ». Ils ont reçu l'assurance de pouvoir poursuivre leur mission au Pérou.

Il n'en est pas de même pour la Commission des droits de l'homme des Nations unies qui vient de présenter son rapport à Genève. L'équipe qui s'était rendue au Pérou à la fin du régime présidé par M. Fernando Belaúnde avait été autorisée par le président Alan García à revenir à la fin de novembre 1985. Cette deuxième visite avait été annulée au dernier moment par les autorités, sans aucune explication.

NICOLE BONNET.

Etats-Unis

M. Reagan se montre favorable à une réforme du fonctionnement du Pentagone

Le président Reagan, actuellement en vacances dans son ranch de Santa-Barbara en Californie, a donné son accord de principe, mercredi 2 avril, à une réforme en profondeur du Pentagone, dont le porte-parole de la Maison Blanche n'a pas hésité à dire qu'elle serait « la plus importante depuis la seconde guerre mondiale ». Dans un délai de trois mois, le secrétaire à la Défense, M. Weinberger, devra soumettre au président une série de propositions afin de mettre en œuvre la restructuration envisagée.

Les modifications souhaitées par M. Reagan s'inspirent des conclusions d'une commission d'études présidée par M. David Packard, ancien secrétaire adjoint à la Défense sous M. Nixon, et qui avait été mise en place en juin dernier à la suite de la

découverte de toute une série de fraudes et de gaspillages dans les contrats d'armement existant entre le département de la Défense et divers fournisseurs, notamment la firme General Dynamics.

Les mesures préconisées seraient principalement de deux ordres. D'une part, la commission Packard, comme précédemment le comité des forces armées du Sénat, présidé par M. Goldwater, se prononce pour un renforcement de l'autorité du chef d'état-major interarmes. Une telle mesure, à laquelle l'autorité civile s'oppose depuis longtemps de crainte de perdre le contrôle du fonctionnement du Pentagone, permettrait d'atténuer, selon ses partisans, les éternelles querelles au sein de l'état-major entre les responsables des différents grands corps : armée, marine, aviation. Doté d'un pouvoir plus important dans la chaîne de commandement, le chef d'état-major interarmes se verrait en outre accorder un accès plus facile auprès du président, ce qui accentuerait encore son rôle.

La seconde mesure concernerait la création d'un poste de sous-secrétaire à la Défense, « responsable des achats ». Selon le rapport de la commission Packard, la personne qui occupe cette fonction devra avoir « une solide connaissance du secteur industriel » afin de lui permettre de veiller à ce que les contrats passés entre le Pentagone et ses fournisseurs soient plus strictement respectés.

L'opinion publique américaine est très sensible au reproche de gaspillage adressé au Pentagone à la suite de divers scandales, qui avaient notamment conduit le département de la Défense à suspendre pour deux mois, en décembre dernier, tous les contrats avec la société General Dynamics. Cette compagnie, qui vend pour plus de 6 milliards par an de matériel à l'armée américaine, avait été accusée de malversations financières, impliquées dans ces affaires, l'un de ses anciens employés, M. James Beggs, administrateur de la NASA, avait dû quitter ses fonctions à la suite de ces révélations.

En novembre dernier, la Chambre des représentants avait voté une loi à une écrasante majorité (383 contre 27) prévoyant des réformes similaires à celles recommandées aujourd'hui par la commission Packard. La Chambre avait également préconisé la nomination d'un chef d'état-major interarmes adjoint et l'élaboration d'un budget plurianuel (sur deux ans). A l'époque, M. Weinberger n'avait montré aucun enthousiasme à s'engager dans cette voie. De même, le secrétaire à la Défense avait-il critiqué, en son temps, la décision présidentielle de créer la commission Packard. La mise en œuvre des réformes désormais approuvées dans leur principe par M. Reagan dépend donc maintenant de l'attitude qu'adoptera sur ce dossier délicat le responsable numéro un du Pentagone.

MANUEL LUCBERT.

AFRIQUE

RECENTRAGE DE LA POLITIQUE DE COOPÉRATION

MM. Aurillac, Penne, Foccart et la « famille »

« Cela fait vingt fois que l'on me pose la même question : comment pouvez-vous exister avec M. Guy Penne à l'Elysée et M. Foccart à Matignon ? » M. Michel Aurillac, nouveau ministre de la coopération, qui tenait, jeudi 3 avril, sa première conférence de presse, n'est pas vraiment agacé d'une telle suspicion, mais... Il s'en tire par l'humour : « Je ne suis pas ministre des PTT, je vous le garantis ! » Connaissant lui-même « fort bien » les affaires africaines, il trouve « normal, naturel » que le premier ministre et le président de la République aient chacun un conseiller pour suivre ce secteur, et préfère que ceux-ci « soient compétents plutôt qu'incompétents ». Qu'on se le dise : M. Aurillac n'a pas « l'intention de ne pas exister » et il n'y a « pas du tout un phénomène de concurrence », simplement une concertation. Un exemple : l'acheminement d'une aide d'urgence aux victimes de l'accident du Jager de l'armée de l'air française qui s'est écrasé, le 27 mars, sur un quartier de Bangui (Centrafrique). Eh bien, M. Aurillac a immédiatement pris les mesures qu'il s'imposait et, « tout naturellement », s'est téléphoné à M. Penne et à M. Foccart.

Pour le reste, le décret fixant les attributions et prérogatives du ministère de la coopération n'ayant pas encore été publié au Journal officiel, il est un peu tôt pour que le ministre donne son sentiment sur les grands dossiers africains. Mais, par petites touches, M. Aurillac a déjà fixé le cadre de son action et confirmé implicitement son identité de vues avec les propositions du RPR en matière de politique de coopération (le Monde du 2 avril). Le « recentrage » de la politique de coopération et la « reconstitution » du ministère s'articuleront autour d'un « axe privilégié et non dans toutes les directions à la fois ». Cet axe, ce sont les pays francophones, un certain nombre de pays lusophones et hispani-

sants, ainsi qu'Haïti et le Vanuatu, bref la « noyau incontournable », la « famille » en quelque sorte. Bien sûr, ce fameux décret définissant la zone d'intervention du ministère sera « souple » et, par « une extension de compétences », d'autres pays — les anglophones — ne seront pas oubliés. Il n'empêche : on voit bien que la nouvelle majorité en revient à la notion de « pré-carré » francophone. L'Angola, par exemple, ne « figure pas » dans ce noyau « des pays avec qui nous avons des liens privilégiés ».

M. Aurillac, qui veut faire entrer la « modernité » en Afrique, a incontestablement de grands desseins et fait preuve d'une grande prudence. Il veut favoriser la création d'un « tissu d'entreprises », parce que le développement est d'abord « économique » et non pas « administratif », les Africains ayant aujourd'hui des « spécialités de niveau mondial ». Sur l'Afrique du Sud, « qui relève du ministère des affaires étrangères », il est plus circonspect : certes, la politique d'apartheid ne peut être « cautionnée » par le gouvernement, et l'intérêt de la population est de « faire en sorte que toutes les ethnies (?) arrivent à vivre ensemble ». Pour ce qui est des sanctions économiques à l'encontre de Pretoria, le problème, manifestement, n'est pas de son ressort.

M. Aurillac va avoir très vite l'occasion de « tester » auprès des chefs d'Etat africains ces idées. Il accompagnera le premier ministre, M. Chirac, qui se rendra à Abidjan le 12 avril, puis à Dakar, pour y rencontrer M. Abdou Diouf, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Succès assuré : les chefs d'Etat francophones ont toujours plié en faveur du resserrement des liens de la « famille ».

LAURENT ZECCHINI.

Burkina-Faso

VERDICT DANS LE PROCÈS DE LA CEAO MM. Diawara et Diakité condamnés à quinze ans de prison

Quinze ans de prison ferme pour MM. Mohamed Diawara et Moussa Diakité, quinze ans de prison, dix ans, enfin, pour M. Moussa N'Gom, trois autres accusés responsables de la CEAO et des événements de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) : le scandale des milliards de la CEAO a trouvé un premier épilogue, jeudi 3 avril, avec ce verdict, rendu par le tribunal populaire de la révolution (TPR) d'Ougadougou.

MM. Diawara et Diakité, respectivement ancien ministre de la Côte d'Ivoire et ex-directeur du Fonds de solidarité et d'intervention pour le développement de la communauté (FOSIDEC), devaient, en outre, rembourser solidairement à la CEAO la somme de 6,4 milliards de francs CFA, tandis que M. N'Gom, ancien secrétaire général de la CEAO, est redevable d'une somme de 14,2 milliards de francs CFA. Les condamnés ont toutefois la possibilité de solliciter un recours en grâce auprès du chef de l'Etat burkinabé, le capitaine Thomas Sankara.

Accusés de détournement de plus de 6,5 milliards de francs CFA (130 millions de dollars) au préjudice de la CEAO, ainsi que de faux et usage de faux, et d'enrichissement illicite, les trois accusés avaient été inculpés en octobre 1984. Depuis cette date, la CEAO était paralysée dans son fonctionnement. Les chefs d'Etat des sept pays membres de cette organisation (Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie, Bénin, Burkina-Faso, Mali et Niger) se sont retrouvés le 26 mars à Ougadougou pour participer au centième anniversaire de leur organisation, celui-ci ayant été précédé par une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de l'ANAD (Accord de non-agression et de défense) à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), qui avait permis une « réconciliation » entre le Mali et le Burkina, à la suite de la « guerre de Noël » qui avait opposé les deux pays, en décembre dernier.

A cette occasion, le président Sankara avait autorisé le Malien Idriss Keita, secrétaire général de la CEAO, qui avait été expulsé par les autorités d'Ougadougou, à revenir dans la capitale du Burkina à l'occasion du « procès Diawara ».

Une autre personnalité malienne, M. Mamadou Aldaw, a été nommé en remplacement de M. Idriss Keita. En dépit de ce rapprochement entre le Mali et le Burkina, il n'est pas sûr que l'affaire Diawara — en reste là, notamment parce que les conditions dans lesquelles s'est déroulé ce procès n'ont pas été jugées satisfaisantes par toutes les

parties. Les avocats des accusés ont notamment estimé que le tribunal populaire d'Ougadougou était incompétent pour juger une telle affaire, les TPR n'étant pas reconnus par le droit international, et ont refusé de plaider. — (AFP, Reuters, AP.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65072 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969)

Jacques Fauver (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Dirige de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 370 000 F

Principales sociétés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Woutas.

Rédacteur en chef :

Daniel Vernet.

Correspondant en chef :

Claude Sales.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 266 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 536 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. — BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL — SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changement d'adresse : définitif ou provisoire (deux semaines au plus) ; les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 120 pes. ; Grèce, 120 dr. ; Israël, 120 N. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 3 000 L. ; Luxembourg, 30 \$; Norvège, 8 kr. ; Pays-Bas, 2 \$; Portugal, 110 esc. ; Roumanie, 256 F CFA ; Suède, 5 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,50 \$; Yougoslavie, 110 ml.

PROCHE-ORIENT

Le conflit du Liban

- Les observateurs français sont partis
- Recrudescence des combats à Chatila

Les observateurs français ont fait jeudi 3 avril leurs adieux au Liban, deux ans après le début de leur mission, alors que de durs combats se poursuivaient entre chiïtes et Palestiniens dans le camp de Chatila, tout proche de leur quartier général.

Les quarante-cinq observateurs, sous-officiers et officiers, ont quitté en milieu d'après-midi la base militaire de Joumeh (à 19 kilomètres au nord de Beyrouth), pour embarquer sur le navire de soutien logistique *La Rance*. Ce bâtiment doit les déposer dans le port chypriote de Larnaca, d'où ils regagneront la France en avion militaire, à l'indiqué leur porte-parole, le commandant Jean-Yves Blouin, qui les accompagne depuis deux jours.

Les observateurs militaires français, dont sept ont trouvé la mort au Liban, ont gagné le navire à bord de vedettes. Leur chef, le colonel Pierre Avon, l'a rejoint par hélicoptère. Leur matériel, jeeps, blindés légers et une ambulance, devait être embarqué à bord du navire de transport *Ouragan*, attendu au large de Beyrouth lundi ou mardi prochain, selon le commandant Blouin.

Le départ du corps des observateurs, créé en mars 1984 pour superviser le cessez-le-feu à Beyrouth après le retrait de la Force multinationale (Etu-Unis, France, Italie, Grande-Bretagne), s'est déroulé sans incident. Sur la route de la Résidence des pîns, à la base de Joumeh, en secteur chrétien, de nombreux Libanais leur criaient « Au revoir ! » ou « Merci ! ».

Dans le camp de réfugiés de Chatila, au sud de Beyrouth, les combats se sont poursuivis avec violence pour la septième journée consécutive entre miliciens chiïtes d'Amal et des Palestiniens retranchés dans un réduit de 500 mètres carrés. La recrudescence des combats est intervenue après le troisième échec en trois jours du comité de coordination

formé par Amal et le Front du salut national palestinien (FSNP, coalition pro-syrienne) pour faire appliquer un cessez-le-feu.

Les deux parties se rejettent mutuellement la responsabilité de la reprise des combats. Selon un responsable du FSNP, le mouvement Amal n'arrive pas à contrôler ses miliciens qui bombardent par intermittence et à distance le camp. Le bilan des combats s'élève à 10 morts et 20 blessés du côté d'Amal et à 8 morts et 47 blessés parmi les Palestiniens, a-t-on appris auprès du mouvement chiïte et des organisations palestiniennes.

Beyrouth demande le renouvellement du mandat de la FINUL

Le gouvernement libanais a, d'autre part, demandé aux Nations unies le renouvellement du mandat de la Force intérimaire de l'ONU au Liban (FINUL), pour une nouvelle période de six mois. Le mandat de la FINUL arrive à expiration le 19 avril prochain, et son renouvellement sera examiné en principe par le Conseil de sécurité de l'ONU le 17 avril.

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, le représentant libanais aux Nations unies, M. Rachid Fakhoury, a souligné que son gouvernement était « convaincu que, malgré la situation qui règne actuellement dans le sud du Liban, la FINUL, qui symbolise la volonté de la communauté internationale, reste un facteur important de stabilité et la meilleure alternative de paix et de sécurité dans la région, au moment même où de nouveaux efforts soutenus restent nécessaires pour permettre à la FINUL de s'acquitter pleinement du mandat qui lui a été confié ».

L'ATTENTAT CONTRE LE BOEING DE LA TWA

Une Libanaise embarquée au Caire est soupçonnée d'avoir déposé la bombe dans l'appareil

Selon les enquêtes effectuées à Athènes et à Rome, l'attentat à la bombe qui a fait quatre morts, mercredi 2 avril, à bord d'un Boeing de la TWA pourrait avoir été perpétré par une jeune femme en possession d'un passeport libanais.

Cette femme, enregistrée sous le nom de May Elias Mansour sur la liste de la TWA au Caire, a pris, mercredi, le vol 841 de cette compagnie effectuant le trajet Le Caire-Athènes-Rome et retour. Elle est descendue à l'aéroport d'Athènes. Elle occupait la place F 10, celle où l'explosion s'est produite sur le trajet du retour alors que l'avion, venant de Rome, s'apprêtait à décoller. Après avoir passé la matinée de mercredi dans la salle de transit de l'aéroport de la capitale grecque, cette femme est partie pour Beyrouth par un vol de la Middle East Airlines. Elle était arrivée au Caire venant de Beyrouth le 25 mars.

Cette thèse a été confirmée jeudi par les responsables de la TWA à Athènes et par le ministre italien de l'Intérieur, M. Luigi Scalfaro, qui a précisé que la personne soupçonnée d'avoir déposé la bombe dans l'appareil était « classée comme terroriste ».

Au Caire, cependant, un porte-parole officiel a réfuté cette thèse en la qualifiant d'« histoire ridicule » qui « ne mérite aucun commentaire ». Un responsable du ministère de l'Intérieur égyptien, M. Farag, a affirmé que M. Mansour avait rempli les formalités d'enregistrement après les autres passagers, mais qu'elle avait passé tous les contrôles avant de monter à bord de l'appareil. Ses bagages, a affirmé M. Farag, ont été inspectés à la fois par les gardes de l'aéroport et par le personnel de la TWA.

Aux Etats-Unis, la Maison Blanche s'est déclarée jeudi déterminée à faire en sorte que les auteurs de l'attentat soient remis à la justice. « Bien qu'un groupe se nommant les « Cellules révolutionnaires arabes » ait revendiqué la responsabilité de l'attentat, nous n'avons écarté aucun groupe, mouvement ou individu terroriste comme pouvant être responsable », a toutefois précisé le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes.

L'attentat a, en effet, été revendiqué à Beyrouth par une organisation palestinienne inconnue, les Cellules révolutionnaires arabes-Cellules d'Al-Kassam. Les observateurs ont noté que les deux attentats perpétrés fin décembre 1985 à Vienne et à

Rome contre les bureaux de la compagnie israélienne El Al avaient été revendiqués au nom des Cellules fedayins arabes. L'hypothèse selon laquelle il s'agirait de la même organisation n'est pas écartée.

Quant aux déclarations du chef d'Etat libyen, le colonel Kadhafi, récusant cet attentat, M. Speakes a estimé que, « étant donné son comportement antérieur, ce démenti n'a aucune signification ». M. Speakes s'est, par ailleurs, refusé à tout commentaire sur l'éventualité de mesures de représailles lorsque les auteurs de l'attentat auront été identifiés.

Le premier ministre israélien, M. Shimon Peres, a, pour sa part, accusé jeudi le « groupe Abou Moussa ». S'exprimant au micro de la chaîne de télévision américaine PBS, il s'est, en outre, dit persuadé que l'attaque avait été mise au point « bien avant » l'incident du golfe de Syrie (entre les Etats-Unis et la Libye) et a laissé entendre que la Syrie pourrait y être mêlée. « Le groupe Abou-Moussa est basé en Syrie, sous les auspices syriens, comme le groupe Abou-Nidal », a souligné à ce propos M. Peres.

Sans expliquer la raison de ses convictions, le premier ministre a estimé que la revendication formulée après l'explosion par les Cellules révolutionnaires arabes était « une tentative pour couvrir le vrai groupe responsable ». — (AFP, AP, Reuters.)

LE PROCÈS DES MUTINS DE LA POLICE AU CAIRE

Les mal-aimés d'une Egypte en crise

(Suite de la première page.)

« Je vous le répète, affirme M. Wadil Rafat, le vice-président du Wafd, le premier parti de l'opposition, ils étaient traités comme des animaux dressés à frapper les manifestants étudiants et ouvriers. Leur révolte était non seulement juste mais également nécessaire, et rappelle, à bien des égards, le soulèvement de Spartacus et des Zémidis (1) ». La plupart des dirigeants de l'opposition partageait cette opinion. Mais ils se sont tous empressés de condamner un mouvement entaché dès le départ par des actes de violence dénoncés sans réserve par l'opinion publique.

L'un des dirigeants de la Tagmo, le rassemblement de gauche, M. Rifat Said, attribue ces débordements au fait que les jeunes conscrits n'étaient pas organisés.

« Pour l'instant, dit-il, et en attendant le problème du rapport de la commission d'enquête, nous ne savons que très peu de choses sur ce qui s'est vraiment passé ce jour-là. Tout ce que nous pouvons dire, c'est que le peuple égyptien a pris ses distances envers le mouvement dès qu'il s'est aperçu qu'il avait été dévoyé par des éléments destructeurs », M. Rifat ajoute, rêveur : « On peut se demander quelle aurait été l'issue des manifestations si celles-ci s'étaient déroulées en bon ordre et pacifiquement. Certains n'hésitent pas à en déduire que la révolte a été dévoyée de son objectif initial, qui était de faire connaître le sort des appelés, par des « forces étrangères » qui l'ont utilisée à des fins précises ».

Une armée d'appoint

Paradoxalement, le ministre de l'Intérieur, le général Ahmed Rouchdi, limogé pour n'avoir pu empêcher l'émeute, est considéré par la plupart des Egyptiens comme un bon équilibriste qui a été victime d'un règlement de comptes. On affirme que l'ancien ministre de l'Intérieur avait pris la tête d'une campagne de salubrité publique contre certains éléments corrompus au sein de l'adminis-

tration, attaquant notamment des hauts fonctionnaires du ministère de l'Industrie soupçonnés d'avoir accepté des pots-de-vin de sociétés étrangères, notamment ouest-allemandes. En outre, le général Rouchdi avait commis l'imprudence de s'en prendre à plus fort que lui en tentant d'épurer la police d'éléments compromis avec les trafiquants de drogue.

Quoi qu'il en soit, les forces de la sécurité centrale ont perdu beaucoup de leur puissance. Elles avaient été conçues, à l'origine, comme un corps chargé, après la défaite de 1967, de garder les ministères et les bâtiments publics. Elles constituaient alors une force d'appoint de l'armée régulière. Ce n'est que sous le règne de Sadate, spécialement après les émeutes de 1977, qu'elles s'étaient presque hissées au niveau de l'armée avec environ trois cent mille hommes dotés d'un armement moderne. Leur mission essentielle était alors répressive. Leurs camps sont à cet effet judicieusement répartis sur les grands axes quittant la métropole égyptienne, à proximité des centres ouvriers et étudiants à contrôler. Accessoirement, les forces de sécurité semblaient également destinées à contrebalancer l'influence de l'armée, puisqu'elles disposaient d'un armement lourd — blindés et canons — sans grand intérêt pour réduire de simples manifestations.

Au fil des ans, cependant, les forces de la sécurité centrale se sont dégradées, à l'instar de la plupart des institutions de l'Etat. Celui-ci était incapable d'entretenir sur un pied d'égalité son armée et une sorte de milice concurrente. La préférence a donc été accordée à l'armée régulière, où ont été enrôlés les meilleurs éléments : jeunes diplômés, citadins, villageois en bonne santé. Les laissés-pour-compte étaient dirigés par les forces de la sécurité centrale. C'est d'ailleurs pour des

raisons d'économie strictement budgétaire que l'état-major des forces de sécurité s'appliquait depuis un certain temps à prolonger par divers artifices la durée du service, normalement fixée à trois ans. On comprend alors aisément pourquoi la nouvelle — vraie ou fausse — d'une prolongation d'un an du service mit aussitôt le feu aux poudres.

Le regain d'influence des militaires

Sans nul doute, le rôle de « garde prétorienne du régime » dévolu aux forces de la sécurité centrale ne peut plus s'exercer. Les grands bénéficiaires de la situation sont les militaires « classiques », qui, en rétablissant l'ordre, se sont posés en sauveurs de l'Egypte. Dans certains milieux de l'opposition, ce regain d'influence des militaires inquiète, et on y évoque de plus en plus l'hypothèse d'un « coup de l'armée ».

Une telle éventualité est cependant exclue par la plupart des dirigeants de l'opposition. A leurs yeux, les militaires ne sont nullement pressés d'hériter d'un régime aux prises avec une grave crise économique et sociale que nulle baguette magique, fût-elle maniée par un soldat prestigieux, ne saurait résoudre. Les rumeurs faisant du maréchal Abou Ghazala, le tout-puissant ministre de la défense, un putschiste potentiel et le plus pro-américain des dirigeants égyptiens, semblent peu fondées. Sa loyauté à l'égard du président Moubarak, dont il paraît fidèlement exécuter les consignes, n'est guère mise en doute.

Si donc il y a risque d'une « militarisation accrue » du régime du Caire, elle se fera vraisemblablement sous la direction du chef de l'Etat, passé maître dans l'art de brandir alternativement le bâton et la carotte. C'est ainsi qu'après avoir lancé en janvier dernier une mise en garde à peine déguisée

aux partis de l'opposition, les menaçant d'une « alternative effrayante et dangereuse » à la démocratie, il s'est montré, après la mutinerie de Guizah, très compréhensif à l'égard de leurs revendications, tout en leur demandant de ne pas lui compliquer la tâche.

Le président Moubarak ne craint apparemment pas grand-chose d'une opposition égyptienne faible et divisée en groupements rivaux. Le principal défi qu'il doit affronter est d'ordre économique. Comment satisfaire les demandes pressantes des Américains qui suggèrent que l'Egypte applique la recette classique du FMI par la levée progressive des subventions, et, ce faisant, ne pas affecter le niveau de vie de la population ? Entouré par une équipe de technocrates au service de la politique de l'inflation (ouverture économique), le chef de l'Etat vient de prendre une série de mesures d'austérité touchant surtout les classes moyennes. Les couches les plus pauvres de la population continuent cependant à subir une usure lente mais ininterrompue de leur pouvoir d'achat, entamé par toutes sortes d'artifices subreptices destinés surtout à éviter une explosion. Comme d'habitude, les possédants ont été épargnés et aucun de leurs privilèges n'a été rogné.

Les graves événements de Guizah ont traduit, quels que soient les excès des mutins, le mécontentement de conscrits issus des couches les plus déshéritées de la population égyptienne. A leur façon, ils protestent contre l'injustice qui caractérise la société égyptienne. Si rien n'est fait pour rendre cette injustice moins flagrante, de nouveaux troubles secoueront le pays.

JEAN GUEYRAS.

(1) Esclaves agricoles noirs originaires de Zanzibar, qui se soulèvent en 877 et créent un Etat, écarté par Bagdad vingt ans plus tard.

1 236 accusés ont été déferés devant la Cour de sûreté de l'Etat

Le procureur exclut toute implication de groupes politiques, religieux ou de forces étrangères

De notre correspondant

Le Caire. — Les conscrits de la police sont les uniques responsables des mutineries qui, les 25 et 26 février, ont fait cent sept morts et sept cent seize blessés et occasionnés des dégâts estimés à plus de 150 millions de dollars. Telle est la conclusion officielle de l'enquête conduite depuis un mois par le parquet général égyptien. Le procureur général, M. Mohamed El Guendi, a, en effet, tenu à souligner que « l'enquête avait permis d'établir, sans l'ombre d'un doute, que nul officier de police n'avait participé aux désordres ». Il a, par ailleurs, exclu toute implication, étrangère ou intérieure, de groupes politiques ou religieux dans les émeutes et a implicitement confirmé, en outre, que « la rumeur » concernant la prolongation d'une année du service de certains conscrits de la police n'était pas aussi dénuée de fondement que l'avait affirmé le ministère de l'Intérieur au lendemain des émeutes.

M. El Guendi a précisé que 1 236 accusés — 1 205 conscrits de la police et 31 civils dont 6 mineurs — avaient été déferés devant la Cour

supérieure de sûreté de l'Etat pour y répondre de mutinerie, homicide, vol à main armée, incendie et atteinte aux biens publics. Le procureur, qui n'a pas précisé la date où le procès devrait débiter, a toutefois indiqué que les accusés, notamment les conscrits de la police, encouraient un châtiment allant de la prison à la peine de mort.

Toutefois, la Cour supérieure de sûreté de l'Etat a déjà fait preuve de modération dans des affaires plus ou moins similaires. Lors du procès du groupe extrémiste musulman Al Jihad, accusé de l'assassinat d'une centaine de policiers à Assiout, en Haute-Egypte en octobre 1981, le procureur avait requis, sans être suivi, la peine capitale pour trois cents maximalistes. Dans l'affaire des mutins, le tribunal aurait trouvé dans les conclusions mêmes de l'enquête du parquet matière à circonstances atténuantes. Le procureur a, en effet, dénoncé les mauvais traitements infligés aux conscrits et leurs misérables conditions de vie. Il a relevé le fait que certains officiers sont allés jusqu'à infliger des sévices à de jeunes recrues.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Iran

La mort de l'ayatollah Chariat Madhari

Le chef de file des mollahs conservateurs

L'ayatollah Chariat Madhari, qui vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-deux ans des suites d'un cancer, était un des plus hauts dignitaires chiïtes d'Iran et le chef de file des mollahs conservateurs et éclairés. Il avait été, au cours des années qui ont précédé la révolution islamique, très populaire dans sa province natale, l'Azerbaïdjan, et dans les milieux du Bazar.

Né dans une famille de religieux de Tabriz, où il avait commencé sa formation religieuse, il était devenu le chef spirituel de cette province turcophone. Pendant les seize années d'exil de l'imam Khomeiny, Chariat Madhari avait organisé un réseau très serré assurant la distribution des tracts et des déclarations de l'imam. Les divergences avec ce dernier appaurent cependant rapidement au cours de la révolution contre le chach. « Il faut comprendre que, vivant en Iran, ma situation est différente de celle de Khomeiny qui vit en exil », avait-il l'habitude de répéter aux journalistes qui essayaient de découvrir des « désaccords » entre lui et l'imam.

En fait, ces « désaccords » étaient bien réels. Le usé patriarche azerbaïdjanais était, en effet, opposé aux méthodes de lutte violente et demandait seulement des « modifications substantielles » dans la politique du chach. En privé, il allait même

jusqu'à préconiser une « monarchie constitutionnelle » qui permettrait, selon lui, de faire l'économie d'une révolution au moment même où, de Neauphle-le-Château, l'imam Khomeiny exigeait la liquidation de la monarchie et de toutes ses institutions.

Les paroles de Chariat Madhari tombaient alors dans le vide, l'imam-majeur des Iraniens étant plutôt attiré par le tempérament lutteur de l'imam Khomeiny et ne partageant guère les options réformistes du patriarche azerbaïdjanais. En décembre 1989, cependant, Chariat Madhari tenta de prendre la tête de ses partisans azerbaïdjanais qui s'étaient soulevés contre les pasdaran (gardiens de la révolution) du pouvoir central. Mais le « rébellion de Tabriz » fit long feu, et le patriarche azerbaïdjanais, après avoir dénoncé la mauvaise foi du pouvoir central, vint s'installer à Qom, où il sera rapidement soumis à un strict régime de résidence surveillée.

L'imam se murle d'autant plus de Chariat Madhari que ce dernier est profondément hostile au principe du velayat faqih, qui confère un droit de regard sur les affaires temporelles et spirituelles au guide religieux de l'homme (communauté musulmane), assurant en l'occurrence à Khomeiny, aux termes de la Constitution islamique, les prérogatives du « tuteur du peuple ». Le leader azerbaïdjanais, pour sa part, souhaitait que les mollahs soient éloignés des affaires politiques. Il n'est cependant pas un laïc et désire l'établissement d'un « contre-pouvoir » religieux, qui superviserait le gouvernement en lui donnant des directives conformes aux vertus et aux principes de l'islam chiïte.

En avril 1982, Chariat Madhari est impliqué dans le complot de Sadegh Ghotbzadeh, Malade et fatigué, il apparaît en mai dans une émission télévisée où il exprime son « repentir » et demande à l'imam de le « protéger contre ceux qui veulent sa mort ». C'est sa dernière apparition publique. Tandis que Sadegh Ghotbzadeh est exécuté, il tombe dans l'oubli. Tabriz, sa ville natale, n'a pas bougé et n'a pas protesté contre cette disgrâce qui est, en réalité, sa mort politique. Peut-être cela est-il dû au fait que, en se confiant dans une longue période de silence interprété comme une « passivité complaisante » à l'égard du régime, il avait déjà perdu beaucoup de son influence.

J. G.

A prix égal préférez-vous
boire un scotch à bord pendant le film
ou camper dans l'aéroport
avant l'arrivée
des femmes de ménage ?

مكتبة الامير

DIPLOMATIE

AU SOMMET DE TOKYO

La France se prononcera pour une coopération internationale plus active contre le terrorisme

On confirme dans les milieux diplomatiques français une information publiée par le *New York Times* - et reproduite par l'*International Herald Tribune* de ce vendredi 4 avril - selon laquelle la France se rallierait à une politique de coopération internationale plus active et plus suivie contre le terrorisme. Cette nouvelle attitude devrait se manifester au sommet des sept grandes démocraties industrielles convoqué à Tokyo au début du mois prochain et ne serait pas liée à la nouvelle situation de cohabitation à Paris : M. Mitterrand, qui aurait durci son attitude dès avant les élections, est en effet plus disposé maintenant à accepter les propositions américaines sur ce point.

Selon notre confrère américain, M. Jacques Attali, représentant français à une réunion d'experts chargés de préparer le sommet de Tokyo au début de mars en Grande-Bretagne, aurait surpris ses collègues en demandant son accord à une demande américaine d'insérer la question du terrorisme à l'ordre du jour des Sept et d'y faire une référence dans le communiqué final. Un mois plus tôt, lors d'une autre réunion préparatoire tenue à Hawaï, le même Jacques Attali s'était en revanche opposé à cette initiative, insistant sur le fait que les communs des Sept sont essentiellement économiques. A propos du terrorisme, le maximum que voulait bien considérer alors le conseiller de M. Mitterrand était une réaffirmation de l'accord contre la piraterie aérienne conclu au sommet de Bonn en 1978. Il n'était pas question alors d'aller au-delà.

M. Attali s'est refusé ce vendredi matin à tout commentaire sur des réactions d'experts qui, selon lui, doivent rester confidentielles, mais l'on confirme dans les milieux diplomatiques que l'impasse constatée ces dernières semaines dans l'affaire des otages français, tout comme les nouvelles prises d'otages à Beyrouth, ont conduit à une évolution de la position de l'Élysée, et ce avant les élections du 16 mars. Du côté de M. Chirac, on rappelle que le nouveau premier ministre s'est toujours prononcé pour une coopération internationale plus active contre le terrorisme, et l'on se rappelle que le sujet a d'ailleurs été abordé dans les multiples conversations que le premier ministre a eues ces derniers jours avec le président de la République.

La pratique des services

Si elle peut contribuer évidemment à créer un climat de confiance entre services occidentaux, cette affirmation d'une volonté politique de coopération n'entraînera pas, pour ceux-ci, un changement radical dans leur pratique. Face au terrorisme et malgré, parfois, quelques chausse-trappes, la collaboration entre services occidentaux existe en effet déjà. Les spécialistes européens se rencontrent régulièrement dans le cadre de trois instances : le club de Berne, depuis 1971 ; les groupes « Trevi », depuis 1975 ; enfin, le club de Vienne, qui réunit la France, l'Autriche, la Suisse, l'Italie et la RFA. Cependant, ces rencontres multilatérales tiennent souvent du poker menteur, aucun service n'osant faire état devant tous les autres de son savoir.

Aussi les policiers préfèrent-ils les relations bilatérales. Au niveau strictement policier, celles-ci furent renforcées par M. Yves Bonnet, directeur de la direction de la surveillance du territoire (DST) jusqu'en août 1985. Quitte à marcher sur les plates-bandes d'une direction générale de la sécurité extérieure (DGSE, ex-SDECE) souvent jugée, par les policiers de la DST, M. Bonnet multiplia les contacts avec ses homologues étrangers, se déplaçant fréquemment hors de l'Hexagone et réussissant ainsi à nouer des relations confidentielles avec les services de pays arabes non alignés sur la Syrie, la Libye et l'Irak.

Ce type de rapports suppose certains marchandages, l'échange de renseignements devant être réciproque. C'est ainsi que la DST a continué, après 1981, à entretenir d'excellents rapports avec les services américains. Les documents récupérés, en 1980-1981 à Moscou même, par ce service, grâce à une « taque » soviétique placée au cœur de la centralisation de l'espionnage industriel et technologique en Occident, et répondant au nom de code de « Farewell », suscitèrent l'admiration des services d'outre-Atlantique, qui, en l'occurrence, en profitèrent eux aussi.

S'agissant du terrorisme et au niveau politique cette fois, M. Pierre Joxe, durant son passage au ministère de l'Intérieur, manifesta sa volonté de dissiper les nuages existants avec certains États. Ainsi rencontra-t-il tous ses homologues européens, lors de rendez-vous bilatéraux. Ces contacts permirent d'aplanir notamment des différends avec l'Italie - à propos du contentieux sur les réfugiés italiens en France - d'évacuer certaines difficultés opérationnelles avec la Belgique - à propos des liens entre Action directe et les cellules communistes combattantes - ou encore de renforcer les contacts directs entre services français et allemands - après la fusion

La pratique des services

Si elle peut contribuer évidemment à créer un climat de confiance entre services occidentaux, cette affirmation d'une volonté politique de coopération n'entraînera pas, pour ceux-ci, un changement radical dans leur pratique. Face au terrorisme et malgré, parfois, quelques chausse-trappes, la collaboration entre services occidentaux existe en effet déjà. Les spécialistes européens se rencontrent régulièrement dans le cadre de trois instances : le club de Berne, depuis 1971 ; les groupes « Trevi », depuis 1975 ; enfin, le club de Vienne, qui réunit la France, l'Autriche, la Suisse, l'Italie et la RFA. Cependant, ces rencontres multilatérales tiennent souvent du poker menteur, aucun service n'osant faire état devant tous les autres de son savoir.

Aussi les policiers préfèrent-ils les relations bilatérales. Au niveau strictement policier, celles-ci furent renforcées par M. Yves Bonnet, directeur de la direction de la surveillance du territoire (DST) jusqu'en août 1985. Quitte à marcher sur les plates-bandes d'une direction générale de la sécurité extérieure (DGSE, ex-SDECE) souvent jugée, par les policiers de la DST, M. Bonnet multiplia les contacts avec ses homologues étrangers, se déplaçant fréquemment hors de l'Hexagone et réussissant ainsi à nouer des relations confidentielles avec les services de pays arabes non alignés sur la Syrie, la Libye et l'Irak.

Ce type de rapports suppose certains marchandages, l'échange de renseignements devant être réciproque. C'est ainsi que la DST a continué, après 1981, à entretenir d'excellents rapports avec les services américains. Les documents récupérés, en 1980-1981 à Moscou même, par ce service, grâce à une « taque » soviétique placée au cœur de la centralisation de l'espionnage industriel et technologique en Occident, et répondant au nom de code de « Farewell », suscitèrent l'admiration des services d'outre-Atlantique, qui, en l'occurrence, en profitèrent eux aussi.

S'agissant du terrorisme et au niveau politique cette fois, M. Pierre Joxe, durant son passage au ministère de l'Intérieur, manifesta sa volonté de dissiper les nuages existants avec certains États. Ainsi rencontra-t-il tous ses homologues européens, lors de rendez-vous bilatéraux. Ces contacts permirent d'aplanir notamment des différends avec l'Italie - à propos du contentieux sur les réfugiés italiens en France - d'évacuer certaines difficultés opérationnelles avec la Belgique - à propos des liens entre Action directe et les cellules communistes combattantes - ou encore de renforcer les contacts directs entre services français et allemands - après la fusion

l'espionnage industriel et technologique en Occident, et répondant au nom de code de « Farewell », suscitèrent l'admiration des services d'outre-Atlantique, qui, en l'occurrence, en profitèrent eux aussi.

S'agissant du terrorisme et au niveau politique cette fois, M. Pierre Joxe, durant son passage au ministère de l'Intérieur, manifesta sa volonté de dissiper les nuages existants avec certains États. Ainsi rencontra-t-il tous ses homologues européens, lors de rendez-vous bilatéraux. Ces contacts permirent d'aplanir notamment des différends avec l'Italie - à propos du contentieux sur les réfugiés italiens en France - d'évacuer certaines difficultés opérationnelles avec la Belgique - à propos des liens entre Action directe et les cellules communistes combattantes - ou encore de renforcer les contacts directs entre services français et allemands - après la fusion

d'Action directe et de la FAR (fraction armée rouge).

En revanche, les relations avec les services américains furent marquées par un incident, toujours non éclairci, en décembre 1985. Selon les services américains, la France aurait, en effet, laissé échapper à Paris Imad Mugniyah, soupçonné d'être le chef du groupe Action des Hezbollah (les Fous de Dieu iraniens), impliqué dans le détournement d'un Boeing de la TWA en 1985 et des attentats ayant visé, en 1983, le PC des « marines » américaines et le Drakkar abritant le contingent français à Beyrouth. M. Pierre Joxe avait démenti « catégoriquement » que les services de police français « aient disposé d'informations permettant l'arrestation des auteurs de l'attentat contre le Drakkar ». Mais il n'avait pas démenti la présence et le départ de France d'un terroriste recherché par les États-Unis.

La visite à Bonn de M. Jean-Bernard Raimond

Etroite coopération aujourd'hui comme hier

De notre correspondant

Bonn. — Après la première rencontre entre le nouveau ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et son collègue allemand, M. Hans Dietrich Genscher, jeudi 3 avril à Bonn, on insistait dans l'entourage de ce dernier sur la volonté de « continuité » manifestée par le chef de la diplomatie française.

Les journalistes n'ont pas apprécié grand-chose sur les intentions du nouveau gouvernement français à l'égard de Bonn. Mais ils ont eu droit, à l'issue des conversations, à une petite cérémonie soigneusement orchestrée par les Allemands de l'Ouest pour permettre aux deux ministres de souligner côte à côte l'importance attachée par leurs gouvernements à la poursuite d'une étroite coopération. On se prépare à célébrer cette coopération avec éclat lors de la visite que doit effectuer, à

EUROPE

Espagne

Protestations après la relaxe de l'ancien chef de la brigade antiterroriste

De notre correspondant

Bayonne. — Le Tribunal constitutionnel espagnol devra examiner prochainement une requête présentée contre la décision du tribunal de Madrid de relaxer, le 24 mars dernier, le commissaire Manuel Ballesteros. Ce dernier avait été condamné au printemps 1984 à trois ans de mise à pied et à 100 000 pesetas d'amende (5 000 F) pour refus réitéré de collaboration avec la justice.

Manuel Ballesteros, ancien chef de la brigade antiterroriste, s'était toujours refusé à révéler les noms des trois auteurs présumés de l'attentat commis dans un bar d'Hendaye en novembre 1981, attentat qui avait fait deux morts et une dizaine de blessés graves. Quelques minutes après la fusillade, les tueurs avaient forcé la frontière ; interpellés par les policiers espagnols, ils avaient rapidement été remis en liberté, sur ordre du commissaire Ballesteros, malgré les protestations des autorités françaises. Le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Juan José Rosón, avait reconnu qu'il s'agissait d'indicateurs de sa police.

Le procureur avait demandé la relaxe du prévenu à la Cour suprême, considérant que celui-ci avait agi « à tort mais sans intention malicieuse », pour protéger des collaborateurs de ses services. La partie civile, représentant les intérêts des victimes de l'attentat, dénonça la violation de l'article de la Constitution qui proclame l'égalité de tous les citoyens devant la loi, et demanda une nouvelle convocation de M. Ballesteros devant le juge d'instruction de Saint-Sébastien chargé de l'enquête.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

■ Quarante intellectuels espagnols, professeurs, avocats, journalistes, ont remis au procureur général de la justice de Madrid une lettre lui demandant d'éclaircir les éventuelles responsabilités des forces de l'ordre dans les activités du Groupe antiterroriste de libération (GAL). Les signataires estiment qu'il y a de « sérieux indices » de la participation d'Espagnols aux meurtres commis en France par le GAL et qu'il appartient à la justice française d'en juger. — (AFP.)

Les toreros menacent de débrayer

Madrid. — La grogne sociale n'épargne décidément aucune catégorie professionnelle en Espagne. Après les « rampants » d'Ibiza, les travailleurs des chemins de fer, les sidérurgistes et les dockers, qui se sont tous mis en grève durant ces dernières semaines, voilà que les toreros menacent à leur tour de suspendre leur habit de lumière au vestiaire à partir du 7 avril pour une durée indéfinie.

Les artistes de l'arène sont, en effet, en bataille avec la Sécurité sociale. Ils s'opposent à une imminente réforme du régime des retraites, arguant, non sans raison, qu'un ancien travailleur de la cape et de l'épée n'est pas un pensionné comme les autres. Le nouveau système les obligera à cotiser durant trente-cinq ans (au lieu de trente) pour avoir droit à la

retraite, une bien longue période pour qui gagne sa vie au risque de la perdre devant le torero. Et, surtout, leurs allocations seront dotées d'un montant fixe en fonction de leurs revenus des huit dernières années, alors que pour un torero l'apogée de la gloire (et des émoluments) se situe, au contraire, à l'époque de la jeunesse.

Pour mieux faire pression sur le gouvernement, les toreros grévistes ont suivi l'exemple des travailleurs des transports publics : ils ont choisi, pour débrayer, l'époque de pointe. C'est, en effet, le 11 avril que doit commencer la fameuse feria de Séville, traditionnel sommet de la saison tauromachique en Espagne. — (Corresp.)

LA VISITE A BONN DE M. JEAN-BERNARD RAIMOND

Etroite coopération aujourd'hui comme hier

De notre correspondant

Bonn. — Après la première rencontre entre le nouveau ministre français des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et son collègue allemand, M. Hans Dietrich Genscher, jeudi 3 avril à Bonn, on insistait dans l'entourage de ce dernier sur la volonté de « continuité » manifestée par le chef de la diplomatie française.

Les journalistes n'ont pas apprécié grand-chose sur les intentions du nouveau gouvernement français à l'égard de Bonn. Mais ils ont eu droit, à l'issue des conversations, à une petite cérémonie soigneusement orchestrée par les Allemands de l'Ouest pour permettre aux deux ministres de souligner côte à côte l'importance attachée par leurs gouvernements à la poursuite d'une étroite coopération. On se prépare à célébrer cette coopération avec éclat lors de la visite que doit effectuer, à

Bonn. M. Jacques Chirac aux alentours du 17 avril.

On insistait particulièrement dans l'entourage de M. Genscher sur la nécessité de parvenir rapidement à une position commune sur la réforme de la politique agricole européenne et sur la réponse à apporter aux nouvelles attaques américaines. M. Genscher souhaite éviter que cette question donne lieu à des problèmes entre Paris et Bonn. Elle fera un des points importants de la visite de M. Jacques Chirac.

Les deux ministres sont convenus qu'ils examineraient de manière approfondie certains sujets de préoccupation allemands, comme les suites que le nouveau gouvernement français entend donner au programme Entelka et à la nouvelle spéciale Hermès, lors de leur prochaine rencontre, prévue en mai prochain à Paris.

HENRI DE BRÉSSON.

M. Troyanovsky nommé ambassadeur d'URSS à Pékin

M. Oleg Troyanovsky a été nommé ambassadeur d'URSS en République populaire de Chine, a annoncé, jeudi 3 avril, l'agence Tass. Représentant permanent de l'URSS près les Nations unies à New-York, de décembre 1976 jusqu'au 14 mars dernier, M. Troyanovsky, soixante-sept ans, va remplacer, à Pékin, M. Ilya Chitchebakov, soixante-trois ans, qui prend sa retraite.

M. Troyanovsky, entré dans la diplomatie en 1944, a été nommé notamment ambassadeur au Japon, de 1967 à 1976. Il est le fils du premier ambassadeur d'URSS aux États-Unis, où il a fait des études dans sa jeunesse. Il fut également l'interprète de Khrouchtchev. Sa nomination à Pékin, qui était attendue, entre dans le cadre d'un mouvement diplomatique concernant plusieurs « grandes » ambassades soviétiques. — (AFP, UPI.)

A TRAVERS LE MONDE

HAÏTI

Washington va fournir une aide alimentaire, et peut-être militaire

Port-au-Prince. — M. Elliott Abrams, secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires interaméricaines, a annoncé, jeudi 3 avril, à Port-au-Prince, à l'issue d'une visite de quarante-huit heures, l'arrivée prochaine d'une aide alimentaire en provenance des États-Unis. Il a également déclaré que le gouvernement américain avait offert aux nouvelles autorités haïtiennes de les aider à récupérer la fortune de l'ancien président Jean-Claude Duvalier. Soulignant que Haïti avait besoin d'une armée moderne et professionnelle « pour maintenir l'ordre », M. Abrams a indiqué que les États-Unis pourraient apporter une aide en ce domaine (entraînement de la troupe, livraison d'équipements). M. Abrams a ajouté : « Il faudra du temps pour créer un nouveau système de gouvernement et réparer les dégâts de vingt-neuf ans de régime despotique. » D'autre part, une mission de l'Internationale socialiste comprenant M. Lionel Jospin, se rendra prochainement, apprend-t-on, à Port-au-Prince. — (AFP, Reuters.)

ITALIE

Rome favorable sous conditions à l'IDS

Le gouvernement italien a réaffirmé, jeudi 3 avril, qu'il était favorable à une participation à l'initiative américaine de défense stratégique (IDS), mais à condition que cette participation « concerne la phase de recherches et ne signifie pas un éloignement de l'Italie de sa position traditionnelle en matière de désarmement, en général, et de prévention de la course aux armements dans l'espace, en particulier ». Répondant à une critique de l'agence Tass, M. Andreotti, ministre des affaires étrangères, a précisé, pour sa part, que Rome est attachée au traité ABM (limitant les armements antissiles) de 1972 et au « renforcement de la stabilité des équilibres stratégiques ». Il a ajouté que, en l'état actuel des choses, « un jugement politique général sur l'IDS ne peut être formulé de façon réaliste », mais que l'Italie « ne doit pas laisser échapper » la possibilité pour son industrie d'une participation scientifique et technologique au programme américain. — (AFP.)

NICARAGUA

M. Ortega exclut la possibilité d'une guerre avec le Honduras

Tegucigalpa. — Dans une interview par téléphone avec la radio hondurienne America, le président nicaraguayen, M. Daniel Ortega, a déclaré, jeudi 3 avril, que l'octroi d'une aide militaire par les États-Unis aux antisandinistes pourrait « conduire à une guerre » entre Washington et Managua. Il a, en revanche, exprimé des sentiments de « paix et d'amitié » envers le Honduras, qui abrite pourtant des bases des « contras ». Il a, en particulier, exclu qu'un affrontement armé puisse se produire entre les deux pays voisins. Tout ne va pas pour le mieux, au demeurant, entre les États-Unis et le Honduras depuis la dernière « incursion » nicaraguayenne en territoire hondurien. A Washington, un porte-parole du département d'Etat s'est déclaré « surpris », jeudi 3 avril, par les déclarations d'un responsable hondurien qui avait accusé les États-Unis d'avoir « exagéré » l'importance des derniers accrochages. Washington a demandé des « éclaircissements » à Tegucigalpa. — (AFP, Reuters.)

URSS

Inquiétude sur le sort de Sergueï Khodorovitch

Le sort de Sergueï Khodorovitch, qui, à partir de 1977, a géré en URSS le Fonds d'aide aux prisonniers politiques, créés à l'initiative d'Alexandre Soljenitsyne, inquiète ses proches. Il est en effet menacé d'une nouvelle condamnation, alors que s'achève sa peine de trois ans de camp à régime sévère qu'il purge à Norilsk, dans le nord de la Sibirie. M. Khodorovitch avait été condamné en 1983 pour « diffusion d'informations fausses sur l'Union soviétique ». Sa libération devait en principe intervenir le 7 avril prochain, ce que semblait confirmer une lettre de l'administration du camp, datée du 27 février, qui demandait à sa famille de prendre des dispositions pour son retour. Mais, entre-temps, un télégramme non signé est parvenu à sa femme, à Moscou, réclamant qu'on lui trouve un avocat. Ce qui signifie apparemment qu'un nouveau procès va être intenté au détenu, à la veille de sa libération, selon une pratique désormais courante, qui s'appuie sur un article récemment ajouté au code pénal de la République de Russie. M. Yves Joffe, le président de la Ligue des droits de l'homme, qui a accepté de se charger de la défense du prisonnier, s'est adressé à l'ambassadeur d'URSS en France pour lui demander des éclaircissements, ainsi qu'un visa, lui permettant si nécessaire de rendre visite à M. Khodorovitch au sein de son lieu de détention. Selon certaines informations venues de Moscou, le prisonnier serait déjà en cours de jugement.

A prix égal préférez-vous étudier le menu avec l'hôtesse ou fumer 3 paquets parce qu'on est sans nouvelles de vos valises ?

LAUZIER
UNE B.D. COM
Une histoire de
vous pourriez être l

PICOTE
C'est la vie

Un seul magazine pour le meilleur de la bande dessinée

PICOTE
& C

CHÉZ VOUS MAGASIN



politique

L'ÉLECTION DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Comptes d'apothicaire...

Étrange paix des champs de bataille entre deux camps... Le terrain est déserté, mais sur les arrières on dirait l'état des pertes, on pense les plaines, on regroupe ses forces, on pense la stratégie pour les attaques à venir... Le Palais-Bourbon mériterait bien vingt-quatre heures de calme relatif entre la difficile séance inaugurale de la nouvelle législature et les longues heures de vote qu'il devait consacrer le vendredi 4 avril à l'élection du bureau de l'Assemblée nationale.

Pas de séance, donc, mais simplement quelques hommes politiques qui arpentaient discrètement les couloirs du Palais-Bourbon. Les anciens ministres devaient reprendre des habitudes oubliées depuis cinq ans : venir soi-même acheter son journal au kiosque, faire qu'un huisserie déferent ne vous le dépose sur votre bureau ; retrouver son chemin dans le labyrinthe de couloirs ; négocier un bureau bien placé dans le Palais lui-même, et non pas dans l'une de ses annexes.

Le bilan de l'élection du président était vite dressé : la majorité gouvernementale n'avait pas fait le plein de ses voix ; cela lui sera-t-il plus facile

quand un programme sera en question et non pas un homme ? M. Pierre Joxe a fait ses comptes avec précision : quatre députés socialistes n'ont pas participé au deuxième tour de scrutin sans « justification valable » ; ils avaient rempli leur devoir, M. Jacques Chaban-Delmas aurait dû attendre le troisième tour et aurait été ainsi privé de déclarations victorieuses aux journaux télévisés de 20 heures.

Demain est un autre jour. Les conditions de l'élection des vingt et un autres membres du bureau occupent maintenant tous les esprits. Au Palais-Bourbon, le temps n'est plus à la guerre en dentelle. Les généraux n'ont pu s'entendre pour adoucir l'affrontement de leurs troupes. Comme prévu à la réunion, réglementaire, du matin du jeudi 3 avril, les cinq présidents de groupe ne sont pas parvenus à un consensus sur la répartition des postes entre eux. D'abord le PC, comme il l'avait annoncé il y a plusieurs jours, a refusé que ses candidats figurent sur la même liste que ceux du Front national, et le PS l'a rejoint dans cette attitude. Ensuite chacun veut plus de postes que l'arithmétique ne le permet.

La majorité gouvernementale exige, pour elle-même, la majorité des places, soit douze sur vingt-deux. M. Joxe trouve cette revendication normale. Mais son groupe représentait plus du tiers des députés « et un vrai tiers appuyé sur le tiers des suffrages des électeurs », il demande pour les socialistes le tiers des places encore disponibles après l'élection du président, soit sept. Il n'en resterait plus que trois à partager entre le Front national et le Parti communiste. Difficile de diviser trois hommes en deux.

Extrême droite et communiste exigent plus. Le PC veut une vice-présidence, faite de quoi il boycottera le bureau. Mais M. Joxe fait remarquer que, avec un groupe proportionnellement plus nombreux, les communistes ont déjà accepté d'avoir qu'un poste de secrétaire. De toute façon, ce retrait du PC arrangerait bien les autres groupes, qui disposeraient de plus de places à se partager. La position de M. Jean-Marie Le Pen est plus curieuse : il demande lui aussi une vice-présidence mais accepte le schéma de répartition proposé par le RPR et l'UDF qui ne lui en accorde pas.

Ces comptes d'apothicaire n'intéressent pas M. Joxe : « Nous n'avons pas à entrer dans les problèmes de la droite. Que chacun prenne ses responsabilités ! C'est la majorité qui est responsable de la composition du bureau. » Une réunion du groupe socialiste, jeudi après-midi, a confirmé cette position. En présence d'une chargée de mission de l'Elysée, la stratégie a été définitivement mise au point. Pour chacune des fonctions à pourvoir, le PS déposera une liste de candidats incomplète, comportant autant de noms que de postes qu'il estime devoir lui revenir.

« Chacun se méfie de tout le monde »

Car il faudra voter au moins pour les vice-présidents et les secrétaires. Peut-être pas pour les questeurs, si les deux « petits » groupes conviennent qu'ils ne peuvent prétendre à une des trois places disponibles. Et comme, pour reprendre l'expression de M. Jean-Claude Gaudin, « chacun se méfie de tout le monde », il a été décidé que les votes nécessaires auront lieu successivement et non

pas simultanément - comme prévu initialement - de façon que les groupes puissent adapter leur tactique aux résultats déjà obtenus. Or il faut deux heures trente par tour de scrutin, et les deux premiers nécessitent la majorité absolue pour être élus. La nuit de vendredi à samedi risque d'être longue au Palais-Bourbon.

Des surprises ne sont pas à exclure, des votes à bulletin secret permettant toutes les manœuvres. Seule difficulté pour d'éventuels francs-tireurs, ils ne peuvent voter que pour des personnes ayant déposé leur candidature. Les responsables du RPR et de l'UDF, constatant que la différence est minime entre ce qu'ils proposent aux socialistes et ce que demande M. Joxe (un poste de secrétaire), « veulent être corrects avec les autres groupes de l'Assemblée, avec tous les autres groupes », comme le dit M. Gaudin.

Comme aux échecs, il faut prévoir les coups suivants, en l'occurrence la mise en place des commissions. M. Joxe déplore, « sans en faire un drame », que la majorité n'entende pas laisser certaines de leurs présidences à l'opposition, alors que les socialistes l'avaient proposé - sans succès - en 1981. Un

accord est toutefois intervenu, machine à calculer aidant, sur les places accordées à chaque groupe au sein de celle-ci. Le RPR et l'UDF disposeront de la majorité absolue aux lois et aux finances. Comme les divers droits non inscrits ont mieux manœuvré que les divers gauches non apparentés aux socialistes, la majorité gouvernementale aura aussi la majorité absolue à la production et aux affaires sociales. En revanche, aux affaires étrangères et à la défense elle ne disposera exactement que de la moitié des sièges.

Les absences seront surveillées de près. D'autant que le gouvernement ne peut se rabattre sur des demandes de création de commissions spéciales, ce qui ne peut lui être refusé. Il n'y disposerait que de 15 voix sur 31, sauf à obtenir, ce qui n'est pas de droit, que viennent en plus y siéger deux non inscrits soigneusement choisis.

Les stratégies en chambre ne manquent pas de travail ces temps-ci au Palais-Bourbon...

THIERRY BRÉMER.

POINT DE VUE

La véritable question de confiance

par THIERRY PFISTER (*)

C'est n'est pas le vote de confiance demandé à Jacques Chirac qui peut prouver que le premier ministre dispose d'une majorité parlementaire. L'authenticité de la vérité viendra avec le changement de la loi électorale et le retour au scrutin majoritaire.

La gauche et le Front national ne peuvent qu'être hostiles à une telle mesure. Michel Rocard, qui ne veut déjà pas dissoudre l'Assemblée nationale en mai 1986, s'il avait été suivi en avril 1985 le maintien de l'ancien mode de scrutin aurait ramené le nombre d'élus socialistes autour de 100 et aurait privé non seulement le Front national mais aussi le Parti communiste d'un groupe parlementaire ? Le soir du 18 mars c'est le spectacle d'une gauche en ruine que les Français auraient découvert.

Ces réalités d'hier sont toujours celles de demain. Le rapport droite-gauche est actuellement le plus mau-

vais qui ait été enregistré depuis 1962, lors d'élections législatives. Revenir à un mode de scrutin qui privilégierait à nouveau le sol au détriment de la population, c'est offrir au RPR les clés du pouvoir.

Et de cela l'UDF et les divers droites ne peuvent, aussi, que s'inquiéter. Ce n'est d'ailleurs pas sans raison que les candidats de l'opposition d'hier ont dû s'engager par écrit à changer la loi électorale pour pouvoir bénéficier de l'investiture RPR-UDF. Voter une ordonnance confiant à Charles Pasqua le soin de découper des circonscriptions a pourtant de quoi laisser songeurs les alliés de Jacques Chirac. Car, sans la proportionnelle, l'UDF ne serait parvenue à faire presque jeu égal, le 18 mars, avec le RPR. Et combien de parachutés risquent d'éprouver les plus grandes difficultés à être réélus comme candidats dès lors que les notables locaux retrouveront, dans la pratique, la maîtrise des désignations ?

Parce qu'il n'est pas sûr de disposer d'une majorité sur un tel sujet, Jacques Chirac a besoin de pouvoir

dramatiser les enjeux afin de contraindre la droite à faire front. Il s'est donc placé en situation de pouvoir transformer la réforme électorale en terrain d'affrontement direct avec le chef de l'Etat. En recourant, comme cela aurait paru normal, à la loi, il aurait trouvé face à lui Robert Badinter et le Conseil constitutionnel qui, grâce au précédent de la Nouvelle-Calédonie, peuvent refuser un découpage jugé trop inégal. Or, face à cette juridiction, les gouvernements sont désarmés et les invectives politiques sans effet. Le choix des ordonnances écarte cette menace et contraint François Mitterrand à devoir s'engager personnellement s'il veut servir d'ultime rempart face à la tentative du RPR de recréer les bases de ce qui fut naguère « l'Etat UDR ». Si le président de la République ne peut, en effet, refuser de promulguer les lois, il lui est en revanche possible de ne pas signer une ordonnance.

Non seulement la véritable question de confiance sera posée sur la réforme électorale, mais encore ce sera pour l'avenir de la collaboration la première bataille cruciale. C'est en effet pour la nouvelle opposition le seul sujet sur lequel elle peut espérer, aujourd'hui, mettre Jacques Chirac en minorité.

(*) Conseiller de M. Pierre Mauroy à l'hôtel Matignon de 1981 à 1984.

Deux nouveaux remplacements

M. JEAN-PIERRE SCHENARDI (FN) SUCCEDE A M. OLIVIER D'ORMESSON

M. Olivier d'Ormesson, élu le 16 mars sur la liste du Front national dans le Val-de-Marne, s'est démis de son mandat de député pour se consacrer à son mandat de membre de l'Assemblée européenne.

« Puise la nouvelle majorité faire appel à Jean-Marie Le Pen et renoncer à l'erreur de jeter contre ce leader dont je connais la valeur et le courage ? L'ancien ministre de l'Intérieur, de gauche afin de poursuivre, à l'abri de la présidence de la République, la finlindisation de l'Afrique, de l'Europe et de la France », a-t-il notamment déclaré.

M. Olivier d'Ormesson est remplacé au Palais-Bourbon par M. Jean-Pierre Schenardi.

[Né le 27 avril 1937 à Courbevoie (Seine-St-Denis), dans une famille d'immigrés italiens, M. Jean-Pierre Schenardi a dirigé son entreprise de construction jusqu'en 1985. Il a adhéré au Front national en 1981, avant d'entrer au comité central du FN en 1982 et au bureau politique en 1983 ; depuis cette date, il en est le secrétaire régional pour l'Ile-de-France. Elu conseiller municipal de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne) en 1983, il avait été candidat sans succès aux élections cantonales de 1984 et aux élections cantonales de 1985 à Champigny.]

M. STÉPHANE DERMAUX (UDF-PR) SUCCEDE A M. JEAN-JACQUES DESCAMPS

M. Stéphane Dermaux (UDF-PR), maire de Tourcoing, succède, lui, à M. Jean-Jacques Descamps, élu le 16 mars au Nord, mais nommé ensuite secrétaire d'Etat chargé du tourisme.

[Né le 13 juillet 1929 à Roubaix (Nord), M. Dermaux a été directeur commercial d'une filature de linons peignés à Tourcoing pendant trente-deux ans. S'engageant très tôt dans les rangs des républicains indépendants, il a été élu adjoint au maire de Tourcoing en 1971, puis conseiller général du Nord en 1976 (réélu en 1982). Aux élections municipales de 1983, il a repris, à la tête d'une liste de droite, la mairie de Tourcoing conquise par les socialistes en 1977.]

Il figurait en quatrième position sur la liste UDF aux dernières législatives, place jugée éligible. Aussi apparait-il le 16 mars au soir comme un des grands perdants du scrutin, l'UDF ne comptant que trois élus et n'ayant pas réussi à s'imposer comme principale formation de l'opposition dans la ville de Tourcoing dont M. Dermaux est maire depuis 1983.]

Propos et débats

M. Mauroy : cinq à dix ans...

M. Pierre Mauroy juge, dans une interview publiée par le Quotidien de Paris du vendredi 4 avril, que « cinq à dix ans seront nécessaires pour que le PS parvienne à l'objectif des 40 % des suffrages ». Il se dit « réticent de se perdre dans un débat d'ampérage et de voter le rendez-vous de 1988 », mais les socialistes doivent se « mettre en situation de créer un nouvel Epinay, dans la continuité de ce [qu'ils ont] fait jusqu'à maintenant. Un Epinay d'aujourd'hui sortirait un parti socialiste encore mieux adapté à la société actuelle ».

Pour l'ancien premier ministre, la grande notion à remettre en cause, ou plutôt à analyser pour réussir notre adaptation, c'est celle d'un front de classe rassemblée autour de la classe ouvrière, « à cause de l'émergence d'une classe moyenne » toujours plus nombreuse et diversifiée. « Il s'agit, dit-il, de savoir aujourd'hui sur quelle catégorie sociale on s'appuie exactement. Est-ce que le PS peut s'identifier à la cause de l'ensemble des salariés ? Et comment ? Je le crois, mais pour cela, il nous faudrait posséder une structure multiforme et non plus linéaire, comme celle que nous avons héritée du XIX^e siècle ».

M. Estier : contorsions

M. Claude Estier, directeur de l'Unité, écrit, dans l'édition de l'hebdomadaire du PS, qu'avec l'élection de M. Chaban-Delmas une « nouvelle phase » de la situation politique s'est ouverte, « celle qui oblige la nouvelle majorité à chercher ses voix et à les rassembler au prix de multiples contorsions pour faire passer ses projets à l'Assemblée nationale ». M. Estier constate encore que le nouveau pouvoir « est déjà en train de réviser à la baisse certains articles de son programme ».

« Trois semaines à peine après les élections, poursuit le directeur de l'Unité, la nouvelle majorité ne tient déjà plus exactement le même langage qu'avant le 16 mars. » Selon lui, si la majorité est bien « en mesure [...] de remettre en cause ce qu'a accompli en cinq ans le gouvernement socialiste », M. Chirac est « obligé de naviguer au plus juste » entre le président de la République et « une Assemblée nationale où plus nombreux qu'on ne le croit sont ceux qui l'attendent au tournant ».

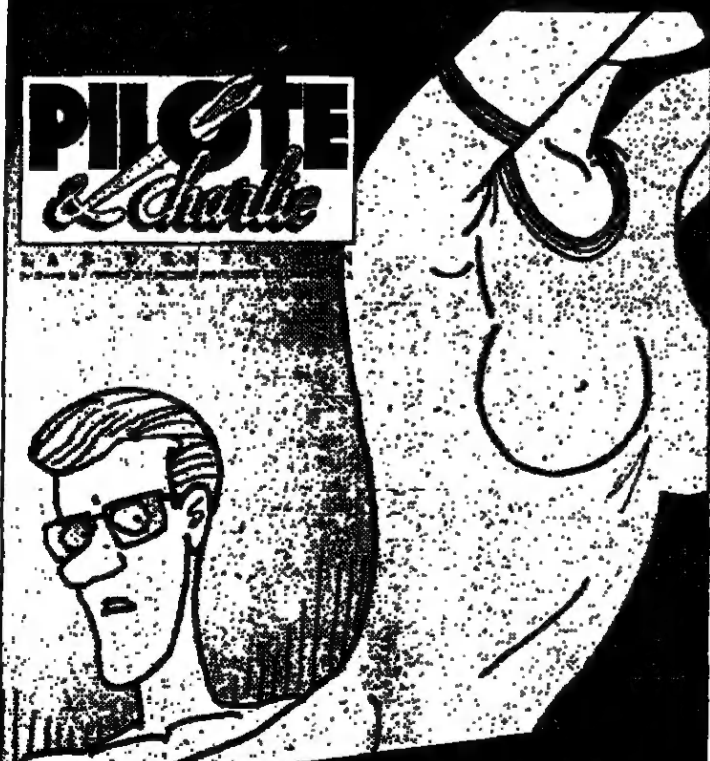
M. Dumas : croupion

M. Roland Dumas, député de la Dordogne et ancien ministre socialiste des relations extérieures, évoque, dans le numéro de l'hebdomadaire du Journal de la Dordogne paru le vendredi 4 avril, « le démantèlement du ministère des relations extérieures, redevenu des affaires étrangères, c'est-à-dire un ministère croupion sans les droits de l'homme, la francophonie, le Pacifique sud et pour lequel les affaires européennes n'ont plus de représentant direct ».

M. Sergent (FN) : prémédité

M. Pierre Sergent, député du Front national des Pyrénées-Orientales, a affirmé, jeudi 3 avril sur RMC : « L'incident de mercredi à l'Assemblée nationale était prémédité. C'était le seul moyen de montrer que nous existions ». L'ancien chef de l'FOAS en métropole a estimé qu'à l'occasion de l'élection de M. Jacques Chaban-Delmas au « perchoir » de l'Assemblée, au deuxième tour de scrutin, le groupe parlementaire de M. Jean-Marie Le Pen a montré qu'il n'y avait pas de majorité réelle sans le Front national. Partant de M. Jacques Chirac, M. Sergent a ajouté : « Je n'aime pas beaucoup les hommes qui changent de conviction un peu comme de chemises. C'est un homme qui a besoin de renfort dans ses vêtements pour avoir le large qu'il faut. Je pense qu'il y a une faiblesse dans cet homme et je n'ai aucune confiance en lui ».

LAUZIER : UNE B.D. COMPLÈTE
Une histoire dont vous pourriez être le héros



Un seul magazine pour le meilleur de la bande dessinée

PISTE & Charlie

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Traduction et commentaire de André CHASTEL :

G. VASARI :
les vies des meilleurs peintres, sculpteurs et architectes.

Tome 9 : avec la vie de MICHEL ANGE

376 p., 175 F

Editions Berger-Levrault

A prix égal préférez-vous décoller tranquillement en écoutant Bach ou rester assis par terre en attendant qu'on vous embarque ?

POLITIQUE

LE PREMIER TRIBULION DE LA LÉGISLATURE

Jean-Claude Martinez, VRP en idées fortes...

En quelques minutes, il est devenu le premier trublion de la nouvelle législature. On attendait Le Pen, on a eu un petit bonhomme ébouriffé à lunettes, moitié Tintin chez les députés, moitié exécutif des alibis de la Constitution. Pour les téléspectateurs médusés, le Front national a soudain pris un visage un peu poulpin mais, somme toute, pas rébarbatif de Jean-Claude Martinez, enseignant en droit fiscal à l'université d'Assas. Lui-même n'en revient pas. « Il m'a fait un cadeau en or, Jean-Marie, en me choisissant pour intervenir à ce moment-là avec la loi et tout... ».

Un beau cadeau pour ce touche-à-tout fébrile qui n'a rejoint que très récemment l'entourage de Jean-Marie Le Pen, après un itinéraire qui emprunte de bien curieux détours. Car Jean-Claude Martinez, inconnu célèbre, traîne déjà une légende ambiguë. Ainsi, donc, on prétend qu'il aurait « dansé », le soir du 10 mai 1981, sur la place de la Comédie à Montpellier. D'après ? Alors donc : « C'était le printemps, il faisait beau, on vivait un grand événement, je suis sorti dans la rue, c'est tout. » Jamais, au grand jamais, il n'a flirté avec le socialisme ! Il a rédigé seulement un mémoire de sciences-po sur « la psychanalyse du PS ».

S'il est une qualité qu'on doit bien lui reconnaître, c'est l'éclectisme. Dans le catalogue déjà touffu de ses œuvres complètes, on trouve pêle-mêle un ouvrage sur la Nouvelle-Calédonie, rédigé sans y avoir jamais mis les pieds, deux opuscules dans la collection

« Que sais-je ? », l'un sur la fraude fiscale - « une légitimation de la fraude, en fait, tout au long », - le second sur le commerce des armes de guerre. On trouve aussi un projet de réforme du code marocain des impôts - encore dans les tiroirs à l'heure qu'il est - et plusieurs textes de chansons, dont un tube de l'été 1983, un slow intitulé « Sauterment volé ». « A l'époque, j'avais écrit une maison de disques en sortant du Petit Conservatoire de Mirailles. »

Et, surtout, deux idées qui confinent à l'obsession : d'abord, il est possible de supprimer totalement en cinq ans l'impôt sur le revenu. Le projet, a-t-il dit, Jean-Marie Le Pen, qui en a fait un des dogmes économiques du Front national, mais pas Raymond Barre, qui, après l'escalade de la rentrée parlementaire, lui a assuré dans un couloir : « Mon cher collègue, en droit constitutionnel, vous avez des positions aussi extrêmes qu'en droit fiscal. »

« Magistrats jobards »

La seconde idée choc de Jean-Claude Martinez sera plus dure à faire avaler, même au Front national. Il s'agit tout bonnement, pour remédier à l'engorgement de la justice, de donner aux juges, « car il y a partout des magistrats jobards. On ténait la comptabilité de ces récusations et les juges qui ne fonctionnaient jamais seraient vides. Parmi les étudiants en droit, ce sont les

plus nuls qui font la magistrature. A l'école de Bordeaux, ils s'accrochent et se reproduisent en eux. Il y a forcément des affinités génétiques chez ces mecs-là. »

Avant sa rencontre avec Jean-Marie Le Pen, Jean-Claude Martinez avait bien tenté de convertir le RPR à ses convictions fiscales et judiciaires. « Pensez, m'avait demandé d'être son délégué aux idées. Mais au RPR d'autres ont été traités des quatre fers et m'ont fait comprendre que je pétais leur territoire. » Le mouvement gaulliste, soudain se reforma, pour lui, comme une hufte. Qu'importe ? Notre VRP en idées fortes tire la sonnette d'alarme. Avec « Jean-Marie », le coup de foudre est immédiat, au point que Le Pen, contre l'avis unanime du bureau politique de son mouvement, l'impose pour conduire la liste du Front national dans l'Hérault. « Tous les deux on se ressemble. Plus on est attaqué, plus on est coquet. Le plus sûr moyen de me démolir est d'être gentil avec moi. »

Raciste, Jean-Marie ? Jean-Claude Martinez n'a jamais remarqué : « Tout ça, c'est les fantasmes des gens. »

Mais attention ! lepenolâtre, peut-être, mais pas lepéniste : « Je n'ai jamais eu la carte d'un parti politique. Vous voyez mon look ? Ça ne cadre pas avec moi ! » Jean-Claude Martinez tient à sa liberté de penser : « Ma force intellectuelle, c'est que je suis un mec de syphilis. Au fond, je suis surtout martinien. » On avait compris.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

BIBLIOGRAPHIE

LE SYSTÈME LE PEN, DE SERGE DUMONT, JOSEPH LORIEU ET KARL CRITON

Démontage en règle

Ceux qui, à l'Assemblée nationale ou ailleurs, seraient tentés de considérer le Front national comme un parti ordinaire, maintenant que le suffrage universel et le scrutin proportionnel ont fait revenir M. Jean-Marie Le Pen au Palais-Bourbon, seront bien inspirés d'étudier le *Système Le Pen*, qui vient de paraître aux éditions belges EPO. Ils s'y sont mis à trois : un journaliste, Serge Dumont, considéré comme l'un des meilleurs spécialistes de l'extrême droite européenne et internationale, et deux historiens, Joseph Lorieu et Karl Criton ; mais il fallait bien une telle association pour réaliser ce remarquable travail de vulgarisation à partir d'une volumineuse documentation. Même si en résulte un ouvrage très dense, parfois confus à force de vouloir être exhaustif, l'apport de ce trio complet et utilement les études antérieures sur le même sujet, en mêlant opportunément anecdotes et analyses.

Les nouveaux élus du Front national eux-mêmes, venus pour la plupart d'horizons divers, y apprendront sans doute beaucoup de petites choses sur leur chef de file et le parti dont il assume la présidence depuis sa création, en 1972, à l'initiative des nationalistes révolutionnaires d'Ordre nouveau, successeur du mouvement Occident.

Saviez-vous, par exemple, que le député-parachutiste commença sa carrière sous les drapeaux en étant... exempté de service militaire pour

cause de varices ? Savent-ils que le chantre moral d'aujourd'hui collectionnait, à l'époque où il étudiait en militant au quartier Latin, les procès-verbaux dressés contre lui pour atteintes diverses à l'ordre public ? Savent-ils qu'un jour de 1950 où cet étudiant impétueux fit acte de candidature au contingent français de l'ONU en partance pour la Corée - désireux qu'il était d'en découdre militairement avec les « marxistes » - le ministre de l'Intérieur ne retint pas sa demande parce qu'il le tenait pour... un agent communiste ?

Ce n'est sans doute pas sans émotion que les vieux poujadistes retrouveront dans les textes rapportés les accents antiparlementaristes de leur ancien « orateur national » s'abandonnant à l'écume des députés sortants au cours de la campagne électorale de 1955 : « La seule catégorie de gens protégés par la loi, ce sont ceux qui la font (...). La France est gouvernée par des pédérastes... Sartre, Camus, Mauriac (...). Il ne faut pas recevoir les sortants à coups de tomates, mais avec des Thomson... »

Ce n'est pas sans intérêt que les réagiemens liront que M. Le Pen, partenaire à l'Assemblée européenne des néo-fascistes italiens et des partisans des colonels-dictateurs grecs, cultive aux Etats-Unis les meilleures relations avec la fraction la plus dure du Parti républicain, et en particulier, affirme les auteurs, avec un sénateur du Nevada présenté comme « notoirement connu

pour ses liens avec la Mafia de Las Vegas ».

Quant aux dissidents du Front national, ils liront avec émotion qu'ils ont été « probablement » manipulés, au cours de ces derniers mois, « par des éléments infiltrés par Charles Pasqua », du moins si l'on en croit cet ouvrage.

Faut-il préciser que ce livre corrobore ce qu'on a pu lire dans la presse ? Autant de anecdotes, non méritées, certes, mais dans la précision avec laquelle les trois auteurs passent au crible le Front national sous tous les angles et jettent ainsi une lumière crue sur la stratégie opportuniste de son guide. Ils exposent par le menu comment M. Le Pen est parvenu, au prix de nombreuses alliances successives avec les composantes les plus hétéroclites du courant nationaliste - des plus extrémistes aux plus ambiguës sans jamais renier aucun compagnonnage, à conserver d'abord la présidence de son parti, puis, au terme d'un subtil travail de désamogage de catalyseur, à se poser en « chef historique » de la « révolution nationale », dans la lignée des Boulanger, Jacques Doriot, Philippe Pétain : enfin à se mettre en position de séduire près de 10 % du corps électoral, moyennant certains ravissements de façade. Un livre d'actualité.

A. R.

★ Le *Système Le Pen*, de Joseph Lorieu, Karl Criton et Serge Dumont. Editions EPO, 336 pages, 125 F.

LA RÉORGANISATION DU PARTI RÉPUBLICAIN

Ministre et chef de parti, M. Létard joue la « loyauté » dans l'« indépendance »

Manifestant une parfaite « loyauté » à l'égard du premier ministre et de son gouvernement - dans un souci de succès -, tout en affirmant la personnalité « libérale » du Parti républicain qui se veut le « garant » de l'application de la plate-forme commune RPR-UDF. Tels sont les objectifs fixés par M. François Létard, jeudi 3 avril, au cours d'un déjeuner réunissant à son initiative, dans un grand hôtel parisien du boulevard Raspail, les parlementaires et l'appareil du PR autour des neuf ministres revendus par le PR : outre M. Létard, MM. André Girard, Alain Madelin, Hervé de Charette, Jacques Douffiaque, Claude Malhuret, Philippe de Villiers, Gérard Longuet et Jean-Jacques Descaings.

Il était tous là, même M. Giscard d'Estaing, qui s'est félicité de l'éclosion du « printemps libéral » sans renouveler ses prévisions à l'égard de ceux qui cumulent des fonctions ministérielles et la direction d'un parti. M. Létard avait de toute façon une réponse prête qu'il devait donner au terme de ce déjeuner : « Je n'ai besoin du feu vert de personne, et ce n'est du premier ministre. »

L'organisation de ce déjeuner correspondait au souci des dirigeants du PR de répondre aux « préoccupations » des militants inquiets de savoir « avec qui » allait « continuer le parti », après la nomination au gouvernement de ses principaux responsables.

Le nouveau ministre de la culture et de la communication, sa casquette de secrétaire général du Parti républicain solidement vissée sur la tête, a réaffirmé qu'il continuera à « tenir en main les rênes du PR » et

que, s'il avait un jour à choisir entre ses fonctions gouvernementales et ses responsabilités à la tête du PR, il opérerait bien évidemment pour le parti, « qui me tient le plus à cœur ».

Un parti devenu, comme il a tenu à le souligner, « la troisième force parlementaire » et qu'il faut réorganiser dans le souci d'assurer deux « priorités » : la poursuite de son « élargissement » et la préparation des prochaines élections législatives avec le retour prévu au scrutin majoritaire.

« La vitesse supérieure »

A cet effet, M. Létard a annoncé plusieurs mesures : un « resserrement » du calendrier et de nouvelles nominations. C'est ainsi que le prochain conseil national du parti qui devait procéder à l'automne à la réélection du secrétaire général est avancé au 7 juin. Il se tiendra à Toulouse. M. François Létard sera candidat à sa propre succession. En attendant cette échéance rapprochée, le secrétaire général du PR a demandé à M. Alain Madelin, nouveau ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme, qui tient tout autant que lui, à veiller aux destinées du PR, de continuer à assurer sa tâche de délégué général en s'occupant particulièrement de l'« élargissement » du PR et de la réflexion doctrinale.

« Nous devons passer à la vitesse supérieure et attirer chez nous des gens nouveaux », a expliqué M. Létard, qui juge que l'arrivée au PR de MM. de Villiers et Malhuret, qualifiés d'« entrepreneurs » de « solidarité » pour l'un et « de

culture » pour l'autre, témoignent de cette « volonté d'élargissement » du PR. M. Madelin a aussi confié qu'il ne se sent pas « inquiet » quant à l'option libérale du gouvernement, tout en précisant que cette « détermination » pourra être jugée lors du discours de M. Jacques Chirac devant l'Assemblée nationale le mercredi 9 avril.

M. Létard, pour manifester l'« intérêt » porté au Sénat, a attribué au président du groupe RI de cette Assemblée, M. Marcel Lucotte, le titre de conseiller politique et nommé, pour regrouper les bureaux du PR, quatre secrétaires généraux adjoints. Il s'agit de deux nouveaux élus, M. Dominique Busercau (Charente-Maritime) et M. Albert Mamy (Tara), et de deux hommes d'appareil, M. Yves Verwerde (qui était chargé des fédérations) et M. Jean-Pierre Raffarin, nouveau vice-président du conseil régional Poitou-Charentes, qui avait, lui, en charge l'animation.

Ces nouveaux « ministres dominici » devront notamment « renforcer » les fédérations et réorganiser certaines d'entre elles durement ébranlées par le dernier scrutin (l'Indre, la Loire-Atlantique, le Rhône et la Charente-Maritime), afin que le parti s'affirme comme une véritable « formation de combat » sur le terrain.

Toujours pour être à la hauteur de ses ambitions, M. Létard a confié que son parti s'installera prochainement dans de plus grands locaux, rue de l'Université, face à l'Assemblée nationale, où il a l'intention de réunir tous les quinze jours le bureau politique du PR.

L'avenir du PR, dont le PR se sent l'« épine dorsale », a été au passage évoqué. M. Létard a souligné qu'elle ne se détermine pas trop vite dans son choix d'un « présidentiable ». « Nous devons d'abord essayer de résoudre les problèmes du Français », a-t-il dit. Cela suppose au moins un an de travail sérieux, dépourvu de toute ombre portée des présidentielles.

« Loyauté et personnalité » : en choisissant de résumer par ces deux mots l'action du PR au gouvernement et dans la majorité, M. Létard a tenté, jeudi, de concilier les obligations de réserve d'un ministre qui a choisi de persévérer dans ses choix d'une alliance privilégiée avec le RPR et le discours partisan, attendu, du chef de parti qu'il veut continuer à être, à cet égard.

Il ne demande, dit-il, qu'à être « jugé », comme ministre, sur ce qu'il considère comme sa « bible », les vingt-cinq lignes consacrées à son domaine ministériel dans la plate-forme RPR-UDF. Il espère, que les ministres « d'avant » obtenus pour les siens, dont les domaines d'activité sont, à ses yeux, liés, permettant de distinguer, au sein du gouvernement, « une synergie libérale ». Cette volonté d'affirmer la personnalité du PR et de coordonner l'action de ses ministres a conduit M. Létard à organiser, tous les jeudis un déjeuner de travail réunissant les membres du PR du gouvernement, auxquels se joindront MM. Gaudin, Lucotte et d'Ornano, toujours chargés des élections au PR.

Si ce double objectif de solidarité dans l'indépendance se révélait difficile à atteindre, si M. Létard n'aurait pas à garder cette mobilité nécessaire pour occuper le terrain politique et ménager son avenir, restait alors toujours possible cette attitude du « oui, mais », laquelle, comme le remarquait, en aparté, un responsable du PR, peut n'être « pas si mauvaise » que cela.

AU SÉNAT

M. Daniel Hoeffel président du groupe centriste

M. Daniel Hoeffel a été élu, le mercredi 2 avril, à l'unanimité, président du groupe sénatorial de l'Union centriste, où il succède à M. Adolphe Chauvin qui exerçait cette fonction depuis avril 1976.

[Né le 23 janvier 1929 à Strasbourg (Bas-Rhin), diplômé de l'Institut d'études politiques de Strasbourg, docteur en droit, M. Hoeffel commence sa carrière au cabinet du ministre de la Défense nationale en 1954, avant d'occuper différents postes à la Chambre patronale des industries du Bas-Rhin de 1954 à 1978. Maire de Handelsheim (Bas-Rhin) depuis 1965, il préside le comité économique et social de l'Alsace (1976-1977) avant de devenir, en 1979, président du conseil général du Bas-Rhin. Il est élu, en 1983, président de l'Association des maires du Bas-Rhin. Sénateur en septembre 1977, il abandonne son poste en 1978 pour devenir secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé, avant de devenir ministre des transports en 1980. Il retrouve son siège à la Haute Assemblée en septembre 1981 et devient le président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi sur les nationalisations (1981-1982), puis, en 1983, celui de la mission d'information sénatoriale sur le déroulement et la mise en œuvre de la politique de décentralisation.]

M. Jacques Genton (Un. cent.) a été élu, le jeudi 3 avril, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, en remplacement de M. Jean Lecanuet, élu député le 16 mars dernier.

[Né le 22 septembre 1918 à Bourges (Cher), M. Jacques Genton, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, commence sa carrière dans le corps préfectoral en 1945, au cabinet du préfet du Cher d'abord, puis comme directeur du cabinet du préfet d'Alger. Il abandonne ce corps en 1951 pour devenir député du Cher. En 1956, il entre au cabinet de M. Maurice Faure (alors secrétaire d'Etat aux affaires étrangères). Il quitte ce poste en 1958 pour occuper celui de secrétaire général du Comité économique et social des Communautés européennes jusqu'en 1971, année où il est élu maire de Sancerre. Toujours réélu depuis, il est, depuis 1977, président de la l'Association des maires du département. Il entre au conseil général du Cher en 1982.]

Il est élu sénateur du Cher en 1971 (et réélu en 1980) et est membre de la commission des affaires étrangères, où il occupe les postes de rapporteur du budget de la défense (1978-1983) et de rapporteur des lois de programmation militaire depuis 1976. Il devient le président de la délégation sénatoriale pour les Communautés européennes en 1979, après avoir été membre de la délégation française à l'Assemblée générale des Nations unies en 1977 et 1978.]

Commission des affaires étrangères :

M. Jacques Genton

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

« La popularité de M. Mitterrand en hausse. » La cote de popularité de M. François Mitterrand enregistre une hausse spectaculaire si l'on en croit le baromètre *l'Express-Gallup* du mois de mars dont les résultats sont publiés par *l'hebdomadaire* dans son numéro daté 4-10 avril. 54 % des personnes interrogées déclarent, en effet, approuver la politique du président de la République, soit une progression de huit points par rapport à la même enquête, faite en février. 33 % des personnes interrogées désapprouvent cette politique, soit 12 % de moins que le mois précédent.

A la cote des « présidentiables », M. Mitterrand gagne également un point : 47 % des personnes interrogées envisagent la possibilité de voter pour lui lors du prochain scrutin présidentiel. Le nouveau premier ministre, M. Jacques Chirac, se situe, dans cette cote, au même niveau que M. Mitterrand (47 %) mais c'est M. Michel Rocard qui reste, de l'avis des personnes interrogées, le meilleur des « présidentiables » avec une cote de 49 %, en baisse, toutefois, de sept points. M. Raymond Barre se retrouve en quatrième position (43 %) après une perte de douze points.

Air Canada.

La liberté à prix charter.

PARIS MONTRÉAL PARIS 3.490F
PARIS QUÉBEC PARIS 3.490F
PARIS TORONTO PARIS 3.790F

*Vols réguliers soumis à des conditions particulières et sous réserve d'approbation gouvernementale.

Du 1^{er} au 30 Avril

Vite ! Achetez vos billets du 1^{er} au 30 avril et voyagez à prix charter sur nos vols réguliers*. N'importe quand. En profitant de tous les services d'Air Canada : imaginez... Voulez-vous vous détendre en musique ? Les écouteurs sont gratuits. Boire un verre avant le dîner ? Le bar est sans supplément. Et si vous avez peur de ne rien comprendre au film, rassurez-vous, il est en français... Ça donne des ailes, non ? Alors courtrez retirer vos billets dans toutes les agences de voyage ou chez Air Canada, 24 bd des Capucines - 75009-Paris - Tél. (1) 47.42.21.21 ou 55 place de la République - 62002 Lyon - Tél. (16) 78.42.43.17.



AIR CANADA

(Publicité)

LA MÉMOIRE COURTE

continue

LE 16 MARS 1984, dans notre premier appel, nous proclamions : « Nous sommes de gauche et fiers de l'être. »

APRÈS LE 16 MARS 1986, nous ajoutons : « Nous sommes fiers des réalisations de la gauche. »

Aujourd'hui, véritable mouvement d'opinion, la MÉMOIRE COURTE « s'écoute » à travers toute la France, en « MÉMOIRES » locales ou par centres d'intérêt.

LA MÉMOIRE COURTE RESTE VIGILANTE

- Nous ne laisserons pas le champ libre aux mensonges et à la désinformation.
- Nous ne laisserons pas exploiter le racisme et le besoin de sécurité pour gouverner par la peur.
- Nous ne laisserons pas démolir, sans protester, tout ce qui a été fait et bien fait depuis mai 1981.
- Nous ne laisserons pas oublier les devoirs de solidarité envers les plus défavorisés de notre pays et du tiers-monde.
- Nous n'avons pas, nous n'aurons jamais la MÉMOIRE COURTE.

LA MÉMOIRE COURTE RESTE FIDÈLE

- aux libertés, aux droits des autres, à la laïcité, à la justice, et leurs lois nouvelles;
- aux droits de l'homme, aux droits de la femme, et leurs lois nouvelles;
- aux droits des travailleurs, et leurs lois nouvelles.
- Fidèle à François Mitterrand qui, depuis toujours, défend ces valeurs.

LA MÉMOIRE COURTE appelle toutes ses « MÉMOIRES »

La MÉMOIRE COURTE appelle tous ses adhérents et tous ceux qui veulent une France de l'humanisme et du progrès à se rassembler.

Ensemble, nous nous battons pour rendre une majorité au Président de la République.

PLUS QUE JAMAIS, NOUS SOMMES DE GAUCHE ET FIERS DE L'ÊTRE

La Présidente de la MÉMOIRE COURTE,
Janine TILLARD.

Le bureau national : Rémi Dreyfus, Alain Houlou et Geneviève Bastenaire, Jean Bedel, Stéfania Ceccarelli, Catherine Debove, Pierre Delmotte, Marie Guilmineau, Colette Huchet, Marie-Laure Legroux, Micheline Rupnick, Danielle Witts.

★ Et 110 responsables de nos « MÉMOIRES » dans les 22 régions de France

AGEN : Marguerite Lafont. — AJACCIO : Jean-Victor Salicetti. — ALENÇON : Jean-Pierre Pelletier. — ALÈS : Adrien Magnani. — AMIENS : Théo Battistella. — ANGERS : Yvan Audiau. — ANNECY : Danielle Berquerand, Jean-Pierre Vialle. — ANNONAY : Roland Diaferia. — ARRAS : Gérard Bouche, Henri Legrand. — ASNIÈRES (92) : Jean-Claude Maillart. — AUCH : Elisabeth Mitterrand. — AURILLAC : Thérèse Barthoux. — AVIGNON : Renée Lapeyre. — BAR-LE-DUC : Gilbert Weber. — BEAUMONT-les-V. : Martin Venant. — BESANCON : Pierre Gaudin. — BEZIERS : Eliane Bauduin, Simone Sutra de Germa. — BIARRITZ : Charlotte Feuillade. — BORDEAUX : Christian Murat. — BOULOGNE (92) : Nelly Rodde. — BOURG-EN-BRESSE : Georges Dijon. — BOURGES : Raymond Perez. — CAEN : Michelle Bresson, Anne-Marie Lamache. — CAHORS : Guy Messal. — CASTRES : Jean-Christophe Escourbiac. — CHAMBERY : Christian Melet. — CHATEAU-DU-LOIR : Pierrette Biraud. — CHARLEVILLE-MÉZIÈRES : Robert Mariot. — CHATILLON (92) : Michel Theil. — CHAVILLE (92) : Victor Gottesman. — CHERBOURG : Jacques Meyer. — CLERMONT-FERRAND : Marianne

Belair, Michèle Bourbon, Robert Buisson, Alain Mercier, Bernard Montagnon. — COLOMBES (92) : Bernard Biassette. — COLMAR : Henri Maromeau. — CRÉTEIL : Pierre et Annie Guillocheau. — DIGNE : Georges et Marthe Honoré. — DIJON : Bruno Marsot. — DRAGUIGNAN : Geneviève de Vaulx. — ENGHEN (95) : Jean-Philippe Troub. — ÉVREUX : Renée Botte. — FOIX : Edgar Chauvin. — FORCALQUIER : Odette et Louis Moreau. — GRENOBLE : Simone Dupont. — GUINGAMP : Claude Legoux. — LAON : Yves Mennesson. — LAVAL : Jacques Mamet. — LA ROCHE-SUR-YON : Maurice Gousseau. — LE MANS : Christophe Rouillon. — LE PUY : Louis Eyraud. — L'HAY-LES-ROSES (94) : Daniel Coursin. — LILLE et le NORD : Roger Vanovermeir. — LIMOGES : Daniel Chezeau. — LUCHON : Henri Denard. — LYON : Adolphe Detaxis, Danièle Barlet, Pierre Cœur, Jeanne Decina, Jean Fournier, Pierrette Gourgues, Yannick Ravennaud, Georges Michon. — MARSEILLE : Paul Russo. — MEAUX : Pierre Kieffer, Michel Ruel. — MENDE : Agnès Gandon. — METZ : Marie-Thérèse Gaussonnat. — MONTAUBAN : Guy Terral. — MONTBRISON : Lucien Moullier. — MONTEILMAR : André

Orset. — MONTPELLIER : Antoine Sassine. — MOULINS : André Boutry. — NANCY : Denis Lagrange. — NANTES : Marie-Claude Guin. — NEVERS : Léon Vie. — NICE : Jean-Jacques Ninon. — NIMES : Yves Wendels. — NIORT : Jean-Paul Dubois. — PARIS : Evelyne Lattanzio, Roger Adam, Marie-Pierre Fromental, Michèle Loux, Frédéric Tisler-Claude. — PAU : Fernand Bourgeois. — PERPIGNAN : Jacqueline Monteillet. — PORTO-VECCHIO : Nicolas Cerami. — QUIMPERLE : Michel Forget. — RODEZ : Sirovok Darakchan, Aline Ferrand. — ROMANS : Etienne-Jean Lapassat. — ROMORANTIN : Nicole et Jo Grégoire. — ROUEN : Jacques Gille. — SAINT-ETIENNE : Josette et Barthélemy Barlet, Lucien Borde. — SAINT-MAUR (94) : Gérard Hochberg. — SAINT-NAZAIRE : Marcel Bonard. — SEVRAN (93) : Yvon Roby. — STRASBOURG : Jean-Luc Marchal. — TARBES : Yvonne Lepreux. — TOULON : René Andrau. — TOULOUSE et MIDI-PYRÉNÉES : Didier Cujives. — TOURS : Paul Martinez. — TROYES : Henri Stein. — VANNES : Guy Toureaux. — VERSAILLES (78) : Serge Halphen. — VESOUL : Claude Beaufils. — VICHY : Robert Chevallier.

REJOIGNEZ-NOUS

ADHÉREZ à la MÉMOIRE COURTE (association loi de 1901)
BP 433 - 75233 PARIS CEDEX 05

Adhésion : 50 F. — Abonnement à son bulletin d'information : 50 F pour 10 numéros par an — Abonnement de soutien : 100 F et au-delà
Règlement par chèque postal ou bancaire à l'ordre de LA MÉMOIRE COURTE

PAR AUTORISATION PREFECTORALE (loi du 30.12.1906)

AVANT TRAVAUX

LIQUIDATION TOTALE

Dernière démarque!

du SAMEDI 5 AVRIL
au SAMEDI 12 AVRIL
7 derniers jours

MANTEAUX VISON

Vison ranch

24750^f

12850^f

Vison dark

28750^f

14850^f

Vison pastel

38750^f

13250^f

Vison pastel

41750^f

21850^f

Vison dark

32750^f

21850^f

Vison luninaire

37850^f

24750^f

MANTEAUX

Ragondin

8450^f

4350^f

Marmotte

30850^f

14250^f

Castor couleurs

14750^f

7450^f

Zorinos

6850^f

3750^f

VESTES

Castor longs poils

10350^f

6250^f

Mouton

4850^f

2650^f

Loup et Renard

12850^f

5850^f

Renard d'Asie

8450^f

4850^f

Vison milleraies
(petites tailles)

8750^f

4350^f

Renard roux

10250^f

5850^f

Opossum

6750^f

4250^f

Vison dark

22750^f

15850^f

Marmotte

14750^f

9250^f

Agneau Toscane

3850^f

1350^f

Renard bleu
galonné

7350^f

3450^f

Chevrette

1850^f

640^f

Vison Koh-i-noor lustré

14750^f

7850^f

HAUTE FOURRURE

MANTEAUX

Vison Blackglama

85000^f

55000^f

Vison blanc

75000^f

48000^f

Chat Lynx

145000^f

75000^f

Lynx canadien

110000^f

65000^f

Pékan

72350^f

35000^f

Castor Oyster
et Renard

51050^f

27000^f

Zibeline

120000^f

55000^f

Vison tourmaline

42850^f

28750^f

VESTES Vison dark Saga

36750^f

24500^f

BOLEROS Vison blanc

18750^f

13000^f

Manteaux longs du Soir

Vison pastel blanc

85000^f

35000^f

Vison luninaire

75000^f

30000^f

Renard roux noir

75000^f

30000^f

Lynx

85000^f

35000^f

Vison dark

42000^f

20000^f

PELISSES

Int. Castor

8750^f

3850^f

Int. Ragondin

14350^f

5850^f

PELISSES Whipcord, int. LAPIN, col Mouton

4450^f

2350^f

PELISSES hommes, int. LAPIN col Opossum

5850^f

3250^f

ANORAKS Agneau réversible

3250^f

1250^f

PONCHOS Agneau Toscane

4350^f

1450^f

FOURRURES GEORGE V

40, Avenue George V.
Paris 8^e
magasin ouvert tous les jours sans interruption de 10 h à 19 h
SAUF LE DIMANCHE

POLITIQUE

«LE MONDE» EMBRASE «L'HUMANITÉ»

«Le quotidien de la rue des Italiens n'informe pas sur le Parti communiste. Il le combat». Sous ce titre général, l'Humanité de ce vendredi 4 avril consacre, à notre journal, deux pages intitulées «Le Monde de l'anticommunisme». L'auteur des analyses et commentaires publiés par l'organe central du PCF, M. Arnaud Spire, s'attache à décrire l'attitude qu'aurait adoptée, selon lui, le Monde, au cours des vingt-cinq derniers jours.

Ce laborieux et volumineux montage pourrait s'intituler dans sa première partie, avant les législatives : «Le Monde roule pour le PS et la cohabitation». La seconde après les élections pourrait être tirée : «Le Monde démonte et veut abattre le PCF». Notre journal est constamment accusé, dans cet article, de n'avoir pas assez fait de place au point de vue de la direction du Parti.

[Par l'intermédiaire de M. Marcel Zaidner, responsable de la presse au PCF, nous avons pu avoir une interview de M. Georges Marchais avant le 16 mars. Notre bureau de Lyon avait fait la même démarche auprès de M. Charles Fiterman. Nous avons réuni notre offre au secrétaire général après le scrutin. Enfin, toujours par l'intermédiaire de M. Zaidner, nous avons suggéré à la direction de «faire miroiter le point de vue majoritaire de conseil central» dans nos colonnes, avant la publication de «points de vue» contraires. Pour toutes ces demandes et propositions, le Monde a essuyé des fins de non-recevoir.]

«LE FIGARO» L'AUDIOVISUEL ET L'«ÉPURATION»

Sous le titre «Épuration?», M. Max Clos, dans l'éditorial du Figaro du 4 avril écrit : «Faut-il épurer l'audiovisuel d'Etat? Une large partie des électeurs de la nouvelle majorité répond sans hésiter : oui. Ils réclament la mise à l'écart, à la télévision et à la radio, de journalistes accusés, sous un régime de droite, de complicité à se comporter comme des propagandistes de gauche.»

Pour Max Clos, la question est délicate, «parce qu'elle met en cause des principes fondamentaux : la liberté de la presse, d'une part, l'objectivité de l'information, d'autre part». Mais il accumule ensuite les raisons qui, à ses yeux, justifieraient une mise en ordre. Entre autres : «la présentation et le commentaire» des journalistes de l'audiovisuel, qui «ont très peu évolué depuis que la France a changé de régime» ; le fait que «le régime présidentiel» en «a fait bouillir notre journal» ; le fait, enfin, que, «pendant cinq ans, le régime présidentiel a traité l'audiovisuel d'hommes à lui».

M. Max Clos reprend alors : «Faut-il épurer l'audiovisuel? Plusieurs représentants de la majorité ont déjà répondu : non, pas de «chasse aux sorcières», pas de «revanche». Position que nous approuvons, à condition de ne pas tomber dans l'angélisme.»

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

UN CONFLIT OPPOSE M. GAUDIN AU PERSONNEL DE LA RÉGION

(De notre correspondant régional.)

Marseille. — Le personnel de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur a décidé de s'opposer «par tous les moyens légaux» à un arrêté pris par M. Jean-Claude Gaudin (UDF-PR), nouveau président du conseil régional, remettant en cause la procédure d'intégration des agents des catégories A et B dans la fonction publique territoriale. Conformément à un décret du 18 février 1986, l'ancien président de la région, M. Michel Pezet (PS), avait procédé à la titularisation de ces agents soit sur liste d'aptitude soit par la voie d'un examen professionnel. Or, selon M. Gaudin, son prédécesseur n'aurait pas respecté le délai de réflexion de six mois laissé aux intéressés pour se prononcer sur le statut de leur choix. A l'initiative des syndicats CGT et CFDT, le personnel de la région a voté une motion dans laquelle il se déclare «profondément choqué» par la décision de M. Gaudin. «Il est regrettable, ajoute cette motion, que le premier acte du nouveau président élu soit de porter atteinte aux statuts et aux droits du personnel en exercice». L'arrêté pris le 27 mars par M. Gaudin a pour effet d'annuler les mesures de titularisation de quatre-vingt-quatre agents dont quatre-vingt-treize ayant passé avec succès leur examen professionnel. Les syndicats ont demandé une audience au préfet de région, M. Pierre Sonveille, et envisagent de déposer un recours au tribunal administratif.

M. Klein sollicite un nouveau mandat à la tête du CRIF

Un président brillant et contesté

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) se réunit en assemblée générale le dimanche 6 avril, à Paris, pour élire son président. M. Théo Klein, qui exerce cette fonction depuis mars 1983, sollicite le second mandat de trois ans auquel les statuts l'autorisent. Il a pour seul concurrent M. Jean Kahn, vice-président du CRIF, président de sa section régionale Strasbourg-Est-Alsace et de la communauté juive de Strasbourg.

Organe politique réunissant les institutions et la plupart des organisations juives, le CRIF est l'interlocuteur des pouvoirs publics, des partis et des représentations diplomatiques. Il a été créé au début de 1944, dans la clandestinité, pour coordonner la défense des juifs face à la persécution. Son action, toujours vigilante contre l'antisémitisme, s'étend, aujourd'hui, à l'aide aux communautés en difficulté — principalement en Union soviétique et en Syrie — et à la solidarité avec l'Etat d'Israël.

M. Klein était devenu, il y a trois ans, le premier président du CRIF réellement élu, à la majorité relative, par l'assemblée générale. Le rôle de celui-ci se bornait, auparavant, à arbitrer l'accord des principales institutions sur un candidat, qui était, le plus souvent, le président du Consistoire central. Fort de cette légitimité démocratique et sans faire mystère de ses choix personnels, favorables à la gauche, mais en affirmant, dans l'exercice de sa fonction, son indépendance vis-à-vis des différents partis, M. Klein a donné avec brio à l'expression politique de la communauté juive un caractère plus vif et plus net, qui a suscité l'intérêt des médias.

Actif à propos du Proche-Orient et des juifs soviétiques (le président du CRIF avait été l'un des invités personnels de M. François Mitterrand lors du voyage de celui-ci à Moscou en 1984), M. Klein s'est aussi engagé, et le CRIF avec lui, dans la défense des victimes de l'extrême droite et de ses positions discriminatoires vis-à-vis des immigrants.

La création du Congrès juif européen

La façon dont M. Klein assume ses responsabilités est diversement appréciée au niveau des instances dirigeantes du CRIF (bureau exécutif et comité directeur), les reproches qui lui sont adressés portant parfois sur le fond, plus souvent sur la forme de son action.

L'accord passé avec le Congrès juif mondial (CJM), lors de l'assemblée plénière de celui-ci à Jérusalem, en janvier dernier, soulève des objections de la part d'institutions traditionnellement hostiles à tout rapprochement de la communauté française à une organisation internationale. Le Consistoire central demeure réservé sur l'adhésion du CRIF au Congrès juif européen, structure distincte du CJM, tout en y étant affilié et dont la présidence

doit revenir, en octobre prochain, au représentant français.

Le style de M. Klein, surtout, est jugé par certains trop personnel et ne faisant pas assez de place à la concertation souhaitable dans une organisation de type fédératif. Ce reproche avait motivé, l'an dernier, la décision de M. Emile Touati, président du Consistoire de Paris, de ne pas se porter candidat à un nouveau mandat de membre du bureau exécutif du CRIF, puis la démission de cette instance de M. Roger Pinto, président du mouvement Signa.

L'intervention de M. Klein, enfin, dans le débat entre les consistoires et le rabbinat sur la question des mariages mixtes, à l'automne de 1985, avait été critiquée dans son principe, cette affaire étant considérée comme n'étant pas du ressort du CRIF, et dans son contenu. Le plaidoyer du président en faveur de la reconnaissance des couples mixtes, dès lors que ceux-ci donnent une éducation juive à leurs enfants, n'a pas été du goût de tout le monde et a provoqué la démission de la vice-présidence du CRIF de M. Emerie Deutsch, président de l'Association du culte traditionnel.

Refusant tout débat public, M. Kahn s'affirme en plein accord avec M. Klein sur les «grandes options», mais s'associe, néanmoins, aux critiques visant les méthodes de direction du président sortant. M. Kahn estime, en outre, que, à la différence de M. Klein il y a trois ans, il ne doit faire aucune concession d'aucune sensibilité politique, et il dément formellement les sympathies que la rumeur lui prête pour le RPR. Il rappelle volontiers la combativité dont il avait fait preuve à Strasbourg, dès la campagne des élections européennes de 1979, à l'encontre de l'extrême droite.

M. Chirac a bonne presse

La présence du Front national à l'Assemblée nationale, perspective qui avait amené le CRIF à prendre position contre la représentation proportionnelle, inquiète les responsables communautaires. M. Klein a adressé aux dirigeants du RPR et de l'UDF une lettre protestant contre les alliances passées entre ces formations et l'extrême droite pour l'élection de plusieurs présidents de région. Pour le reste, la mise en place d'une nouvelle majorité et la formation du gouvernement de M. Jacques Chirac n'ont suscité aucun commentaire spécifique dans la communauté organisée.

Le premier ministre y a plutôt bonne presse, particulièrement à Paris. L'hébdomadaire Tribune juive (daté 28 mars - 3 avril) écrit que, depuis son premier passage à l'hôtel Matignon et une politique jugée, alors, excessivement pro-arabe, M. Chirac «a beaucoup changé, beaucoup appris, beaucoup compris» et que «certaines de ses prises de position ou de ses décisions politiques sont encore mal connues». Tribune juive souligne, aussi, l'engagement de M. François Léotard en faveur d'Israël et des juifs soviétiques, ainsi que la solidarité dont M. Didier Barthelemy a toujours fait preuve envers l'Etat d'Israël. L'hébdomadaire se félicite, en outre, de la création d'un secrétariat d'Etat aux droits de l'homme.

M. Klein espère, de son côté, que M. Chirac donnera suite à la pratique, inaugurée par M. Laurent Fabius l'an dernier, d'un dialogue avec les dirigeants communautaires à l'occasion de l'assemblée générale d'automne du CRIF. Et que se sera lui, M. Klein, toujours président du CRIF et alors président du Congrès juif européen, qui accueillera le premier ministre en octobre prochain.

PATRICK JARREAU.

EN BREF

● **Le sommet de Tokyo.** — M. Jean-François Ponce, ancien ministre des affaires étrangères, déclare, dans un entretien accordé à Paris-Match (daté 11 avril), qu'il serait plus digne «que le président de la République laisse au premier ministre le soin de représenter la France au sommet de Tokyo» après avoir convenu avec lui des positions qu'il prendra sur les sujets politiques inscrits à l'ordre du jour. Tout comme M. Valéry Giscard d'Estaing, le sénateur de Lot-et-Garonne pense que «la solution d'une présence bicipitale (...) ne rehaussera pas le prestige de la France».

● **M. Wibaux à Paris.** — Le haut commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, M. Fernand Wibaux, a quitté Nouméa vendredi 4 avril pour se rendre à Paris, où il a été appelé en consultation par le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons. Les deux hommes doivent notamment discuter de la durée pendant laquelle M. Wibaux continuera à exercer ses fonctions actuelles dans le territoire (le Monde du 29 mars).

société

DANS L'OISE

Micros espions et action syndicale

Un délégué CFDT du personnel est inculpé d'atteinte à la vie privée

M. Michel Jachin, quarante ans, un délégué syndical CFDT, a été inculpé, le 28 mars, par un juge d'instruction de Compiègne (Oise) d'atteinte à la vie privée pour avoir posé un certain nombre de micros dans les locaux de l'usine où il travaillait, et notamment dans le bureau du directeur. Il a été inculpé en liberté. La direction de l'entreprise Abex (fabrication d'accessoires d'automobiles), à Noyon (Oise), avait fait appel à la gendarmerie, après l'installation de plusieurs micros dans les locaux de l'usine, d'informations issues d'entretiens privés.

Après avoir fouillé les locaux, y compris syndicaux, les gendarmes de Compiègne ont découvert, le 27 mars, grâce à un détecteur, un petit micro-émetteur FM dans le bureau du directeur de la production, M. Jacques Dufour. Deux autres micros furent aussi découverts dans la salle de conférence de la maîtrise. Dans le local de la CFDT, les gendarmes ont saisi trois micros-émetteurs, quatre magnétophones à cassette, quatre transformateurs, une batterie de voiture, des piles et un stock de cassettes.

M. Jachin, qui travaille dans l'usine depuis une douzaine d'années et a exercé de multiples fonctions :

délégué du personnel, délégué syndical, représentant médical au comité d'entreprise et au comité central d'entreprise de la société Abex-France. Il a reconnu les faits.

Pour l'instant, le juge d'instruction n'a prononcé qu'une seule inculpation, mais selon les salariés de l'entreprise, deux autres responsables de la CFDT ont été mis à pied par la direction en attendant d'éventuelles poursuites judiciaires. La direction départementale du travail de l'Oise précise qu'elle a bien reçu des demandes de licenciement pour trois personnes, motivées par des « fautes lourdes ».

Les responsables régionaux de la CFDT ont « condamné fermement les pratiques qui ne font pas partie des actions syndicales normales ». Des inculpations de son délégué, la CFDT lui a retiré l'ensemble de ses responsabilités, mais M. Jachin reste encore délégué du personnel, puisqu'il s'agit d'une charge électorale.

La direction de l'entreprise s'est constituée partie civile. « Il n'y a pas de chasse aux syndicalistes », a indiqué son porte-parole, mais il y a eu des actes intolérables qui doivent être sanctionnés rapidement.

A BRON

Bijouterie à risques

Lyon. — La bijouterie de la place de l'Eglise, à Bron (Rhône), est décidément un lieu très convoité. Le 19 janvier 1977, deux hommes font irruption dans la boutique avec un fusil à canon scié. Le bijoutier, M. Gilbert Lori, un sportif moniteur dans un club de plongée sous-marine, réussit à neutraliser son agresseur armé. Il est quitte pour la peur. Le 10 mai 1984, nouvelle tentative de hold-up. La bijouterie, seule dans la boutique, prend le pistolet acheté entre-temps par son mari et tire — c'est la première fois qu'elle utilise une arme. L'un des agresseurs, Tarik Boumedienne, est atteint aux reins. Le 11 mars dernier, il a été condamné à huit ans de prison par la Cour d'assises du Rhône.

notamment perçus en 1985 à un hold-up avec prise d'otages à la Caisse d'épargne de Louhans (Saône-et-Loire). Blessé par balle, il avait été arrêté puis écroué à la maison d'arrêt de Chalon-sur-Saône, d'où il s'était évadé le 6 octobre 1985.

« Du matin au soir, et même la nuit, nous vivons dans l'insécurité », explique Gilbert Lori, qui habite au-dessus de sa boutique. « J'ai dû me résoudre à acheter une arme de défense il y a cinq ans. J'aurais pu ne pas avoir à m'en servir. » Le bijoutier, toutefois, s'est inscrit à un club de tir, « pour le sport », affirme-t-il, et il se s'entraîne régulièrement au stand de tir de la gendarmerie de Bron. « Je ne suis, nous n-s-t-il déclaré, qu'une « scope à fusil », comme on dit dans notre milieu. Je ne descends jamais avec un fusil en plongée. J'entraîne des gens qui font de l'exploration, de la photo ou de l'archologie ».

Les Lori ne sont pas rassurés par la formule « jamais deux sans trois ». Ils craignent maintenant des représailles. Mais il n'envisagent pas de fermer boutique ni de s'inscrire à l'association Légitime défense.

« Je ne suis pas un tueur »

Et voici que ce 3 avril, à nouveau, la bijouterie de Bron est attaquée par deux malfaiteurs en cagoule. Le bijoutier, qui affirme que l'un d'eux a tiré le premier, prend son pistolet 9 mm et riposte. L'un des agresseurs, Bechir Ghaziel, atteint à la tête, est tué sur le coup. L'autre s'enfuit en tirant à son tour dans la vitrine.

ROGER CANS.

Légitime défense... de stationner

La fréquence des attaques dont sont victimes les bijoutiers lyonnais (lire ci-contre) incite la justice à les abonder lorsqu'ils enfreignent la loi. Pas seulement s'ils tuent ou blessent leurs agresseurs, mais aussi pour des comportements plus véniels. Le tribunal de police de Lyon, présidé par M. Philippe Le Friant, a ainsi relaxé, le 20 novembre 1984, une bijouterie, M^{me} Sonia Kasamayian, poursuivie pour stationnement interdit.

M^{me} Kasamayian, dont le métier est de livrer des bijoux aux détaillants de sa profession, avait pris l'habitude, par précaution, de ranger sa voiture devant les magasins de ses clients. Du coup, elle était souvent en contravention et les amendes pleuvaient.

Pour la relaxer, le tribunal relève qu'elle ne restait en général pas plus de cinq minutes chez ses clients. Il insiste sur le fait qu'un bijoutier appartient « à une profession (...) statistiquement à haut risque d'agression ». Il remarque enfin que si M^{me} Kasamayian livrait ses bijoux en fourgon blindé, « il ne viendrait pas à l'idée aux agents verbalisateurs de dresser procès-verbal pour stationnement interdit ». « La contre-

venance ne pouvant se permettre de livrer ses bijoux en fourgon blindé, ajoute le tribunal, il apparaît légitime et justifié que le minimum de précautions qu'elle puisse prendre se situe dans le fait de stationner son véhicule pratiquement devant la porte de ses clients ».

La Gazette du Palais qui a publié ce jugement dans son édition datée 21-22 mars, l'accompagne d'un commentaire très critique de deux professeurs de droit, M^{rs} Serge Guichard et Yves Maynaud. Leur étude, fort savante, porte sur ce qu'on appelle en droit « le fait justificatif ». MM. Guichard et Maynaud font remarquer que les deux critères de cette théorie du fait justificatif, la nécessité et la proportionnalité, ne peuvent être invoqués dans ce cas précis. « Ou trions-nous, concluent-ils, si demain chacun pouvait tirer [ainsi] argument de ses appréhensions et de ses craintes ? »

An parquet de Lyon, on regrette aussi cette décision du tribunal de police. Cependant, le ministère public n'a pas fait appel, ce jugement ayant été connu de lui trop tard.

B.L.G.

Après l'inculpation d'un gardien de la paix

UNE ENQUÊTE DE L'INSPECTION GÉNÉRALE DE LA POLICE DANS UN COMMISARIAT DE L'ESSONNE

Un gardien de la paix du commissariat de Montgeron (Essonne), Michel Darracq, trent et un ans, vient d'être inculpé de vol d'accessoires sur des voitures accidentées ou volées, entreposées à la fourrière de Draveil. Il a été écroué à Fleury-Mérogis. Le trafic a été découvert par hasard par un automobiliste, après avoir récupéré son véhicule à la fourrière, celui-ci avait constaté que les quatre roues qui avaient disparu étaient montées sur la voiture du gardien de la paix.

Un employé de la fourrière, Jacques Moreau, vingt-neuf ans, a tenté d'avoir reçu, de l'argent, des véhicules ou de l'alcool comme prime de son silence. Également inculpé, mais laissé en liberté sous contrôle judiciaire, il a en outre affirmé qu'une dizaine d'autres policiers du commissariat se livraient au même trafic. L'inspection générale de la police nationale (IGPN) a ouvert une enquête.

Il y a trois semaines, l'IGPN avait déjà ouvert une enquête dans ce commissariat : un jeune homme s'était plaint d'avoir été passé à tabac lors d'une garde à vue à Montgeron. Trois gardiens de la paix du commissariat de Montgeron sont d'autre part accusés de destruction de preuves et doivent comparaître le 29 avril devant le tribunal correctionnel d'Evry.

Attentat à Bastia. — Une charge explosive de faible puissance a causé, dans la nuit du 3 au 4 avril à Bastia, quelques dégâts à l'appartement occupé par un employé de la mairie, M. Dominique Rossi. Plusieurs candidats aux élections du 16 mars, et notamment les candidats nationalistes, contestant les modalités du scrutin et les listes électorales, avaient mis en cause les employés de la municipalité de Bastia.

Hold-up dans une société de convoyage de fonds à Chambéry. — Plusieurs hommes armés se sont emparés, jeudi 3 avril, de près de 8 millions de francs en espèces dans une société de convoyage de fonds de Chambéry après avoir neutralisé huit employés.

L'argent entreposé dans les coffres de la société Transval, située en plein centre de Chambéry, provenait en partie de la recette de supermarchés de la région, ce qui a été transféré à la Banque de France.

NOMBRE RECORD DE DÉTENUÉS

Le nombre de détenus a dépassé, le 1^{er} avril, le seuil symbolique des 45000 pour atteindre le nombre de 45340, soit une augmentation de 1,85 % en un mois et de 1,54 % en un an. Il y a 32500 places dans les prisons françaises.

Il n'y a jamais eu autant de détenus depuis la libération. Le précédent record était de 44654 le 1^{er} avril 1985. Le nombre de détenus avait ensuite baissé fortement, conséquence de la grâce présidentielle du 14 juillet de la même année.

Le nombre de prévenus, c'est-à-dire de détenus en attente d'un jugement définitif, était de 22095, le 1^{er} avril, soit une proportion de 48,72 %, relativement encourageante si on le compare à celle du 1^{er} janvier par exemple (49,55 %). Le nombre de détenus qui attendent un arrêt d'appel est, comme on l'a vu, d'environ 8,3 %.

Les deux « convoyeurs » qui transportaient les fausses coupures de 50 et 100 francs, Antoine Lenfant, trente-trois ans, et André Périot, trente-quatre ans, ont été appréhendés.

Attentat à Auvers-sur-Oise. — Une charge de plastique de faible puissance a explosé, sans faire de victime, mercredi 2 avril, peu après 22 heures, sur un pont du centre d'Auvers-sur-Oise (Val-d'Oise), localité qui abrite le quartier général de l'un des dirigeants de l'opposition iranienne en exil, M. Massoud Radjavi. Les dégâts sont peu importants.

L'action n'a pas été revendiquée, mais les enquêteurs l'ont rapproché des incidents qui avaient opposé, le 25 mars à Auvers-sur-Oise, des membres de l'organisation des Moudjahidines du peuple de M. Radjavi à des militants du mouvement des guérilleros fédéraux du peuple d'Iran (le Monde du 27 mars).

Le maire d'Auvers, M. Serge Carfin, qui réclame le départ de M. Radjavi de sa commune, avait refusé quelques heures avant l'explosion une autorisation pour une distribution de tracts, sollicitée par téléphone par un étudiant iranien. Jeudi matin, cependant, une douzaine de personnes ont distribué des tracts hostiles à M. Radjavi, malgré l'interdiction. Ils ont été interpellés par les gendarmes.

PRÉCISION. — Le titre du livre de Marc Ancel, paru dans la collection « Que sais-je ? » et dont nous avons rendu compte dans le Monde du 4 avril, est la Défense sociale. Marc Ancel est l'auteur d'un autre livre, la Défense sociale nouvelle, paru chez CNRS (troisième édition, 1981).

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

L'enquête de belles dans les cuisines de l'imparturbable, de l'indépendante, de la politiquement neutre magistrature. Au point que certains plats figurent déjà sur le dossier, prêts d'être consommés, de gré ou de force, par des convives qui n'en demandent pas tant, et en fait pas si vite. Mais c'est qu'il s'agit de la magistrature, et contrairement à la recommandation chrétienne, on y pratique la mémoire des offenses, réelles ou supposées, plutôt que leur pardon. Avec une constance, une méticulosité semblables à celles qu'accompagnaient les renseignements et les vengeances de cour.

Il est vrai que l'histoire apparaît aujourd'hui à la magistrature, non pas comme un gène devant lui se dresser d'obstacles qui seraient de nature à tempérer la sienne. Quelque titre qui lui soit conféré, M. Paul-André Sadon gouvernerait de la justice. Il en a la capacité, que soutient l'ambition. Le directeur de cabinet du ministre ne se résigne pas à lui faire de l'ombre. Le conseiller technique de Metignon, que personne n'attendait là, ne saurait y songer.

Aussi les charrettes sont-elles déjà au bas des pentes. Les évictions se font sans détours ni lenteurs.

A peine nommé procureur de la République à Créteil, contre le vœu de M. Badier, mais déjà écarté de cette fonction, on le voit maintenant, M. Louis Joinet, qui fut le conseiller de M. Mauroy puis de M. Fabius, s'est entendu dire le 27 mars : « Les changements politiques récemment intervenus rendent inopportuns votre maintien à la tête du parquet de Créteil ». Aux mêmes fins, un discours identique fut tenu à d'autres. Par celui qui n'avait pas eu de vraie part à la décision, mais qui avait mission de la faire connaître.

La magistrature change, en effet. On ne la saurait pas si brutale, si abrupte, mais plus menagère des bonnes manières. Pour un peu, on donnerait du poing sur les tempes. Au nom du principe de changement, on pille bagages dans les bureaux, comme on le fit dans les appartements ministériels, à quelques jours de distance. C'est trop vite mêler les genres.

En l'espace d'une poignée de jours et ainsi assimilés à des députés battus, à des ministres désemparés, vont quitter les lieux de leur fonction : le procureur de la République de Paris, le directeur de l'administration pénitentiaire, celui de l'éducation surveillée, celui des affaires criminelles et des grâces, celui de l'École nationale de la magistrature. La province ne sera pas oubliée. D'ores et déjà, le procureur général de Lyon et celui d'Alsace-Provence sont condamnés à la Cour de cassation. Tous seront recasés au plus chiche. Comme le dit un observateur qui ne manque pas d'humour : « Paul-André Sadon est le seul à représenter un poids politique et à bénéficier des soutiens de ce monde-là. Il sera le seul patron, y compris pour les décisions politiques. Jusqu'au moment où Alain Chalon sera des idées personnelles ».

Un congrès du Parti socialiste qui s'est tenu du 23 au 25 octobre 1981 à Valence, M. Paul Quilès s'était taillé une très riche réputation de conventionnel façon 1793 en déclarant : « Il ne faut pas dire « des têtes vont tomber », mais il faut dire lesquelles, et le dire rapidement ».

Mais c'est aussi que les têtes n'étaient pas ou guère tombées, alors que, par la suite, plus d'une, pourtant enviable, est restée sur les épaules de son titulaire jusqu'au 16 mars.

Après cette date, un des dirigeants de la nouvelle majorité s'est empressé de dire qu'il n'y aurait pas de chasses aux sorcières. Pour ce qui concerne son propre département ministériel, peut-être ; mais, à la Chancellerie, le message a été tenu pour nul. Les limo-

gogues se font sur le modèle de Taylor ou de Staline. Comme si avaient été décrétes l'état d'urgence ou l'état de siège.

Ce n'est pas tout à fait un hasard s'il en est ainsi dans la mouvance de la place Vendôme. La magistrature ne rend au pouvoir politique que le strict minimum de ce qui lui est dû. L'impression prévaut même parfois que la politique est l'outil de la magistrature, plutôt que celle-ci le bras armé de celle-là.

C'est aussi que les aversions personnelles y ont une force plus vive. Pour reprendre une expression de M^{me} Denise Gence, il y a quelques jours à la télévision : « comme si on ne défendait davantage dans ces murs-là qu'ailleurs ».

Bien sûr, l'honorable sociétaire parlait de la « Comédie-Française », qu'elle s'apprête à quitter après la nomination de Jean-Louis Poulet comme administrateur. M^{me} Denise Gence, dont l'éloquence de parler nourrit la médiocrité, se donnait même les gants de préciser qu'il n'en était rien dans la maison où elle brilla si longtemps.

Mais que le propos paraît juste lorsqu'il s'applique aux acteurs d'une autre comédie ! Dès lors que le verrou politique a sauté, il n'est plus de frein pour empêcher l'accomplissement de haines rongueuses d'âme, d'âgissements fatals à la sérénité du jugement sur les choses et les hommes ; et tout cela rumine depuis cinq ans, faute d'occupations mieux choisies.

Chasses

Aucun moment, les considérations d'opportunité politique n'apportent, de manière plausible, un tempérament au désir de revanche. A se demander si, parfois, il n'est pas éprouvé un plus grand plaisir à nuire qu'à s'emparer des dépouilles.

Cela peut, pour d'autres, être leur seule satisfaction, leur seule ambition raisonnable. Déjà, certains gémissent sur leurs mérites mal récompensés. Tel qui se voyait grandement promu et, attendant qu'on l'appelle, avait renoncé à un beau voyage se mordant les doigts de n'avoir éprouvé que les voyages de l'illusion. Son pairs et le chef qu'ils viennent de se donner ne l'ont jugé digne de rien. Qu'il se console avec les mécomptes des autres. Mais on n'en fera pas potage dans les gazettes. Les magistrats n'aiment pas trop les éclats de l'avant-scène.

Aussi est-ce du bout des lèvres que la Cour de cassation, ou du moins les plus sages de ses membres, a accueilli l'idée que deux magistrats sortis de ses rangs devraient « garantir » la loyauté du futur découpage électoral.

Non pas seulement qu'ils trouvent éprouvant, sinon impossible, de « garantir » une opération de cette nature conduite par M. Pasqua, le ministre de l'Intérieur. Mais ils ne se sentent « aucune compétence », dit l'un des notables de cette juridiction, pour l'apprécier. D'autant que la mission leur est tombée dessus sans que qui ce soit ait eu vent de cette innovation, « très, très bizarre à plus d'un titre ».

On ne se montre pas dupe davantage de l'élection, par leurs collègues, des deux magistrats qui composeront la commission avec les deux représentants du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes. Il n'est personne

pour ignorer que la Cour de cassation penche à droite nettement plus que la tour de Pise et qu'une opération électorale en son sein ne peut qu'avoir, pour les rendre ostensibles, des divergences déjà profondes. On les a déjà vu jouer constamment en faveur du même camp.

L'infatigable était clair : empêcher que M. Nicolay, pour le Conseil d'Etat, M. Chanderogor, pour la Cour des comptes, ne choisissent, pour représenter leurs institutions, deux hommes qui soient politiquement proches d'eux. M. Nicolay et M. Chanderogor ont notoirement dit gauche. Pour M. Rozès, qui préside la Cour de cassation, le doute prévalait. Serait-il trop cruel de rappeler le distique de François I^{er} qui figure dans tous les bords, dictionnaires à l'article « femme » ? L'intéressé s'amuse de son ambiguïté feinte.

Retenir à l'élection est donc un résultat « sûr » d'avance au profit du versant droit de la colline politique. Même si, pour ne parler que de lui, le Conseil d'Etat, par l'effet du résultat électoral et des nominations dans les cabinets ministériels, s'est assis de sa droite et grossi de sa gauche. Pourtant, les résultats n'en seront pas changés. L'ENA n'est pas une serre où se repaquent en grand nombre les boutures de gauche.

Mais le cadeau imposé aux hautes juridictions n'en est pas moins empoisonné (1). Au point qu'un conseiller d'Etat, fortement étié qu'à droite cependant, y voit « un alibi pour compromettre les grands corps » et note que l'élection des membres de la commission n'apportera « pas plus de garanties » quant à l'impartialité de ceux qui doivent garantir.

Mais comme l'homme connaît sa géographie électorale, il observe : « L'astuce, c'est de regrouper les électeurs de gauche de manière à sacrifier ce qui doit être sacrifié. » « L'idéal, ajoute-t-il, serait de créer des « couloirs » qui permettraient de réunir dans une seule circonscription Malesherbes et Vaucluse (2). L'idée de gauche le serait alors à 110 % ». Mais nous aurons la paix. La recette est ancienne. Une autre consistait à marier l'aristocratie et le plébéien. Ainsi avait-on de bonnes chances de ne voir désigner que des modérés. Cette recette, aussi, peut resservir, tant on sait ce que, en politique, un modéré veut dire.

PRÉCISIONS diverses. Jean-Sylvain Bailly, maire de Paris, fut guillotiné le 12 novembre 1793 et non en 1791, comme une faute d'impression l'a fait écrire dans l'« Amateur » du 29 mars (à Paris).

M. Alfassa, de Paris, conteste que gorgéus ait, en anglais contemporain, le même sens que le vieux français gorgiasse, qui signifie « mignon » ou « splendide » ou « superbe ». Bon...

Enfin, M. Jean-Marc Roger, de Troyes, revient, lui aussi, sur « Paris » pour rappeler que la capitale hébergeait deux prévôts : l'un nommé et révoqué par le roi, le prévôt de Paris ; l'autre, prévôt des marchands, élu par eux pour être le chef de la municipalité. « En somme », écrit M. Roger, le prévôt de Paris est l'« ancêtre » du préfet de Paris ; le prévôt des marchands, du maire de Paris. » Certes...

(1) Pour sa part, M. Bernard Tricot, un conseiller d'Etat qu'il n'est plus besoin de présenter, rappelle que cette commission « n'est pas une idée nouvelle » et que le Conseil d'Etat a eu à connaître, par le passé, de découpages concernant les caisses. A cette occasion, le Conseil, signale M. Tricot qui enseigna le contentieux électoral à Sciences-Po, a causé « des découpages véritablement artificiels » prévus « pour les besoins de la cause ». M. Tricot se déclare donc « plutôt partisan de la chose ».

(2) Municipalités toutes deux communales, l'une dans les Hauts-de-Seine et l'autre dans le Rhône.

Marguerite Duras : les chiens de l'Histoire dans

L'AUTRE JOURNAL

EN BREF

Le président de la République a reçu, le 4 avril, à l'Élysée, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, maire de Paris. M. Chevènement a présenté au président de la République les résultats de la mission confiée à son département ministériel pour l'étude de la situation de la région parisienne. M. Chirac a été reçu en audience par le président de la République. Le président de la République a également reçu, le 4 avril, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, et M. Jacques Chirac, maire de Paris. M. Chevènement a présenté au président de la République les résultats de la mission confiée à son département ministériel pour l'étude de la situation de la région parisienne. M. Chirac a été reçu en audience par le président de la République.

SOCIÉTÉ

Mariage dans l'intimité pour le fils de Koka 1^{er}

Cela aurait pu être un événement : le mariage du fils du peuple rom ouvert à des invités non tsiganes, des « gadgés ». Mais Sa Majesté Koka 1^{er} en a finalement décidé autrement, et son fils Roca a pris femme avec pour seul témoin la communauté tsigane internationale, jeudi 3 avril à Paris. Au grand dam d'une partie de l'assemblée, et surtout du président du Centre international rom, qui « se désolidarise de cette regrettable décision ».

« Effacer la guerre »

Donner. Car on aurait pu assister au partage du pain et du sel symboliquement offerts à la

future épouse parée d'un diadème et d'une ceinture faite de pièce en or pur.

On aurait pu entendre aussi la « déclaration de paix annuelle du peuple rom », lue par Koka 1^{er} : « Nous, les roms, déclarons solennellement la paix. Gadgés, hommes et femmes de tous pays sont nos frères. Nous condamnons toute forme d'agression armée, d'intervention militaire, quel qu'en soit le motif, et nous affirmons qu'on ne peut effacer la guerre que par l'effort de tous pour la paix totale. »

Cette journée de fête fut quand même l'occasion pour les représentants français de cette « minorité au sein des minorités » de

rappeler leurs revendications. De souligner leur volonté de voir leur culture mieux reconnue par les autorités et la société française, et leurs droits civiques et sociaux, à la fois alignés sur ceux des gadgés et adaptés aux spécificités de leur communauté. Bref, de tenter d'en finir avec le rejet dont souffrent les quelque 500 000 tsiganes installés en France.

En attendant, pour poursuivre l'effort entrepris au Centre international rom des Pavillons-sous-Bois, près de Paris, un autre centre culturel tsigane plus important devrait prochainement s'ouvrir à Besançon.

E. G.

LES JEUX OLYMPIQUES DE 1992

Paris accueille en fanfare les examinateurs du CIO

Paris, candidat aux Jeux olympiques de 1992, va subir l'oral de son examen de passage. Sa copie - un dossier brillamment illustré, de vingt centimètres d'épaisseur, est déjà depuis quelques jours entre les mains des examinateurs : les quatre-vingt-dix membres du Comité international olympique. Mais, pour la première fois dans l'histoire des JO, les villes candidates sont également visitées par une commission d'évaluation. Le commando d'inspecteurs - un Suédois, un Grec et un Algérien - débarque samedi 5 avril et passera quatre jours dans la capitale.

Pour les séduire, M. Alain Danet, le grand commis voyageur des JO à Paris, va dérouler le tapis rouge. Il a prévu pour ses visiteurs un pro-

gramme à tout casser. D'entrée de jeu, il les emmène en hélicoptère survoler Paris et les sites sportifs. Chemin faisant, le président du Racing Club de France développera avec éloquence les arguments qui militent en faveur de Paris.

Le lendemain, ces messieurs du CIO auront droit à des visites détaillées à Villepinte (basket, handball, volley, badminton), au court de Roland-Garros, à la pelouse frai tondu du Parc des Princes et au stade Pierre de Coubertin, qui fait toilette.

Bois de Vincennes ou parc du Tremblay ?

Lundi, réception plus austère au nouvel hôpital militaire du Val-de-Grâce où l'on expliquera comment les sportifs blessés seront évacués en hélicoptère et immédiatement soignés par les meilleures équipes médicales de traumatologie. Puis on présentera aux examinateurs les pavillons de la Cité universitaire, qui, après rénovation, pourraient accueillir les techniciens de l'audio-visuel et les journalistes. Le dossier de la transmission des informations et des images est capital : il sera examiné dans l'après-midi avec des experts, qui évoqueront la construction du centre international de la communication à la Défense.

Comme il ne saurait y avoir à Paris une fête du muscle sans fête corrélatrice de l'esprit, les trois inspecteurs iront au musée Carnavalet, en cours d'agrandissement, où on leur présentera l'éblouissant programme d'activités culturelles que Jacques Chirac ambitionne de monter pour août 1992. Le maire de Paris ira même ce soir-là jusqu'à offrir un dîner à l'Hôtel de Ville en l'honneur de nos hôtes étrangers. On espère qu'ils apprécieront le geste lorsqu'on leur apprendra discrètement que le premier ministre détecte ces modalités et qu'il les a bannies de son palais municipal depuis près de dix ans.

La tournée des sites continuera mardi matin avec la visite des « palais parisiens » où se dérouleront certaines épreuves : le Grand Palais

pour l'escrime, celui de la porte Maillot pour l'haltérophilie, celui du CNIT, à la Défense, pour le judo. Puis réception au « château » de l'Elysée, où le président de la République accueillera les examinateurs. Ceux-ci recevront ensuite à la Préfecture de police tous apaisements sur la sécurité des athlètes, dont les villages établis sur les deux rives de la Seine seront défendus par des forces « terrestres, aériennes et aquatiques ».

La partie la plus délicate de cet oral sera évidemment la visite du site du grand stade olympique. A cet instant, il faudra bien avouer à ces messieurs qu'entre le bois de Vincennes et le parc du Tremblay le choix n'est toujours pas fait.

Boîte secrète

Des équipes d'architectes travaillent sur les deux hypothèses, et l'on parle de stade écologique à géométrie variable, du jamais vu. Mais la controverse franco-française tant redoutée reste sous-jacente. Les maires des communes riveraines de Vincennes prennent tour à tour position publiquement - mais encore discrètement - contre l'implantation du stade dans leur « bois sacré ». Ne parions pas des écologistes, qui, bien que lamiés aux dernières élections, pourraient bien reprendre du service à propos de ce dossier délicat.

Pour effacer le médiocre effet de ces incertitudes, la tournée des trois membres du CIO s'achève en fanfare. On les conduira à l'Hôtel Ritz, pour leur présenter leur « cantonnement » éventuel et celui de leurs quatre-vingt-sept collègues. M. Mohammed Al Fayad, le fastueux propriétaire égyptien du palace y fait faire pour 30 millions de francs de travaux. On crase à prix d'or un troisième sous-sol sous le vieil édifice, on refait des chambres et des appartements dans les combles, et surtout on prévoit de jucher sur les toits une plate-forme munie d'un ascenseur pour les transports par hélicoptère. Et si c'était ce détail, la boîte secrète de Paris, qui emportait l'adhésion du jury ?

MARC AMBROISE-RENDU.

SCIENCES

Un robot français inspecterait l'épave du « Titanic »

L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) pourrait bientôt inspecter, à l'aide d'un robot, l'intérieur de l'épave du Titanic, repérée au large de Terre-Neuve le 1^{er} septembre 1985. Cette campagne d'exploration aurait lieu dans le courant de l'été sous réserve, précisent les responsables de l'IFREMER, que des commanditaires se manifestent pour financer cette opération de prestige.

L'IFREMER a chargé, fin décembre, deux sociétés françaises, Intersub et Hytech, de construire un petit robot sous-marin qui porte le nom de Robin. Cet engin, de quelque 4 millions de francs dans sa version de base, devrait être associé au sous-marin français Nautilus, auquel il sera relié par un cordon ombilical de 70 mètres.

En fait, le robot de l'IFREMER se comportera un peu comme un satellite capable de tourner autour du Nautilus en lui apportant des informations qu'il n'aurait pu recueillir. Sa taille réduite (60 centimètres de long pour 50 centimètres de large et 50 centimètres de haut), comme son faible poids (130 kilo-

grammes) en font un outil d'intervention par 6 000 mètres de fond particulièrement agile, ce qui n'est guère le cas d'un robot plus imposant de l'IFREMER, l'Epanard, capable lui aussi de descendre à 6 000 mètres et de prendre des photos. Bien que le Robin ne soit pas autonome comme son grand frère, il offre cependant l'avantage de faire de la télévision noir et blanc, mais aussi de la télévision couleur.

J.-F. A.

● **Décès posthume d'un cosmonaute soviétique.** - A la veille du vingt-cinquième anniversaire du vol historique de Youri Gagarine à bord de la capsule Vostok, les Soviétiques ont révélé, dans les *Izvestia* du mercredi 2 avril, qu'un jeune cosmonaute de vingt-quatre ans, Valentin Bondarenko, avait trouvé la mort lors d'une séance d'entraînement. Il aurait péri dans l'incendie de sa capsule, dans des conditions analogues à celles qui, en janvier 1967, avaient coûté la vie à trois astronautes américains qui testaient au sol une capsule Apollo.

MÉDECINE

L'avortement en France est en légère baisse

L'avortement marque en France une « légère tendance à la baisse », selon les estimations de l'Institut national d'études démographiques (INED).

De 1976 à 1982, l'augmentation du nombre des interruptions volontaires de grossesse était dû essentiellement à l'amélioration de leur enregistrement, a indiqué M^{me} Chantal Blayo. Il est de même possible, selon elle, que cette amélioration dans le recueil des données ait masqué une tendance à la baisse.

134 173 avortements avaient été recensés en 1976, 182 862 en 1983 et 179 973 en 1984. En 1985, on les estime à près de 170 000. Les taux d'avortement pour 100 naissances (morts-nés exclus) seraient ainsi de 24,4 pour 1983, 23,6 pour 1984 et 22 pour 1985. Avec les corrections possibles, on peut estimer qu'il y a en France entre un avortement pour quatre naissances et un avortement

pour trois naissances, car toutes les interruptions volontaires de grossesse ne sont pas déclarées.

Ainsi, dans certains départements (comme l'Ardèche, la Lozère, la Meuse, l'Yonne, la Marne, la Vendée ou la Moselle), un sous-enregistrement peut être parfois observé à cause d'un défaut d'accueil, dans les structures publiques par exemple. Les femmes ont alors recours à des cliniques qui enregistrent plus ou moins bien les interruptions de grossesse réalisées.

Autre exemple : en Meurthe-et-Moselle, l'ouverture d'un service acceptant de faire des interruptions volontaires de grossesse de 1976 à 1977 avait donné une apparente augmentation des cas (multiplication par trois des IVG), et la fermeture de ce lieu d'accueil avait ensuite provoqué une apparente diminution. - (A.F.F.)

GRAND JEU

OPEL

SPONSOR DE L'EQUIPE DE FRANCE

GAGNEZ 11 OPEL KADETT 11 MAGNETOSCOPES

Du 21 Mars au 13 Avril, la simple observation de toute la gamme Kadett peut vous faire gagner des cadeaux fantastiques... 1 Kadett ou 1 magnéto-scope par jour à l'occasion du grand jeu "coup d'envoi".

Alors, venez vite chez votre concessionnaire Opel découvrir toute la gamme Kadett et donner vous aussi "le coup d'envoi Opel" avec l'équipe de France de football pour gagner la partie.



OPEL

LA MAÎTRISE DE L'INNOVATION.

AUJOURD'HUI, TOUS CHEZ OPEL POUR LE COUP D'ENVOI DE L'ANNÉE.



LES DE 1992

en fanfare rs du CIO

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...
l'entrée de l'athlète en sportifs...

كواليس الجبل

Rando farniente

Dans la Crète des plages désertes, balade au cœur des montagnes blanches.

LES pierres racontent et grincent à chaque pas. L'œil guette, immobile en avant, l'endroit précis où l'on posera le pied, car rien n'est plus épais que le glissement de la semelle sur une pierre qui roule. Depuis la montagne, on descend vers la mer. Au plateau rûpé où percent les asphodèles moellés des bois de pin.

On atteint le fond de la gorge de Samaria, là où le soleil arrive tout juste à se glisser. Le passage est large de quelques mètres, tandis que les parois du canyon forment un à-pic de 160 mètres. Après la sécheresse des sommets, quel réconfort de trouver ici des traces de verdure tendre, fraîche. Derrière les ruines de l'ancien village, un triangle bien profond : la mer !

On hâte le pas, en bondissant de roche en roche jusqu'à la plage. Vita, défilant les brodequins, quitter les chaussures et courir nus, vers l'eau cristalline. Les galets sont si petits, si polis qu'ils massent la plante des pieds. L'eau est chaude mais rafraîchissante. Les jambes se détendent. Nageant sur le dos, on contemple la montagne, rose sous le soleil déjà bas. Difficile de croire que l'on vient de là-haut. C'est pourtant le miracle presque quotidien d'un trek en Crète.

Trek, cela signifie que l'on ne porte qu'un léger sac à dos, contenant une gourde, le casse-croûte, de midi, une serviette de bain et l'appareil photo pour les souvenirs. A l'étape, on retrouve le gros des bagages, transportés par un camion. C'est un trek facile : étapes courtes, avec une heureuse alternance de bivouacs et de chambres chez l'habitant ; ce qui permet, à la fois, de vivre dehors et de partager la vie des villages grecs.



Ces montagnards qui vous lancent le plus accueillant des « kalimera ! » (« bonjour »).

Bivouac sur le plateau d'Omalos. Le temps de dérouler matelas et duvets, et Maurice et Sylvie, accompagnateurs, déjà servi l'ouzo. La table est une grande nappe sur le sol, autour de laquelle sont disposées des grosses pierres rondes. L'air est chaud, l'ambiance se réchauffe. Le bois du feu est si sec que la flamme monte sans fumée. Dans le ciel, voici Orion : chez nous, au ras de l'horizon, mais ici, à cette latitude, à la verticale. Sur la grille grillent châtaignes.

viande de chèvre : le vin rouge coule dans les quarts.

Quand on se glisse dans son sac de couchage, la nuit paraît si claire que trouver le sommeil est difficile. Sans oublier que le sol crétois est vraiment très dur ! La montagne blanche, éclairée par la pleine lune, dessine une masse fantomatique. Au loin résonne le tintement des clochettes d'un troupeau de chèvres en maraude.

En Crète, de nombreux villages côtiers ne sont accessibles que par la mer ou par un sentier muletier. Au terme d'un crepuscule cal-

louteux, on apprécie, à l'arrivée, la fraîche terrasse de la taverne. Il faut ensuite y passer, partager son temps entre le bain et un café, discuter en sabir avec le patron de la taverne, qui est aussi à heures pêcheur ou maçon. Traverser à travers les ruelles, escaliers et terrasses du hameau. Et le lendemain, se lever aux aurores pour voir le soleil éclairer progressivement les maisons peintes à la chaux.

Et, un porte envoie à la culotte bouffante et les grandes

bottes de cuir noir, la chemise (noire elle aussi), ainsi que la mandilla, ce foulard triangulaire tricoté au crochet, porté en bandeau, la pointe ramenée sur le front. Ils forcent le respect, ces montagnards croisés sur les sentiers muletiers, la houlette en train. Les épaules, quand ils vous fixent d'un regard d'aigle pour vous lancer le plus accueillant des « kalimera ! » (« bonjour ! »).

Midi. Sous d'énormes cyprès, c'est l'heure de la sieste. L'air vibre au-dessus de la montagne, et le bourdonnement des abeilles aide à s'assoupir. A la recherche d'un peu de fraîcheur, on pousse la porte de la chapelle d'Aios Nikolaos. Sur le candélabre, des bougies de cire brute achèvent de brûler. Devant les portes, attend un paquet de cierges avec, à côté, un billet de 50 drachmes et une boîte d'allumettes.

Il est aussi des villages désolés. Aradena, par exemple, au bout d'un plateau de terre rouge. Un berger et son troupeau traversent la « rue » du village, mais les maisons sont en ruine. On sent comme une impression de malheur. Ni la fraîcheur des murs épais ni l'ombre des oliviers n'arrivent à rendre les lieux accueillants.

On apprendra plus tard que le village a été la victime de vendettes immémorables. On quitte une aussi profonde que triste pour retrouver la lumière chaude du soleil sur les roches ocre et le bleu profond d'un ciel d'une pureté absolue.

DOMINIQUE LE...
Le trek relatif ici est proposé par Terres d'aventure, 16, rue Saint-Victor, 75005 Paris. Tél. : (1) 43-29-94-50. Quinze jours Paris/Paris (seize jours de marche) : 7 400 F. Nombreux départs à partir de mai.

Le nouveau « look »

Chaussures légères et fibres synthétiques.

Le trek randonnée avec gros godillots de cuir, bas de laine, culotte knicker, chemise de coton ou de laine, et une paire de bas. Mais le « look » a changé, et les techniques aussi.

Plus en plus, on marche en short athlétique à la déglaine du Vieux Campeur, et le ski est aussi déglainé sur la tenue vestimentaire du randonneur. D'où cette profusion de couleurs vives et de vêtements à la coupe seyante.

Le progrès technique est particulièrement frappant en ce qui concerne les chaussures. A une chaussure de randonnée pédestre, on demande de bien tenir le pied et la cheville, ainsi que de les protéger des chocs en terrain accidenté. Ce qui donnait, jusqu'à ces toutes dernières années, la traditionnelle chaussure de montagne, monumentale et très lourde. Puis est apparue une nouvelle génération de chaussures légères, conçues par des précurseurs comme Jean-Claude Bibollet ou Patrick Vallencant. Genre grosses baskets ou super-Pataugas, elles tiennent le pied, le protègent efficacement, sont douces à porter comme des chaussures de jogging. A l'image de ces dernières, elles sont légères, et les picots de leurs semelles offrent au relief une remarquable.

La plupart des randonneurs, qui l'ont fait.

Finie aussi la traditionnelle marche prudente pour « faire » la randonnée, tout en évitant les ampoules. Bien sûr, elles s'usent plus vite que les bons vieux brodequins résistants, mais vu leur faible prix, on peut se permettre d'en changer. D'autant plus que, d'année en année, le matériel s'améliore.

Côté vêtements, les grandes nouveautés, ce sont les fibres synthétiques qui respirent. La transpiration, voilà la grande ennemie du randonneur ; d'abord elle est sale et surtout, après l'effort, elle donne chaud, elle se transforme en humidité glaciale. Avec les fibres polypropylène, les sous-vêtements tiennent non seulement très chaud, mais ils chassent, à l'extérieur, la transpiration. Portés sous une fourrure synthétique dite « polaire », qui, elle aussi, chasse la transpiration, ils permettent d'affronter des conditions de climat très rudes.

S'il pleut, on y ajoute un ensemble imperméable en Gore-tex, une fibre qui possède la propriété de laisser passer l'air, mais pas l'eau, donc la pluie. Ce qui élimine à la fois les problèmes de transpiration et de condensation. A noter que toutes ces fibres modernes sont ultra-légères et que, par conséquent, elles tiennent peu de place dans un sac à dos qu'elles n'alourdissent pas.

D. L. B.

L'Homo à pincettes

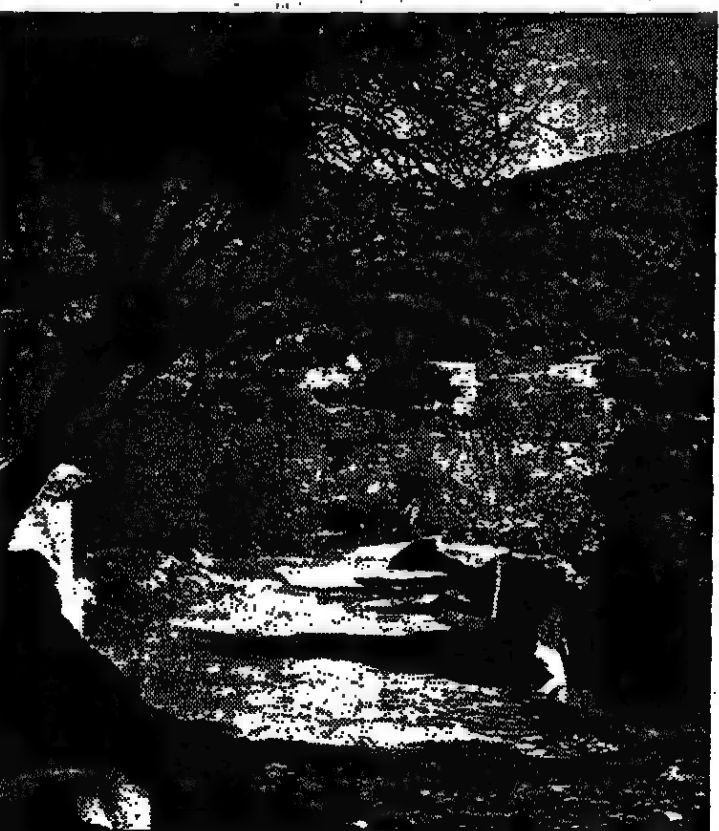
Un besoin de retrouver la nature.

RANDONNÉE. Le mot semble démodé et beaucoup rechignent même à l'employer. Pourtant, le fait est là : de plus en plus, on randonne. A vélo ou en canot, en ULM ou à cheval, ou, tout simplement, à pied. Et c'est en effet la randonnée pédestre, la plus simple des moyens de voyage, qui semble connaître le plus de succès.

Pour Daniel Popp, créateur de l'agence Terres d'aventure-le-voyage à pied, cet engouement s'explique d'abord par la démocratisation des voyages lointains. « Il y a quinze ans, explique-t-il, le monde restait à découvrir pour le grand public, et le voyage demeurait un privilège. Et puis, très vite, n'importe quel point du monde exotique s'est trouvé hyperfréquenté. Il fallait donc trouver de nouvelles approches pour redonner de l'intérêt à des coins devenus trop touristiques. A cet égard, la marche à pied constitue une façon incomparable de découvrir un pays. »

Parallèlement, les mentalités ont évolué. Après l'époque où l'on privilégiait les biens matériels, on redécouvre aujourd'hui d'autres valeurs. « Ainsi, dans notre clientèle, on observe à la fois un besoin de retrouver la nature, dans un univers largement urbanisé et un besoin de se prendre en charge. Deux motivations qui expliquent l'intérêt croissant pour la marche. »

Cet intérêt, d'ailleurs, a été encouragé par les nouveaux produits proposés aussi bien par des agences que par des associations. Ainsi, les randonnées à pied — les treks — au cours desquelles le sac



Découvrir un pays en marchant.

est transporté par un véhicule, un animal, voire des porteurs (dans les régions himalayennes) ont certainement contribué au succès du voyage à pied. Ne serait-ce qu'en lui enlevant le côté viril, pour ne pas dire machiste, auquel le milieu montagnard est très attaché.

« Il ne faudrait pas, cependant, relève Daniel Popp, au

s'avère que l'homme s'adapte mieux que les hommes aux difficultés du voyage.

N'importe quelle marche n'est pas la même. Si le besoin de retrouver la nature est général, il n'est pas le même pour tous. « C'est aussi parce qu'on ne marche plus y vivre. Ainsi l'éducation des futurs randonneurs est-elle à refaire à la base. Leur physique, jogging oblige, n'est habituellement correct, observe Daniel Popp : mais nos clients savent pas trop bien à quel niveau exact ils se trouvent. Souvent, aussi, ils manquent de connaissances plus élémentaires en matière de randonnée ou de vie en plein air. » De ce point de vue, l'information et la formation requises sont considérables.

Dans un monde où triomphe l'individualisme, le voyage à pied en groupe est-il un obstacle ? « Ce n'est pas parce qu'on randonne en groupe qu'on est les uns sur les autres. Un des plaisirs de la marche en groupe est de se répartir, au fil du chemin, selon les affinités. Et il y a aussi tous ces individualistes qui se retrouvent au bivouac. » Pour Daniel Popp, cela rappelle « la tribu qui se réunit autour du feu, ce moment magique où plusieurs personnes vibrent à l'unisson. Un feu qui crépite, ou un ciel étoilé... Alors les masques tombent et on se retrouve tous sur la même longueur d'onde. »

Nul doute qu'avec de tels chartes le voyage à pied a encore de beaux jours devant lui.

D.L.B.

CHARTER CHIC
NEW YORK
2500\$ AR
LOS ANGELES
4795\$ AR

SOUS LE CHARTER LES USA
HOTELS, MOTELS, VOITURES, MOTOR-HOMES, CIRCUITS, FORFAITS AERIENS, BUS, ECHANGE D'APPARTEMENTS...

COUNCIL
UN MUST VOYAGER AVEC LE SPECIALISTE
31, rue St-Augustin 75002 Paris
Tél. : 42.66.20.87
rue Remparts d'Alençon 75001 Paris
Tél. : 78.42.99.94

DUR LE
ANNÉE.



Cap sur la France

Séduire les touristes sportifs.

Un salon qui marche

EN 1986, ils avaient vingt mille à rendre visite au premier salon de randonnées de l'aventure sportive. Cette année, en attendant trente-cinq mille, un objectif ambitieux, mais à la hauteur d'une activité à laquelle s'adonneraient huit millions de Français. La France sera d'ailleurs en vedette, les cent cinquante exposants mettant davantage l'accent sur les escapades hexagonales que sur les évasions lointaines.

Mordus de la marche et adeptes des vacances actives y trouveront guides, cartes, itinéraires, stages et voyages inédits, sans oublier des expositions et des démonstrations de matériel, des projections de films et des débats.

Six « espaces » vivants traiteront, par thème, l'ensemble des activités de plein air, de loisirs et de nature : eau vive (raft, canoë, kayak, nage, flottage), randonnée nautique (des cours d'eau au grand large), plongée sous-marine, village de l'aventure (4 x 4, motos vagues, ULM, ailes Delta), espace montgolfière. Également un point rencontre permanent entre journalistes, aventuriers et visiteurs, avec, chaque jour, un thème différent : ceux vivants (vendredi 4 avril), la mer (le 5), la moyenne montagne (le 6), la haute montagne (le 7), les alps (le 8) et les sports mécaniques (le 9 avril).

Salon des randonnées et de l'aventure sportive. Du 4 au 9 avril. Hall 3 du Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. Tous les jours de 10 h à 20 h (nuiturne le samedi 8 avril jusqu'à 22 h). Tarifs d'entrée : 30 F, moins de dix-sept ans : 16 F et 23 F pour les groupes.

HUIT millions de Français déclarent qu'ils randonnent : encore faut-il nuancer ce chiffre car, parmi eux, seulement un million sont de véritables habitués de l'itinérance pédestre et trois millions ne sont qu'à la journée (1). Ils considèrent la randonnée comme une activité de plein air et la vitalité d'organismes, toujours plus nombreux, susceptibles de les développer. De plus, les instances touristiques s'y intéressent main-

tenant, des études ayant révélé les possibilités de découvrir les chemins de la France au travers de produits sportifs (2). Les Français, il est vrai, ont soit d'un mode de vie plus actif, d'authenticité, d'originalité et d'authenticité un réel besoin de sport. Beaucoup souhaitent, d'ailleurs, qu'elle soit quelque peu encadrée, accompagnée, afin d'éviter en une journée dans une nature qui leur est devenue peu familière.

Le sport pur et dur est-il révoqué ? Certes non, mais les citadins en mal d'activités aspirent à trouver, après l'effort, le confort d'un cadre dépayssant et enrichissant. Rien d'étonnant, donc, si les nouveaux touristes sportifs sont sensibles au chaleureux accueil des petits hôtels ruraux et aux gîtes sympathiques (et où la restauration est plus typique) après une journée de canot, de bicyclette, de cheval ou de marche. Pourquoi ne pas aller jusqu'à leur

faciliter le transport des bagages ?

En Allemagne, c'est presque une tradition, ce qui explique que l'on ait d'abord fait son chemin en Alsace, dans la vallée de la Bruche, par exemple.

Ainsi le nouvel été français est-il le lieu de suggestions dynamiques pouvant accueillir les sportifs à tous niveaux et même leur faire cumuler les activités. Au mois de mai, l'ANIT présentera de nombreuses possibilités en

France, démontrant ainsi que la randonnée équestre, pédestre, nautique... est accessible au plus grand nombre, qu'elle a commencé par de petites fugues en fin de semaine.

ANNICK MOURARET.

(1) Enquête SOFRES-EVA présentée par « Chemins de terre, chemins de fer ». Documentation française.
(2) « Espace rural, espace touristique », rapport sur le tourisme rural et les conditions de son développement. H. CHAMBERLAIN et A. RAMBAUD.

Jeu de pistes

Haute vallée de la Bruche (Bas-Rhin). - Dix-huit hôteliers-restaurateurs regroupés pour accueillir randonneurs et cyclistes. On retrouve les bagages à l'étape suivante. Cartes, itinéraires et menus gastronomiques. Dans la vallée de la Bruche et sur les pentes du Donon ou du Champ du Feu.

« Tourisme Avenir », BP n° 4, 67134 Bussendorf, Tél. 88-97-61-95.

Région de la Montagne Noire. Le 8 août 1786 était effectuée la « première » du Mont-Blanc. De nombreux randonneurs (à la journée, à la semaine) de toutes difficultés (même débutants) pour cet anniversaire à travers le prestigieux massif : sentiers et glaciers, gîtes et refuges, et possibilité d'escalader des sommets, dont le Mont-Blanc.

« Club alpin français », 9, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : 1/47-42-38-46.

Grand R. Quatre brochures de programmes variés pour la Bretagne (ABRI), le Massif central (Chambrin), les Alpes (grande traversée des Alpes) et les Pyrénées (randonnées pyrénéennes). Avec un sans transport de bagages, à pied, à vélo, à cheval ou sur l'eau.

« Grand R. », Maison de la randonnée, 16, rue des Feuillantes, 75006 Paris. Tél. : 47-42-38-46.

Passe-montagne Paris. Une fois choisi un itinéraire ou un voyage, on a une série de propositions. Passe-montagne (magazine de sport) assure l'inscription auprès des organisateurs, qui sont des professionnels de la montagne, du canot, de la randonnée pédestre ou équestre, du vélo.

« Passe-montagne Paris », 39, rue de Châteauneuf, 75011 Paris. Tél. : 48-97-17-46.

Méharde Armagnac. Donnée à dos de dromadaire, avec une dizaine de personnes dont quelques enfants. L'itinéraire est précédé, les bagages suivent. C'est un territoire gascogne, et la gastronomie n'est pas oubliée. Il en coûte 300 F par jour et par personne.

« Les atellages et villages d'Armagnac », domaine de Cassen, 47170 Méharde. Tél. : 52-75-41.

Randonnées nautiques en Alsace. Un domaine de rivières protégées, les rivières de la Moselle et de la Sarre : des randonnées y sont organisées, de juillet à septembre, dans un cadre assez exceptionnel. 800 F.

« Club d'Alsace de canot-kayak », 15, rue de Gendry, 67000 Strasbourg. Tél. : 88-35-27-28.

À cheval sur le littoral. Randonnées équestres organisées en Val-de-Corse et sur le littoral, entre Boulogne et Berck-sur-Mer, le partir de la « Encadrement et assistance technique assurée, hébergement en bivouac ou en grange. 250 F par jour, repas non compris.

« Maison de la région Nord - Pas-de-Calais », 18, bd Hausmann, 75009 Paris. Tél. : 47-78-39-61.

Puce d'eau en Charente. Créée avec une voile latine, la Puce d'eau peut accueillir cinq à six personnes. Elle permet de découvrir la Boutonne, rivière qui coule de Saint-Jean d'Angély à la Charente, puis de la Charente jusqu'à

Taillebourg. Vieilles pierres et baignades dans une région bien encadrée. 2.250 F avec le matériel de camping + 300 F de supplément moteur.

« Maison Puce-Charente », 4, rue de l'Opéra, 75001 Paris. Tél. : 42-66-81-88.

Verdon-orientation. Le cinquième raid international d'orientation Francital aura lieu à la Penitence (17-18-19 mai). A la fin d'une course d'orientation, une randonnée sportive, une course d'équipe (2 personnes) en deux étapes.

Avec bivouac et départ en masse (450 équipes en 1985) au Massif Lubéron.

« Ligue du Lubéron à la course d'orientation », 104, quai Pierre-Seize, 69005 Lyon. Tél. : 76-39-66-22.

Haute-route des Pyrénées. De l'Aneto au Montcalm, du 29 juin au 14 juillet, à allure moyenne, pour randonneurs expérimentés. Hébergement en cabanes, berges, refuges et bivouacs ! Des sommets faciles mais pentes souvent cancéigées.

« Club alpin français », 9, rue La Boétie, 75008 Paris. Tél. : 47-42-38-46.

Grande traversée des Vosges. Du Nord au Sud, du 2 juin au 27 septembre, une randonnée qui permet de découvrir successivement plus de 15 lacs, du ballon d'Alsace au village de Xonrupt, à travers les forêts, le long des crêtes. 1.250 F. Peut se faire en mini-traversée.

« Vosges Evénement, Alain Bosley, La Roche, 55400 Gérardmer. Tél. : 28-63-17-58.

Arèche méridionale. Prévoir un sac marin pour les bagages qui seront portés d'hôtel en hôtel ; le petit sac à dos ne contient que le pique-nique, le pail à l'appareil photo. 13-19/7 - 17-23/8. 1.660 F. Même formule au mont Loire et pour suivre les traces de Stevenson.

« Association Sylva - Vieux France, Roches, 43000 Langeac. Tél. : 65-49-58-28.

Dans le Gers. Un poney-Club, pour des enfants de 6 à 13 ans, encadrés par un moniteur qualifié et des animateurs diplômés. Chaque jour, 3 heures de poney et un autre sport. 7 jours : 1.540 F ; 12 jours : 2.100 F.

« Maison du Gers et de l'Armagnac », 16, boulevard Hausmann, 75009 Paris. Tél. : 47-78-39-61.

Initiation à l'ULM. En Limousin. Un club situé dans le pays de Saint-Pardoux. On y prépare aux épreuves théoriques et pratiques du brevet et de la licence, obligatoires pour piloter. Stage de 5 jours avec 10 heures de vol de 30 minutes. En complément, éducation et activités nautiques. 2.450 F. Comprenant cotisations, assurances, prêt des casque et combinaison.

« Le Moulin du Limousin », 18, boulevard Hausmann, 75009 Paris. Tél. : 47-78-32-63.

Mountain-Bike. Terrain idéal pour le vélo tout terrain, le Mont-Luzère est un pays riche d'histoire et de vestiges. Petits sacs pour bons mollets et grand air garanti. 1.105 F, du 15 juin au 15 septembre.

« UCPA », 62, rue de la Glacière, 75014 Paris Cedex 13. Tél. : 1/43-34-65-28.

Grand raid jurassien des 12-15 ans. Un grand raid sauvage sur les premiers contreforts du massif du Jura : 7 jours en randonnée équestre itinérante à moyenne montagne. Du 29 juin au 7 septembre : 1.950 F. Hébergement dans la tente ou en refuge. 32 heures de cheval. Réserve enfants déjà initiés à l'équitation.

« Comité du Tourisme de l'Alsace », 2, rue Galvani, 67000 Strasbourg. Tél. : 74/23-66-66.

Autrans, en étoile. Des randonnées pédestres, en matinée ou en journée, avec retour à l'hôtel, en compagnie d'un accompagnateur à moyenne montagne, afin de découvrir les aspects les plus originaux du parc du Vercors. Visite des sites touristiques : gorges de la Bourne, grottes du Choranche, Grands Goulets... Une semaine en chambre double : 2.130 F.

« Maison Alpes-Dauphiné », 3, place André-Malmont, 38100 Grenoble. Tél. : 43-96-88-43.

Alles volantes au Menez-Hom. Stages dans la presqu'île de Crozon : maîtrise du décollage, de l'atterrissage et ligne de vol sur des dénivelés. 1.100 F pour 5 jours, matériel fourni.

« Bretagne vol libre, Romain Corbel, 218, rue de la République, 29200 Brest. Tél. : 98-41-66-16.

PHILATÉLIE n° 1942

La Principauté d'Andorre. - Émission de nouvelles valeurs pour la série d'usage du type « premier écu d'Andorre ». Vente générale le 21 avril (2-3/86).

4,60 F, orange, brun ; 15,00 F, vert clair, vert foncé, Format 36 x 22 mm. F. 25. Maquette et gravure de Cécile Guillaume. Taille-douce, Pénigieux.

Mise en vente anticipée le : 19 avril, au bureau de poste d'Andorre-la-Vieille. « P.J. ».

Calendrier des manifestations

© 93420 Villégis, 3 en 8/III°.

© 93200 Valenciennes (150), 5/III°.

© 64100 Bayonne, head, 9/III°.

© 93420 Villégis, 14 en 18/III°.

© 69260 Chambourcy, 21-22/III°.

« Voir « Brevets temporaires », le Miroir du 9 mars et du 6 juillet 1985.

© RETRAIT de cinq timbres pour le 11 avril : « Europe 85 », 2,10 F, Adam de la Hall et 3,10 F, Darius Milhaud ; 2,10 + 0,50 F, Journée du Timbre 85 ; 2,50 F, Sauvetage du Lac Léman ; 5,00 F, Nicolas de Staël « Nature morte » en chaudière.

Année internationale de la paix. - Défense des droits de l'homme, dialogue et effigie de Victor Hugo. Deux bases essentielles pour la diffusion humaine, droits et la paix. Que de conventions et de conventions furent adoptées de par le monde ! Mais quand deviendra-t-il, ce beau rêve, la réalité ? Vente générale le 28 avril (21/86).

2,50 F noir, vert clair.

Format 22 x 36 mm, F. 50. Dessin et gravure de Pierre Béquet. Taille-douce, Pénigieux.

Mise en vente anticipée le : 26 et 27 avril, de 9 h à 18 h, par le bureau temporaire ouvert à la Maison de la culture, 4, rue Saint-Jean-du-Pérot à La Rochelle (Charente-Maritime). Obliq. « P.J. ».

26 avril, de 8 h à 12 h, au bureau RP de La Rochelle. Note aux lettres pour « P.J. ».

© CONGO : « Journée nationale de l'arbre », 50 F et 200 F CFA. Offset, Cartier, maquettes locales.

ADALBERT VITALYOS.

VOLCANS
VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE

Stromboli, Merapi, Krakatoa, Hekla, Piton de la Fournaise... Le prodigieux spectacle des volcans est accessible aux amateurs. En toute sécurité : voyages dirigés par des scientifiques du Groupe d'Etude des Volcans Actifs.

Voyages de 8 à 22 jours, de 2.500 à 17.000 F.

CHEZ SELECTOUR
RESERVEZ VITE

KUONI
Circuit FLORIDE
10 jours : 10.900 F

en L.P. au départ de Paris le 3/5/88.

Renseignements chez votre Agence Selectour Voyages
Liste des Agences
311, rue de la République, 75009 Paris
Tél. : 42-46-91-03

CHEZ SELECTOUR
RESERVEZ MIEUX

chèque annulation

Chez Selectour les plus grandes marques de voyages vous attendent : réservez vite. Et surtout réservez mieux grâce au chèque-annulation : si vous devez abandonner vos projets de voyage plus de 30 jours avant la date de départ prévue, Selectour vous rembourse les frais d'annulation et de dossier. Alors, venez choisir vos vacances en toute sécurité.

selectour
AGENCES VOYAGES
200 ADRESSES POUR VOS VACANCES

AVENTURES...
12 aventures inoubliables.

A pied, à cheval, en 4 roues... Des escapades sensationnelles au rythme du monde.

NOMADE
50 agences sur Paris - 75011 Paris
Tél. : 43-24-75-80/12-20-16

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTOMNE
UNIVERSITÉ DE VIEY
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS

Stages de 7 jours du 20 septembre 1988
- Cours pour débutants et niveaux intermédiaires
- Location de logement
- Carte de séjour - 10 semaines 15 ans
DROIT D'INSCRIPTION ET DE COTISATION
POUR 4 SEMAINES AS 2.000 (max. 1.140 F)
POUR 6 SEMAINES 3.000 (max. 1.740 F)
POUR 8 SEMAINES 4.000 (max. 2.340 F)
POUR 10 SEMAINES 5.000 (max. 2.940 F)
POUR 12 SEMAINES 6.000 (max. 3.540 F)
POUR 14 SEMAINES 7.000 (max. 4.140 F)
POUR 16 SEMAINES 8.000 (max. 4.740 F)
POUR 18 SEMAINES 9.000 (max. 5.340 F)
POUR 20 SEMAINES 10.000 (max. 5.940 F)
POUR 22 SEMAINES 11.000 (max. 6.540 F)
POUR 24 SEMAINES 12.000 (max. 7.140 F)
POUR 26 SEMAINES 13.000 (max. 7.740 F)
POUR 28 SEMAINES 14.000 (max. 8.340 F)
POUR 30 SEMAINES 15.000 (max. 8.940 F)
POUR 32 SEMAINES 16.000 (max. 9.540 F)
POUR 34 SEMAINES 17.000 (max. 10.140 F)
POUR 36 SEMAINES 18.000 (max. 10.740 F)
POUR 38 SEMAINES 19.000 (max. 11.340 F)
POUR 40 SEMAINES 20.000 (max. 11.940 F)
POUR 42 SEMAINES 21.000 (max. 12.540 F)
POUR 44 SEMAINES 22.000 (max. 13.140 F)
POUR 46 SEMAINES 23.000 (max. 13.740 F)
POUR 48 SEMAINES 24.000 (max. 14.340 F)
POUR 50 SEMAINES 25.000 (max. 14.940 F)
POUR 52 SEMAINES 26.000 (max. 15.540 F)
POUR 54 SEMAINES 27.000 (max. 16.140 F)
POUR 56 SEMAINES 28.000 (max. 16.740 F)
POUR 58 SEMAINES 29.000 (max. 17.340 F)
POUR 60 SEMAINES 30.000 (max. 17.940 F)
POUR 62 SEMAINES 31.000 (max. 18.540 F)
POUR 64 SEMAINES 32.000 (max. 19.140 F)
POUR 66 SEMAINES 33.000 (max. 19.740 F)
POUR 68 SEMAINES 34.000 (max. 20.340 F)
POUR 70 SEMAINES 35.000 (max. 20.940 F)
POUR 72 SEMAINES 36.000 (max. 21.540 F)
POUR 74 SEMAINES 37.000 (max. 22.140 F)
POUR 76 SEMAINES 38.000 (max. 22.740 F)
POUR 78 SEMAINES 39.000 (max. 23.340 F)
POUR 80 SEMAINES 40.000 (max. 23.940 F)
POUR 82 SEMAINES 41.000 (max. 24.540 F)
POUR 84 SEMAINES 42.000 (max. 25.140 F)
POUR 86 SEMAINES 43.000 (max. 25.740 F)
POUR 88 SEMAINES 44.000 (max. 26.340 F)
POUR 90 SEMAINES 45.000 (max. 26.940 F)
POUR 92 SEMAINES 46.000 (max. 27.540 F)
POUR 94 SEMAINES 47.000 (max. 28.140 F)
POUR 96 SEMAINES 48.000 (max. 28.740 F)
POUR 98 SEMAINES 49.000 (max. 29.340 F)
POUR 100 SEMAINES 50.000 (max. 29.940 F)

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les achats. Tout ce qu'il faut savoir pour enrichir votre collection philatélique.

MERCEDES, CENT ANS D'AUTOMOBILE ET DE TIMBRES • LES CARNETS EN FRANCE

En vente chez votre marchand de journaux

Tapez. Fume.
FUNITEL

fjords d'islande
avec votre voiture
cartes "Norrona"
de la région
Danemark
Norvège

Vous pourriez ■ Des Français ont essayé, Antenne 2 ■ filmé. Quelle aventure...

● **Sérén** : Touche pas à mon poste, les
lundi 4, 14 et 21 avril. A2, vers 22 h.

Cathy Belhassen, elle, a tout consigné pendant un mois. Un carnet de bord qu'elle lit toute droite, tendue, à la gauche de son mari. En jetant un coup d'œil de temps à autre sur lui. Des notes simples. « Dimanche 2. Ma mère a écrit au papa ; depuis le temps qu'il en parlait, il n'a jamais pu porce qu'il veillait avec Cardozo. Vendredi 7. « L'accadémie des neuf » me rassure. Ce soir, après dîner, les enfants sont allés

■ VOIR
■ GRAND FILM

Au Mexique, un hors-la-loi qui défend les peones opprimés se met au service de la révolution. Un journaliste américain qu'il a fait prisonnier devient son historien personnel. Un **■■■■■** Ben **■■■■■** l'auteur de Scarface mêle les événements des années 1910-1925 à la fiction dramatique. **■■■■■** Hawks prit une **■■■■■** part à la création de ce film terminé et signé par **■■■■■** Conway. Composition célèbre de Wallace Beery.

5 april

* **RTL, 20 h, Série :** Les deux font la paire ; 21 h, A vous de choisir : *Je tiens, tu me tiens* (film de J. Barbigli), *film de J. Yanne, ou : Fais gaffe à la gelée*, film de P. Boujean ; 22 h 45, Variétés : Bles nuit.
 * **TMC, 20 h, Knight Rider :** 21 h, L'angle et la vautour (2^e partie) ; 22 h 45, Monte-Carlo Zoom ; 23 h 5, Sky Trax.
 * **RTL, 20 h, Le Jardin extraordinaire :** 20 h 35, *Un amour de coquille*, film de R. Stevenson ; 22 h, Jeu : Le mot de la fin.
 * **TSR, 20 h, Feuilleté :** Maguy ; 20 h 40, Colombo ; 22 h 50, Sports ; 23 h 45, Film de minuit : *Tu seras un homme, mon fils*, de G. Sidney.

PÉRIPHÉRIE

Mercer
4400

 $\sqrt{}$

Mardi
8 avril

TÉLÉVISION

LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 5 AVRIL 1988 - Page 17

Mercredi
9 avril

Jeudi
10 avril

Vendredi
11 avril

TÉLÉVISION
FRANÇAISE
1


ANTENNE
2

FRANCE
RÉGIONS
3

LA
5

PÉRIPHÉRIE

10.15 Antiope 1 : 40-45 Salut les petits loups : Sport Billy ; Tout deux Dinky ; Apik le barbare. 11.45 La Une chez vous : 12.00 Tournez... manège.
13.00 Journal : 13.50 Vitamine ; Les petits crans de Louis, Les minipous, Vialoum ; deuxième festival de la chanson pour enfants... ; 16.00 Série : Les nouvelles aventures de Vioque, (rediff.). 17.00 La chanson aux chansons ; 17.25 Série : Le Mutant ; 18.25 Mini-journal, pour les jeunes ; 18.40 Série : La vie des Botes (et à 19 h 10). 18.45 Feuilleton : Santa Barbara ; 19.30 Loto sportif ; 19.40 Cocoricocoboy ; 19.50 Tirage du Tootot.
Journal : 20.30 Tirage du Loto.
20.35 Série : l'Ami Maupassant.
Six émissions proposées par C. Santelli.
La grande spécialiste de Maupassant a adapté six contes et nouvelles, six histoires cruelles où l'enfant est au centre, le lieu géographique de l'œuvre. Enjeu du bonheur ou du malheur. Une série magnifique, comme les ciels, les forêts et les regards filmés, les haïnes étouffées, les amours inavouées. Quand le monde de Maupassant est revivifié par Santelli, il ne faut pas le manquer.
21.45 Document : La maison de Nantarra. N° 1 : Un lieu pour rester ou pour mourir ? réal. R. Martin.
Une incursion parmi les quelques 1700 « hébergés » d'un refuge abritant tous ceux dont Paris ne veut plus. Un documentaire d'une rare qualité pour éviter les polémiques. La maison de Nantarra s'est, en effet, beaucoup améliorée depuis.
22.45 Performances.
Magazine culturel de Michel Cardon.
Invité : Franco Maria Ricci, éditeur d'art. Au sommaire : les bains de minuit.
23.30 C'est à lire.


11.15 Antiope 1 : 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... manège.
13.00 Journal : 13.50 Série : Dallas (rediff.). 14.35 Les animaux du monde : des eaux douces, l'écrin ; 15.05 A votre service. 15.25 Quarté, en direct d'Évy. 15.35 A cœur ou à raison : Gilles Vigonnet à Paris. 17.00 La chanson aux chansons ; 17.25 Série : La Vie des Botes ; 18.25 Mini-journal, pour les jeunes. 18.40 La vie des Botes (et à 19 h 10). 18.45 Feuilleton : Santa Barbara. 19.40 Cocoricocoboy.
20.00 Journal.
20.35 L'enjeu.

Magazine économique et social de F. de Clotet, M. de La... et A. Weiller.
Au sommaire : L'homme... mois, Michel Baroin ; comment dit-on... ? Chercheurs, le nez dehors (des scientifiques créent des entreprises) ; Faut-il avoir peur de l'Espagne ? Mortu illégitime.
21.45 Feuilleton : l'Australienne.
d'après N. Cato, réal. G. Miller. Avec S. Thornton, J. Waters, D. Craig.
Quatrième épisode : le mariage est célébré sur l'eau. Philadelphie, ensuite, accompagné de Brenton dans un long et difficile voyage. Une très belle série qui se joue à la fin du dix-neuvième siècle en Australie. Pour les amateurs de passions, de bohème et d'exotisme.
22.50 Journal.
23.05 Prix vidéo Jean d'Aray.
« Saison » de T. Subito et P. Van de Walle ; « Le Plan français », J. Lator ; « La Règle du jeu », réalisé par une équipe de détenus de la prison de Fresnes.
23.35 C'est à lire.

10.55 Le chemin des écoliers, émission du CNDP. 11.45 La Une chez vous ; 12.00 Tournez... manège.
13.00 Journal : 13.50 Série : Dallas (rediff.). 14.35 Temps libre au jazz (et à 16 h 25) ; 16.00 Série : Au nom de la loi (rediff.). 17.00 La chanson aux chansons ; 17.25 Série : La famille Bousardel ; 18.25 Mini-journal, pour les jeunes ; 18.40 La vie des Botes (et à 19 h 10). 18.45 Feuilleton : Santa Barbara ; 19.40 Cocoricocoboy.
20.00 Journal.
Variétés : Ambitions.

Émission présentée par R. Tapie.
La première émission a beaucoup fait parler d'elle : huit mille dossiers déposés avant qu'elle ne commence ! Tapie, le Zorro des entreprises, a obtenu... d'écouter avec son jeu. Principe : un candidat présente un projet d'entreprise. Il est confronté à des banquiers, des publicitaires, des juristes, des financiers. En direct du Palais des Sports de Toulouse. Participent à l'émission : R. Tapie, rédacteur en chef de Libération ; Pierre Bernet, PDG d'Europe 1, R. Sardo...
21.45 Multifoot.
23.30 Journal.
23.45 Télé... sans frontières.
Spécial Kazan, concert enregistré en Angola.

8.45 Télématin : 9.00 Récit A2 (Held ; Lator et Lator) ; Mafalda ; Tchaï et Gode ; Mafalda ; les Schtroumpfs ; le monde selon Georges... ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : l'Académie des neuf.
12.45 Journal : 13.30 Feuilleton : Catherine ; 14.00 Téléfilm : les Trompe-la-mort, de M. Cove ; 15.35 Récit A2 (les Schtroumpfs ; les Poupées ; Tom Sawyer...) ; 17.00 Magazine : Terre des bêtes (Sauvons nos derniers ours) ; 17.30 Superpétrole ; Bill Dossime, Carmel, Diane Tell ; 18.00 Série : Capitot ; 18.30 C'est la vie ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.15 Émissions régionales ; 19.30 Le petit Boulevard illustré.
20.00 Journal.
20.35 Le Grand échiquier de J. Chancel (en simultané sur France-Musique).

Au cœur de l'orchestre : les musiciens de l'Orchestre National de France, dirigés ce soir par deux chefs : Selyon Bychkov et Chung Myung-whan, et la participation de : Jean-Pierre Rampal (flûte), Lella Cuberli (soprano), Victor Tretiakov (violin), Michel... (violin), Gavrilov (piano).
23.30 Journal.

8.45 Télématin : 9.00 Antiope ; 10.00 Les... d'Antenne 2 ; 10.15 Téléfilm : L'extravagant Rudolf II, empereur d'Allemagne ; 11.00 Histoire courtes ; 11.35 La télévision des téléspéculateurs ; 12.00 Journal et météo ; 12.10 Jeu : l'Académie des neuf.
12.45 Journal : 13.30 Feuilleton : ... 14.00 Aujourd'hui la vie (Ailleurs : la Lepoie). 15.00 Série : Les brigades du ... 15.55 C'est encore mieux l'après-midi. 17.35 Récit A2 (Téléchat ; Image imagine ; Max...). 18.05 Série : Capitot. 18.30 ... 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Émissions régionales. 19.40 Expression directe : CTC ; 20.00 Journal. 20.30 D'accord, pas d'accord (INC).
20.35 Cinéma : le Roi des cons. Film de Claude Confortes.
22.15 Le magazine.
Préparé par J.L. Saporta, présenté par M. Honoris.

Une enquête sur le GAC (ce Groupe antiterroriste de libération qui exécute des réfugiés espagnols ou des Basques français) ; Le camp des Mille (c'est ici que 2 000 juifs ou intellectuels qui avaient fui l'Allemagne nazie ont été livrés pour être envoyés à Auschwitz) ; Vos papiers s'il vous plaît (un Britannique de soixante-dix ans a découvert le moyen de meubler gratuitement les écoles en Afrique, avec des chaises en carton) ; Êtes-vous homo ou hétéro ?
23.30 Journal.

8.45 Télématin : 9.00 Antiope ; 10.00 Les... d'Antenne 2 ; 10.15 Reprise : Le magazine (du 10 avril) ; 11.20 ... (ceux d'en bas) ; 11.35 Reprise : Terre des bêtes ; 12.00 Journal et météo ; 12.05 Jeu : l'Académie des neuf.
12.45 Journal : 13.30 Feuilleton : ... 14.00 Aujourd'hui la vie (« En forme », ... Kiehl). 15.00 Série : les Brigades du tigre ; 15.50 C'est encore mieux l'après-midi ; 17.35 ... (Téléchat ; Superdix ; Lator et Lator) ; 18.05 Série : Capitot ; 18.30 C'est la vie ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.15 Émissions régionales ; 19.40 Le petit Boulevard illustré.
20.00 Journal et Loto sportif.
20.35 Feuilleton : Espionne et tale-toi. De L. Lignères et C. Watton, réal. C. Boissol. Avec G. de Capitani, C. Demer, S. Grimaldi...
Désireux de déstabiliser les services secrets d'Afrique du Sud, Honnicus fait courir le bruit qu'il a été limogé. Une série drôle, légère comme du champagne, aux côtés oubliés.
21.35 Apostrophes.
Magazine littéraire de R. Pivo.
Sur le thème : les livres du mois, sont invités : Alphonse... (la Fermeture : 13 avril 1946, la fin des maisons closes), Alberto... (L'homme qui regarde), D... Girard (Cher David), Gilles... (pour : « Tête de Turc », de Gunter Wallraff).
22.45 Journal.
22.55 Ciné-club : Viva Villa.
Film de Jack Conway et Howard Hawks (cycle : ... à la MGM).

14.55 En direct de l'Assemblée nationale.
Quand on au gouvernement.
Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17 h 05, où l'on verra sur tout le réseau : Zorro ; 17.30 Edgar le détective cambrioleur ; 18.55 Croq'volet ; 19 h 35 Feuilleton : L'homme au képi noir.
19.55 Dessin animé : les Entrecroquets ; 20.05 Les Jeux.
20.35 Cinéma : Mado.
Film de Claude Sautet.
20.55 Journal.
21.05 François Mauriac : Bloc-notes 1959-1969
De Gaulle au pouvoir, face au drame algérien.
21.15 Série : Voyage de Consuegra en Cornouaille. Réal. H. Peris (2 parties).
Chevauchée à travers la France, par petites étapes, de la Cornouaille à l'Alsace, une aventure qui a duré pour l'éleveur Robin Hambury Tesson et sa femme deux mois et demi.
23.45 ... à la nuit.
« Mélodies brésiliennes », de Villa-Lobos.

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17 h 05, où l'on verra sur tout le réseau : Thalassa (rediff.) ; 17.30 Edgar, le détective cambrioleur ; 18 h 55, Croq'volet ; 19 h 35, L'homme au képi noir.
19.55 Dessin animé : les Entrecroquets.
20.05 Les Jeux.
20.35 Cinéma : Mado.
Film de Claude Sautet.
20.55 Journal.
21.05 François Mauriac : Bloc-notes 1959-1969
De Gaulle au pouvoir, face au drame algérien.
21.15 Série : Voyage de Consuegra en Cornouaille. Réal. H. Peris (2 parties).
Chevauchée à travers la France, par petites étapes, de la Cornouaille à l'Alsace, une aventure qui a duré pour l'éleveur Robin Hambury Tesson et sa femme deux mois et demi.
23.45 ... à la nuit.
« Mélodies brésiliennes », de Villa-Lobos.

17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17.05, où l'on verra sur tout le réseau La télématique au quotidien ; 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur ; 18 h 55, Croq'volet ; 19.35 Feuilleton : L'homme au képi noir.
19.55 Dessin animé : les Entrecroquets ; 20.05 Les Jeux.
20.30 D'accord, pas d'accord (INC).
20.35 Série : ... et ses fics.
Réal. R. Bernard. Avec F. Dornier, E. Collin...
Un évêque intégriste et un industriel de l'aéronautique coproduisent un film destiné à favoriser une vente d'armes entre Paris et ... Mais des manifestations surnaturelles se produisent durant le tournage.
21.35 Vendredi : Soirée de ménage en Californie.
Magazine d'André Campaux.
Le magazine diffuse ce soir un document réalisé par J. et H. Ganz pour « Channel Four » : cinq couples américains ont accepté leurs disputes... filmées.
22.40 Journal.
23.00 Espace francophone.
Le magazine d'expression française de D. Gallet.
La Polynésie française (cinquième et dernière émission d'une série consacrée à la francophonie dans le Pacifique). Aujourd'hui la francophonie (tour du monde des divers pays qui composent le monde francophone).
23.50 ... à la nuit.
« Rondo op. 73 », de Chopin, par M. Magnin et H. Gornieb, piano.

7.30 à 19.30, rediff. des émissions de la veille (7.30 C'est beau la vie ; 8.30 Artistes et modèles ; 10.30 Jonathan ; 11.30 C'est beau la vie ; 12 h 30, Artistes et modèles ; 14 h 30, ... ; 16 h 30, Artistes et modèles ; 18 h 30, Jonathan).
19.30 ... beau la vie ; 20.30 Feuilleton : Flamingo Road ; 21.30 ... policier ; 22.30 ... ; 23.30 ... de Flamingo Road ; 0.30 ... ; 1.30 Big Band ; 2.30 C'est beau la vie.

7.30 à 19.30, rediff. des émissions de la veille (7.30 C'est beau la vie ; 8.30 Flamingo Road ; 9.30, l'inspecteur Derrick ; 10.30, Big Bang ; 11.30, C'est beau la vie ; 12 h 30, Flamingo Road ; 13 h 30, l'inspecteur Derrick ; 14 h 30, Big Bang ; 15 h 30, C'est beau la vie ; 16 h 30, Flamingo Road ; 17 h 30, l'inspecteur Derrick ; 18 h 30, Big Bang).
19.30 ... C'est beau la vie ; 20 h 30, Pentathlon, jeu et va... ; 22 h 30, Mode etc. Magazine sur la mode.
23.30 ... de Pentathlon ; à 0 h 30, Mode etc. ; à 1 h 30, C'est beau la vie.

7.30 à 19.30, rediff. des émissions de la veille (7.30 C'est beau la vie ; 8.30, Pentathlon ; 10.30, Mode etc. ; 11.30, C'est beau la vie ; 12.30, Pentathlon ; 13.30, Mode etc. ; 15.30, C'est beau la vie ; 16.30, Pentathlon ; 17.30, Mode etc. ; 18.30, C'est beau la vie ; 19.30, C'est beau la vie ; 20.30, Feuilleton : Flamingo Road ; 21.30, Arabesque, série de suspense ; 22.30, Grand Prix, magazine auto-moto.
23.30, Rediff. de Flamingo Road ; à 0.30, de Arabesque ; à 1.30, de Grand prix ; à 2.30, de C'est beau la vie.

● RTL, 20 h, Les routes du paradis ; 21 h, les Aventuriers de « Lucky Lady », film de S. Douan.
● TMC, 20 h, Série : Falcon Crest ; 21 h, California bid, film de R. Heffron ; 22 h 25, Sky Trax.
● KTB, 20 h, Magazine économique : Bizzness, Bizzness (la fiscalité) ; 21 h, Série : Mission casse-cou ; 21 h 45, Coup de film.
● KTB - TÉLÉ 2, 20 h, Caméra sports.
● TSR, 20 h 10, la Star et la Milliardaire, film de D. Lowell Rich ; 21 h 5 : Réolait Yvette Thérèse.

● RTL, 20 h, Série : Dallas ; 21 h, le Sauvage, film de J.-P. Rappennan.
● TMC, 20 h, Cinéma : 20 h 25, Feuilleton : Mox le Moxine ; 21 h, l'inspecteur ne renonce jamais, film de J. Fargo.
● KTB, 20 h, Autant savoir : tout savoir, tout savoir ; 20 h 25, Au nom de tous les miens, film de R. Barico ; 22 h 35, Cinéma.
● KTB - TÉLÉ 2, 20 h, Série : Japon : le rêve et l'histoire ; 20 h 55, Amélie du ballet : Tango.
● TSR, 20 h 10, Temps présent : Sois célèbre, mon enfant ; 21 h 20, Série : Dynastie ; 22 h 25, Terence Davies Trilogy, film de T. Davies.

● RTL, 20 h, Série : Falcon Crest ; 21 h, l'Ami Maupassant ; 22 h 5, l'Homme à l'œil de verre, film de A. Volter.
● TMC, 20 h, Série : le Renard ; 21 h, L'aigle et le vautour (3e partie) ; 22 h 50, Sky Trax.
● KTB, 20 h, Feuilleton : Jura Eyre ; 21 h, Grand écran : Buffet froid, film de B. Blier.
● KTB - TÉLÉ 2, 20 h, Les établissements scientifiques nationaux : l'Institut royal du patrimoine artistique ; 21 h, Arts magazine ; 21 h 30, Théâtre de la place : la Cité radieuse.
● TSR, 20 h 15, Tell quel ; 20 h 45, Chaine du bonheur (et à 22 h 55, 23 h 45 et 0 h 15) ; 20 h 50, les 400 Rugissants, film de C. de Chalange ; 23 h, Jessa Curry (foudroyé de cloches) ; 23 h 50, Hazy Lewis and the...



Cent ans pour une réhabilitation

Plus d'un siècle. C'est le temps qu'il a fallu aux États-Unis pour reconnaître une monstrueuse erreur judiciaire commise à l'encontre d'un de leurs citoyens, le docteur Samuel Mudd, injustement condamné pour complicité dans l'assassinat d'Abraham Lincoln. Une réhabilitation que, par la génération en génération, les descendants du docteur Mudd ont, en vain, réclamée aux différents présidents qui se sont succédé à la tête du pays. C'est finalement Jimmy Carter, l'un des hôtes de la Maison Blanche les plus attachés à la défense des droits de l'homme, qui a eu le courage de reprendre le dossier et qui, à la fin des années 70, a officiellement levé de tout soupçon le nom de l'innocent docteur Mudd.

La tragédie humaine de ce médecin de campagne est relatée dans *Crime judiciaire*, un téléfilm américain de plus de deux heures. Paul Wendkos, qui le signe, l'a conçu après une enquête minutieuse et en a tiré une œuvre dont les qualités historiques lui ont valu de voir son œuvre recommandée par l'Association américaine pour l'éducation.

Tout commence à l'été du 18 avril 1865 - les États-Unis sortent à peine de la guerre de Sécession - lorsque le docteur Samuel Mudd (interprété par le rôle avec sensibilité et sobriété) est révéillé par deux hommes dont l'un est blessé à la

jambe. N'écoulant que des paroles, il le soigne et l'héberge pour quelques heures. Il ignore, alors, qu'il s'agit de l'assassin John Wilkes Booth, qui vient d'assassiner Abraham Lincoln au cours d'une visite officielle. La mort de Booth, rattrapé et abattu au cours de sa fuite, ne suffit pas au pouvoir de l'époque. Il lui faut des complices pour satisfaire la population. Samuel Mudd est le bouc émissaire idéal à leurs yeux.

Jugé par un tribunal militaire, contrairement aux lois en vigueur, et condamné, sur de faux témoignages, aux travaux forcés à perpétuité, Samuel Mudd passera près de quatre ans dans l'enfer du bagne de l'île des Tortues, le fort Jefferson, avant d'obtenir la grâce du président en exercice de l'époque, Andrew Johnson.

Le téléfilm américain, qui se termine sur une scène d'un grand effet, son évocation.

Crime judiciaire aura pu sombrer dans le mélodrame. Paul Wendkos a su éviter ce piège. On lui pardonne d'autant plus facilement quelques facilités de mise en scène pendant les séquences ayant trait à la vie des bagnards.

ANITA RIND.

Sélection

DOCUMENTAIRE, FICTION

Sur les chemins de l'aventure : Pierre-Dominique Gatteseau. *Travels* d'une série ressemblant à *Les aventuriers* de Gatteseau. Le 5 à 17 heures. Gentlemen des antipodes. L'Australie à la fin du siècle dernier, le fils d'un officier britannique vient y tenter sa chance. Le 7 à 17 h 55, le 8 à 10 h 35, le 10 à 11 h 20.

SPORTS, VARIÉTÉS

Les Marius. Les champions du rire élus par les lecteurs de la presse régionale. Le 9 à 20 h 30. Basket américain. Le 6 à 10 h 15, le 11 à 23 h 25. Les KO de Canal Plus. Le 7 à 22 h 25. Football. Le 11 à 20 h 15. Championnat de France de football en différé. PSG-Monaco. Le 11 à 22 h 47.

Les films

THE DEVIL IN MISS JONES N° 2. - Film américain de Henri Hathaway (1984). Le 5 à 0 h, le 7 à 0 h 55, le 11 à 12 h 5 h 20.

Suite croustillante d'un « classique » américain du porno. Le diable, épie de Miss Jones, lui donne le corps d'un homme !

BESOIN D'AMOUR. - Film américain de Jerzy Skolimowski (1983). Le 8 à 17 h 55, le 9 à 19 h 35, le 10 à 23 h 50.

Le malentendu d'un père, veuf, à l'égard de son fils aîné (onze ans). Un désastreux « remake » de *l'Incompréhension* de Comanchi.

HANNETT. - Film américain de Wim Wenders (1982). Le 6 à 20 h 30, le 9 à 0 h, le 11 à 12 h 2 h 55.

1928. Un détective privé, auteur de romans policiers, reprend du service. Réflexion sur l'imaginaire et la création. Beauté plastique et rétro.

TRAIN D'ENFER. - Film français de Roger Hanin (1984). Le 8 à 22 h 35, le 10 à 8 h 45.

Drame social et humanitaire contre le racisme (à l'égard des Arabes) en région parisienne. Le commissaire Hanin a le beau rôle.

Mr PATMAN. - Film canadien de John Guillermin (1980). Le 11 à 22 h 10, le 11 à 0 h 35.

Problèmes et nuit d'un infirmier au sein d'un hôpital psychiatrique de Vancouver. Composition de James Coburn.

LA NUIT DE SAN LORENZO. - Film italien de Paolo Vittorio Taviani (1981). Le 10 à 20 h 35.

En août 1944, l'exode des habitants d'un village de Toscane devant le terror allemand. Une superbe évocation du passé, un chant d'espoir et de liberté.

LES NUITS DE LUCRECE BORGIA. - Film franco-italien de Giulio Gianini (1989). Le 11 à 21 h.

Un héros sympathique contre la tyrannie des Borgias. Ringard et les suppléments précédents.

LES REPRISES. Pour les films suivants, lire nos commentaires parus dans les suppléments précédents.

LE COULISSE DE LA MORT. - Film américain de G. T. (1978). Le 5 à 8 h 45, le 6 à 23 h 40.

SUBWAY. - Film français de L. Besson (1985). Le 5 à 10 h 10, le 8 à 9 h, le 10 à 15 h 35.

LA NUIT PORTE JARRETTES. - Film français de V. (1984). Le 5 à 1 h 15, le 8 à 11 h 45, le 9 à 10 h 30.

LE MASQUE DU DÉMON. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

L'HOMME DE LA TOUR. - Film franco-américain de B. Meredith (1948). Le 11 à 15 h 40.

LA VIE DE CHATEAU. - Film de J.-P. Rappeneau (1985). Le 5 à 22 h 10, le 8 à 1 h 40, le 11 à 10 h 5.

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL. - Film américain de M. (1971). Le 5 à 9 h 55.

SAC DE NEUDS. - Film français de J. Belasco (1984). Le 7 à 16 h 20.

SIGNÉ CHARLOTTE. - Film français de C. Huppert (1984). Le 11 à 20 h 35, le 11 à 14 h, le 11 à 8 h 10.

CINÉMA

CHUTE DE LA FRÉQUENTATION DES SALLES

Une mauvaise année pour le cinéma français

Le Centre national de la cinématographie (CNC) vient de publier les chiffres définitifs de la fréquentation des salles de cinéma pour l'année 1985. Comme on s'y attendait, les résultats ne sont guère brillants : avec 172 millions de spectateurs, la fréquentation est en baisse de 8,31 % par rapport à 1984. Pour la première fois, la hausse du prix des places ne compense pas cette régression, et les recettes (3,8 milliards de

francs) sont en chute de 2,8 %. Sur les premiers mois de cette année, la tendance ne semble pas : après un mois de janvier où les spectateurs se sont pressés dans les salles, février et mars ont été à nouveau mauvais.

La dégradation est particulièrement sensible pour les films français, qui perdent plus de 17 % de spectateurs et 12 % de recettes sur

l'année. La plupart des gros espoirs commerciaux (*On ne meurt que deux fois*, *les Rois du gag*, *revenir*, *Liberté, égalité, choucroute*) ont fait des carrières très décevantes. Le fantastique succès de *Trois hommes et un couffin* - qui frôle les deux millions de spectateurs - n'a pas réussi à compenser ces échecs.

Outre cette absence de films porteurs, la plupart des observateurs mettent en cause le ralentissement général de la fréquentation particulièrement sensible chez les jeunes, public privilégié du cinéma, et la multiplication des films sur les écrans de télévision ; elle est en bonne partie responsable de la forte augmentation du temps passé par les téléspectateurs devant leur petit écran.

Faut-il invoquer le spectre d'une crise structurelle ? Sans doute pas. Depuis dix ans, la profession est habituée à des résultats de fréquentation en dents de scie. D'autre part, les autres indicateurs du cinéma sont beaucoup moins alarmants. L'exportation est en hausse : la production se maintient (cent cinquante films en 1985) et le dérapage inflationniste des budgets tendance à se réduire. On craignait que l'arrivée de sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel (SOFICA), en apportant 300 millions de francs d'investissement dans la production, ne favorise certains excès. Il n'en a rien pour le moment. Les neuf SOFICA ont déjà investi dans dix-huit métrages de cinéma.

J.-F. L.

NOTES

CINÉMA

« Le Diamant du Nil »

Après avoir poursuivi le diamant vert, Kathleen Turner et Michael Douglas se retrouvent au bord du Nil, toujours aussi jeunes, beaux, riches et américains. A cause d'un prince arabe charmeur, menteur, usurpateur et tyran cruel - un Kadhafi d'opérette - ils sont entraînés dans de nouvelles aventures abracadabrantes. Ils veulent rendre au peuple le diamant du Nil, qui n'est pas un bijou d'ailleurs. Naturellement, ils réussissent puisqu'ils sont américains, et tous les autres déboles.

Les morceaux de bravoure - l'avion qui zigzague en plein milieu du désert, l'investiture en forme de rock-show du tyran - s'étalent avec complaisance. On rit encore, c'est sûr, mais le film de Teague a le tort de venir après tous ceux qu'il a fait naître la triomphale poursuite du couple idéal après le fameux diamant vert.

C. G.

« Dream Lover », d'Alan J. Pakula

Au début, on se dit que la jeune Kathy (Kirsty McNichol) a une bonne tête de victime. Elle est plutôt jolie, grosse dormeuse et bien réveillée : son père (Paul Shenar) est une forte personnalité qui vous un amour éternel à sa fille depuis qu'elle se femme, alcoolique, s'est tuée en voiture. Kathy rêve énormément, pour oublier papa, les hommes en général, et Alan Pakula (réalisateur talentueux de *Kluge* et des *Hommes du président*, et moins inspiré du *Choir de Sophie*), nous donne à voir ses rêves avec beaucoup d'habileté et d'angoisse élégante.

Toujours pour oublier à papa, Kathy se met en ménage avec un pianiste, s'installe à New-York et continue de rêver. Il la suite d'une tentative de viol nocturne, toutefois, au cours de laquelle elle tue son agresseur, la couleur de ses rêves se modifie, et papa y est en train jusqu'à lui, on est en terrain connu, celui de la bouillie freudienne américaine. Le vrai film commence avec l'intervention d'un médecin qui prétend que le moyen de surmonter le malheur des rêves, c'est les bloquer ou de les débloquent. Là, pour débloquent, ça y va.

MICHEL BRAUDEAU.

ROCK

Wall of Voodoo

Lorsqu'ils s'associent, à Hollywood, en 1977, Stanard Ridgway et Marc Moreland décident de faire des musiques de films d'horreur à petits budgets. Au premier revient la responsabilité des claviers et surtout de l'harmonica et du chant (voix cavernes et décafé), au second les guitares amphetaminées. Leur société a pour nom Wall of Voodoo et fait de la vente par correspondance pour subsister, tandis qu'aux heures de fermeture, chaque soir, le groupe (du même nom) prend forme dans la cave avec l'arrivée de Bruce Moreland à la basse, Chas T. Gray aux synthétiseurs et Oliver « Joe » Nardini aux percussions. Les guitares liment les thèmes sur tempos accélérés, l'harmonica dérive, les synthétiseurs dérapent, les sons s'inventent sur des fondus - enchaînés industriels. Mélange osé de country déglutiné, de blues dénaturé et de psychédéisme passés à la moulinette punk, Wall of Voodoo signe chez IRS, le label des frères Copeland (celui du batteur de Police). Ils enregistrent ainsi trois albums - cultes dont la modestie des ventes est indirectement proportionnelle à l'influence que l'on commence seulement à leur reconnaître. Sans Stan Ridgway, qui fait désormais cavalier seul (avec un premier album à haute voltige), Wall of Voodoo tient quand même bien le choc. Andy Prieboy lui succède.

ALAIN WAIS.

★ Ce vendredi 4 avril à 20 h 30 au Rex-Club.
Disque : Seven Days in Sammystown (CBS, 117 117).

THEATRE
CHAMPS-ÉLYSÉES
DES

présente
le concours de l'Association
Française d'Action Artistique

**L'OPÉRA NATIONAL
DE SOFIA**

GUERRE ET PAIX
les 9, 11, 13 et 15 avril à 19 h 30
Opéra de Serge Prokofiev.
Direction musicale Russian Raytscheff.

Location aux caisses
Tél. 47 20 36 17

COMMUNICATION

ENJEU POUR L'ÉLECTRONIQUE EUROPÉENNE

La bataille autour de la télévision à haute définition entre dans une phase décisive

C'est la guerre. La coalition nippo-américaine multiplie ses pressions sur les gouvernements européens et rassemble ses forces pour la dernière offensive. L'enjeu : l'adoption d'une norme mondiale en haute définition (l'image en 1 025 lignes) pour la télévision de demain. L'échéance : la réunion au mois de mai du comité consultatif international des radiocommunications (CCIR) à Dubrovnik, en Yougoslavie.

Le conflit semble bien abstrait. Pourtant, derrière l'affrontement des techniciens et des spécialistes se cache une formidable bataille industrielle : le renouvellement du parc mondial de téléviseurs et, donc, le sort des groupes spécialisés dans l'électronique grand public. Certes la télévision haute définition dans tous les foyers n'est pas pour demain, et la norme qui pourrait adopter le CCIR ne concerne encore que la production d'émissions. Mais dans ce secteur, l'adoption d'une norme peut se révéler décisive, des années avant toute commercialisation. La coexistence des normes SECAM, PAL et NTSC ont déterminé le partage du marché pendant plus de trente ans. C'est la même partie qui se rejoue aujourd'hui.

Au cours de ces dernières années, les Européens (Thomson, Philips, Thorn EMI) se sont laborieusement mis d'accord sur une norme commune, le MAC (multiplexage analogique de composantes), garantissant une amélioration progressive de l'image et du son tout en restant compatibles avec le parc de téléviseurs existants. Les industriels japonais (Sony, Matsushita) ont contre-attaqué en proposant le passage direct à la haute définition avec l'image de 1 025 lignes, incompatible avec les récepteurs actuels, la norme MAC, et

même le courant électrique à 50 Hz de tous les pays européens (*Le Monde* daté 16-17 mars). Si le CCIR adopte cette norme, il compromet radicalement la stratégie des industriels européens et, sans doute, leur avenir économique. En effet, ces derniers, vaincus sur le terrain de la vidéo, très menacés en hi-fi, résistent tant bien que mal sur le marché du téléviseur.

Les Japonais ont été très habiles. Ils ont trouvé un allié de poids dans la chaîne américaine CBS, qui a défendu la norme haute définition aux États-Unis. L'électronique grand public américaine étant quasiment absente du marché de la télévision, CBS a obtenu sans peine le ralliement du syndicat des constructeurs et du gouvernement américain. Après les États-Unis, l'Europe : M. Joseph Flaherty, vice-président de CBS et personnalité très respectée dans la communauté internationale des télévisions, a fait l'an dernier le tour des capitales européennes. Il a obtenu d'indéniables succès en Espagne et en Italie auprès de la RAI et des chaînes privées de M. Silvio Berlusconi.

Pour convaincre les plus réticents, c'est le cinéaste Francis Ford Coppola qui a pris le relais quelques mois plus tard, rendant visite en France à ses confrères et au ministre de la culture d'alors, M. Jack Lang. Ce vendredi 4 avril, une nouvelle délégation nippo-américaine débarque en force à Paris pour rencontrer les industriels et l'Union européenne.

Le front européen, pourtant, reste à cet assaut de « lobbying ». Les gouvernements français, allemand, britannique et néerlandais ont réussi à trouver des alliés en Belgique, en Grèce et même auprès des PTT italiennes. Des émissaires sont envoyés au Maghreb, au Gabon ou en Tanzanie : lors du vote du CCIR, chaque voix compte. La puissante Union eu-

ropéenne de radiodiffusion (UER), association des télévisions publiques, a entraîné ses homologues des pays socialistes et africains. La Commission des communautés européennes a pris fermement position.

Une norme

La ligne de défense des Européens tient en trois points : l'adoption d'une norme mondiale est prématurée par rapport à l'état du marché, incompatible vis-à-vis des industriels européens et inadaptée aux nouveaux progrès technologiques. Mais cette position risquait d'apparaître strictement négative. Français, Allemands, Britanniques et Néerlandais se sont donc mis rapidement d'accord pour proposer au CCIR leur propre norme de télévision haute définition, compatible avec la stratégie industrielle du MAC. Pour rattraper le retard pris sur les Japonais, un programme de développement de prototypes réunit Thomson, Philips, Thorn et Bosch dans le cadre du plan européen Esreka.

A Dubrovnik, la bataille sera rude. Si un vote intervient, la décision risque de basculer à quelques voix près dans un camp ou dans l'autre. Une situation contraire à l'esprit du CCIR, qui préfère édicter des normes à partir d'un large consensus. Aussi, les Européens espèrent que, devant le constat des divergences, l'organisme international décidera de remettre sa décision à la prochaine session... dans quatre ans. Quatre ans qui seraient suffisants pour imposer le MAC en Europe - via les satellites de télédiffusion directe - et pour construire les premiers instruments d'une haute définition européenne. Mais les industriels japonais savent qu'il leur faut gagner la bataille aujourd'hui.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.



NATIONS GOLF CHAMPIONSHIP

THE DUNHILL CUP
1986 EUROPEAN FINAL

DUNHILL FASHION AND ACCESSORIES FOR MEN

GOLF CLUB DE NIMES CAMPAGNE
3-5 APRIL 1986

Le Golf Club de Nîmes Campagne accueillera The Dunhill Cup European Final, du 3 au 5 avril prochain.

Huit équipes, dont la France, conduite par Bernard Pascasio, ■ disputeront des prix d'un montant total de 1 million de dollars US, et trois places dans la "finale du million" à St Andrews en Ecosse. The Dunhill Cup demeure ainsi le tournoi le plus richement doté.

Seront représentés à Nîmes : la France, la Belgique, l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, la République Fédérale d'Allemagne, la Suède et la Suisse.

Les épreuves débuteront ■ 11.00 h. le 3 avril ■ à 12.00 h. les 4 et 5 avril.



مكتبة جامعة القاهرة

[illegible]

LE CARNET DU Monde

Naissances

M. Sébastien de LA SELLE
et M^{me} née Nancy CHÉ GILLESPIE,
Delphine, Aurélie, Marie, Elise,
sont heureux de faire part de la nais-
sance de

Violetta.

Paris, le 1^{er} avril 1986.

Décès

On nous prie d'annoncer le décès de

M. André BERTHELOT,
professeur honoraire
à l'université Pierre-et-Marie-Curie,
ancien chef de département de physique
des particules élémentaires
au CEA de Saclay,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre
des Palmes académiques,
survécu le 30 mars 1986.

L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Que tous ceux qui l'ont connu et par-
tagé notre profond chagrin en soient
ici remerciés.

M^{me} André Berthelot,
son épouse,
M. et M^{me} Pierre Berthelot,
M. Francis Berthelot,
ses enfants,
Kathie et Erwan Berthelot,
ses petits-enfants,
M. et M^{me} Henri Hiron,
sa sœur et son beau-frère,
Saint-Rémy-la-Neuve.

Notre-Dame-de-Bondeville
(76150).

M^{me} Marie-Pierre Beylot,
son épouse,
Stéphane, Vincent et Cécile,
ses enfants,
Le docteur et M^{me} Angèle Beylot,
ses parents,
Le général Grosjean,
son beau-père,
Les familles Muzard, Haurier,
Beylot, Johanny, Vial-Beylot, Toral-
Beylot, Grosjean, Gros,
ses frères, sœurs, beaux-frères, belles-
sœurs, neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André BEYLOT,

survécu le 1^{er} avril 1986, dans sa quatre-
vingt-neuvième année.

Les obsèques seront célébrées en la
chapelle de l'hôpital Charles-Nicolas, le
jeudi 7 avril, à 16 h 30, suivies de l'inhuma-
tion à Yvetot (Haut-Loire),
dans l'intimité familiale.
Condolances sur registres.
Ni fleurs ni couronnes. Dons au Cen-
tre Bequereau, professeur
Figuat.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, allée Jean-Giono,
76150 Notre-Dame-de-Bondeville.
1, rue Edmond-Charpentier,
42000 Saint-Etienne.
2, rue du Ciste,
40600 Dax.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

MARDI 5 AVRIL à 10 h
25, av. Gabriel - 92000 Nanterre
Après R.J. Sté Kili Process, Micro-
ordinateurs Zenith, Intellex, ordi-
nateur digital P.D.P. Programmateurs,
mobiliers de bureau, petit stock mé-
moire, connecteurs.
M^{me} Merville com.-pr.
50, rue Sainte-Anne - (2) 42-96-69-22

M^{me} Pierre Chaleur,
M^{me} Elisabeth Coma,
Jean-Pierre et Florence,
M. Jean Chaleur,
M. et M^{me} Yves Chaleur,
Anne, Pierre et Claire,
M. et M^{me} Jean-Denis Leroy,
Denis, Marie-Sophie et Jérôme,
Les familles Chaleur et Legars,
ont la douleur de faire part de la mort

de

M. Pierre CHALEUR,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur de l'Ordre national
du Mérite,
membre de l'Académie des sciences
d'outre-mer,

décédé le 2 avril 1986, à l'âge de quatre-
vingt-quatre ans.

Les obsèques religieuses auront lieu
le 7 avril, en l'église Saint-Benoît,
35, rue Séverine, à Issy-les-Moulineaux,
à 9 heures (après Corde-Rouge).

L'enterrement aura lieu, à 11 heures
à Erquy, le même jour.

Ni fleurs ni couronnes.

— Max Dumas,
Suzanne Dumas,
Denis Dumas,
Christine Simonetti
et leurs enfants,
Driss et Lucile Bouleau-Rabab,
Colette Bellef,

ont l'immense douleur de faire part du

décès de

Frédéric DAUMAS,

survécu le 28 mars 1986, dans sa qua-
rante-neuvième année.

L'inhumation a eu lieu dans la plus
stricte intimité.

10, rue Sallé-Evèque,
34000 Montpellier.
27 bis, avenue Croix-de-Capitaine,
34100 Montpellier.

M^{me} Geneviève Gaetan-Picon,
M^{me} Marie-Pierre Picon,
M. et M^{me} François-René Picon
et Yveline,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Anne LAGUEUNIERE,

directrice honoraire
du lycée Sophie-Germain,

dans sa centième année.

Les obsèques ont eu lieu au Dorat
(Haut-Vienne), le 3 mars 1986.

81, boulevard de Port-Royal,
75013 Paris.

Il a plu au Seigneur de rappeler à
Lui, le 31 mars 1986, dans la cata-
strophe aérienne au Mexique,

Xavier LARTILLEUX,
son épouse Elisabeth
et leur fils, Erik.

Pierre LARTILLEUX,
son épouse Chantal
et leurs trois enfants,
Virginie, Pierre et Ayméric.

Ils laissent dans la peine et la douleur,

Sophie et Nathalie Lartilleux,
les filles de Xavier et Elisabeth,

M. et M^{me} Henri Lartilleux,
leurs parents et grands-parents,

M^{me} Sabine Girard-Lartilleux
et Régis Villanor,

M. Michel Girard,

M. et M^{me} Didier Lartilleux
et leurs enfants, Stéphanie, Christophe,
Sébastien et Charlotte,

M. et M^{me} Bruno Lartilleux
et leurs enfants, Anne-Dominique,
Blondine, François et Marie,

M. et M^{me} Dominique Lartilleux
et leurs enfants, Roméo,
Emmanuelle,

leurs frères, sœurs, belles-sœurs, neveux
et nièces, cousins et cousines,

M^{me} Anne-Marie Lartilleux,
leur tante,

M. Jean-Pierre Frank,

Et toute la famille.

La cérémonie aura lieu
solennellement.

« Heureux les cœurs purs car ils
verront Dieu. »

Cet avis tient lieu de faire-part.

Passo de Lomas Alta, Mexico DF.
Le Cat-Thy, avenue des Grottes,
74500 Evian.

1, avenue de Genève,
74160 Saint-Julien-en-Genevois.

3, rue du Général-Pasthoff,
74160 Saint-Julien-en-Genevois.

10, via Vercana,
20149 Milan.

« Les Couilliers »,
Le Lyand, 74200 Thonon.

Rue des Hirayes,
Venezin-le-Sablons,
77250 Moret-sur-Loing.

17, avenue d'Evian,
74200 Thonon.

7, boulevard Richard-Wallace,
92200 Neuilly-sur-Seine.

« Le Conseil d'administration » du
lycée Michelet.

Le proviseur,
Le personnel et les élèves,

ont la douleur de faire part du décès

de

M^{me} Martine MARCHANDEAU,
professeur de lettres,
au lycée depuis le 13 septembre 1973.

Lycee Michelet,
5, rue Julien,
92170 Vanves.

M^{me} Françoise Meducin,
Ses enfants, petits-enfants,
Parents, frères et amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. François MEDUCIN,
colonel de gendarmerie,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier dans l'Ordre national du Mérite,

survécu le 29 mars 1986 à Libreville
(Gabon).

Obsèques le 5 avril, à 10 h 15, à
Cagnes-sur-Mer.

La famille ne reçoit pas.

4, chemin du Collet-de-l'Habas,
06800 Cagnes-sur-Mer.

M^{me} André Savornin,
née Marguerite Guiboux, son épouse,
Ses enfants, petits-enfants,
Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André SAVORNIN,
ingénieur en chef
au corps des Mines,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

rappelé à Dieu, dans sa quatre-
vingt-troisième année, le 2 avril 1986.

Une messe sera célébrée, à 9 heures,
en l'église Notre-Dame-de-la-Salette, 92150
Suresnes.

L'inhumation aura lieu à 11 heures,
au cimetière du Père-Lachaise, à Paris,
samedi 5 avril.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue de l'Hippodrome,
92150 Suresnes.

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés cette semaine :

atlantic
Région Rhône-Alpes
JEUNE RESPONSABLE
PERSONNEL USINE

Vendée
INGENIEUR MAINTENANCE

Médoc
INGENIEUR RECHERCHE ET
DEVELOPPEMENT

Si vous êtes intéressés par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR
8, rue de Bani - 75008 PARIS
PARIS BRUXELLES LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

propositions diverses

L'Etat offre des emplois sta-
bles, bien rémunérés, à tous
les Français avec un diplôme.
Demandez une dou-
blement sur le
niveau spécialisé.

FRANCE CARRIERES (C 101)
B.P. 408-08 PARIS CEDEX 08.

Les possibilités d'emploi à
l'étranger sont nombreuses et
variées. Elles sont une ré-
compense pour la rému-
nération.

ATKINS
(L.M.), B.P. 20
CEDEX 08.

capitex
propositions
commerciales

CÉDE MAJORITÉ AFFAIRE
BUREAUTIQUE IMPORTANTE
CHIFFRE D'AFFAIRES
DÉPARTEMENT 62
Rue des Hirayes,
Venezin-le-Sablons,
77250 Moret-sur-Loing.

L'immobilier

appartements
achats

Requ. URGENT. 110 à 140 m²
Paris, préfab. 6^e, 7^e, 14^e,
16^e, 18^e, 4^e, 12^e, 9^e. PAIE CPT
Téléphone : 48-73-57-50.

ORPI
1^{er} lot de vente à PARIS
rech. tous appartements
REALISATION RAPIDE
ORPI - 45-39-75-50.

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère, appt et hôtel
part. dans quartiers réél.,
pièces comm. chez notaire.
Téléphone : 48-44-44-45.

Recherche 1 à 3 p., Paris, pré-
fab. 6^e, 7^e, 12^e, 14^e, 15^e,
16^e, avec ou sans travaux.
PAIE COMPTANT chez notaire.
T. 48-73-20-87

PROPRIETAIRES
VOUS DESIREZ VENDRE
un logement avec ou sans cit.
ADRESSEZ-VOUS A
IMMO MARCADET
TEL : 42-52-01-82.

Recherche 2 à 4 p., Paris, pré-
fab. 6^e, 7^e, 12^e, 14^e, 15^e,
16^e, avec ou sans travaux.
PAIE COMPTANT chez notaire.
T. 48-73-20-87

ACHETER COMPTANT
Studio ou 1 p. même à rénover.
Paris. Tél. : 42-23-73-73.

locations
non meublées

Paris
VALIGRAND 4 places, ancien
et cit. + divers 2 et 3 p.
Téléphone : 43-44-47-88.

villas
VDS VILLA ET MAISON
BIZIERS. Tél. 04-67-11-11.

propriétés
A VENDRE BEZANCOURT-76
80 km de Paris
Belle maison ancienne, tout
confort, entrée, gd séjour avec
cheminée, sur terrain 2 gdes
champs, salle de bain, grande
arrière-cuisine avec chaudière,
w.c., grenier, cave, chauff. cen-
tral au fuel. Possibilité aménage-
ment chambres supplémentaires.
Jardin 200 m² avec déser-
tation. Calme, belle vue. Visite
sur rendez-vous.
Téléphone : (11) 35-90-18-48.

viagers
F. CRUZ - 42-66-19-00
8, rue LA BOUTE
Conseil 48 ans d'expérience.
Rentes indexées garanties.
Etude gratuite gratuite.

l'agenda du Monde

Bibliophilie
ACHAT DE LIVRES
A. LAFFITE
Librairie PHILIPPE-AUGUSTE
19, rue Cardot-Lemoine-5^e.

Bijoux
BIJOUX ANCIENS
BAGUES ROMANTICOLES
se choisissent chez GILLET,
18, r. d'Anjou, 42-94-00-93.
PARCE QUE L'ON AIME
ACHAT BIJOUX OR-ARGENT.
Mère : Cité du Métal-de-Ville.

Moquettes
Achat
MOQUETTE 100 %
PURE LAINE
WOOLMARK
Prix posé : 88 F/m².
Tél. : 46-58-51-12.

Tourisme
Loisirs
DRISCOLL HOUSE HOTEL
200 chambres à un lit. Dé-
jeuner 5.65 par semaine
adultes entre 21-50 ans.
S'adresser 172 New Kent
Road London SE 1
Téléphone 01-703-4175.

RESULTATS COMPLETS N° 32

LOTTO SPORTIF

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 THONON	RED-STAR	1 ORLÉANS	DUNKERQUE
2 MARTIGUES	ISTRES	2 BESANCON	BESANCON
3 SÈTE	MONTCEAU	3 NORT	LIMOGES
4 NIMES	1	4 REMS	SEDAN
5 GUEUGNON	MONTPELLIER	5 R.C. PARIS	GUNGAMP
6 CHAMMONT	BEZIERS	6 CAEN	MULHOUSE
7 LYON	LE PUY	7 ANGERS	ARBEVILLE
8 ST-ETIENNE	CANNES	8 ROUEN	BAUVAIS

NOMBRE DE
JEUX GAGNANTS

16 bons résultats : 5 1 034 135,00 F

15 bons résultats : 132 39 170,00 F

14 bons résultats : 2 336 2 210,00 F

13 bons résultats : 21 267 243,00 F

Bons résultats aux
"7 Numéros de la Chance" : 903 218,00 F

Tirage des "7 Numéros de la Chance"
du Vendredi 28 Mars 1986 : 1 6 7 12 14 15 16

LOTTO N° 14

TIRAGE DU MERCREDI 2 AVRIL 1988

4	11	14	31	39	49	38
---	----	----	----	----	----	----

NUMÉRO
COMPLÉMENTAIRE

PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 5 AVRIL 1988
VALIDATION : POUR LE MERCREDI 9 AVRIL 1988
ET LE SAMEDI 12 AVRIL 1988
JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 17)
6 BONS N°	4 2 178 510,00 F
5 BONS N° + complémentaire	20 203 325,00 F
5 BONS N°	1 152 11 090,00 F
4 BONS N°	78 568 160,00 F
3 BONS N°	1 724 993 10,00 F

BOULET DE LA LIGNE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

Le football

Le football

Le retour



L'AUTRE JOURNAL

Le Monde SPORTS

Le football parisien à l'étroit

« Nous gardons un mauvais souvenir de la venue du Racing en première division, dit Gérard Le Scour, délégué général du Paris-Saint-Germain. Au début de la saison 1984-1985, alors que nous étions qualifiés en Coupe d'Europe et que notre recrutement avait été salué par la presse, nous avions perdu d'un seul coup 3 000 abonnés sur 8 500. » Perdue pour le PSG, mais pas forcément gagnée par le Racing. « Il s'agissait d'abonnements à bas tarif, précise Gérard Le Scour. Ce public à faible budget se donnait ainsi la possibilité de choisir entre les deux clubs en fonction des affiches. »

Les statistiques semblent confirmer l'analyse. L'an dernier, le PSG avait reçu 308 843 spectateurs en 19 matches, et le Racing, 159 381, soit un total de 468 224 personnes, alors que Paris-Saint-Germain, à lui seul, en avait attiré 452 052 la saison précédente. Certes, les deux équipes avaient collectionné les revers, PSG terminant treizième et le Racing étant relégué, mais l'expérience a montré que le public parisien ne se multipliait pas par deux. « Même si la concurrence apporte globalement un « plus » pour la fréquentation du Parc, cela traduit par un « moins » pour celui qui existait déjà, estime Gérard Le Scour. Les recettes aux guichets représentant 40 % du budget du PSG, en comprennent l'essentiel. »

Dans son bureau, la tribune du Stade Yves-du-Manoir à Colombes, René Haus, le manager du Racing, n'est pas obsédé par les chiffres. Partie intégrante de la « Matra », comme le FC Sochaux, il ne reste pas de son rapport à la société Peugeot, précise René Haus, le club « ciel et blanc » n'obtient pas aux contraintes économiques que son rival parisien.

Pointure européenne

Le registre de René Haus sentimentale : « L'émulation entre deux clubs d'une même ville peut apporter du positif au monde du football. » Mais, en comparant l'avenue du président Borelli à l'arrivée du Racing, il ne fait pas peur. « Cette situation est très délicate, dit Patrick Malvoisin, vice-président délégué du PSG, mais elle a permis de faire comprendre à nos partenaires que le football à Paris n'est pas rentable. » Chargé des problèmes financiers et des relations avec la municipalité, il vient d'obtenir de la Ville de Paris, en plus de la subvention annuelle de 7 millions de francs, un prêt à moyen terme de 25 millions de francs, « d'une part pour consolider la situation financière du club, d'autre part pour maintenir un effectif compétitif dans la perspective de notre participation à la Coupe d'Europe ». Le PSG sera la seule équipe aidée par Paris, M. Jean-Luc Lagardère, président du Racing, ayant peut-être choqué en disant qu'il n'était pas un « tireur de sonnette ».

Au mois d'août prochain, lorsque débutera le championnat de France 1986-1987, Paris aura le nouveau deux équipes en première division : le Paris-Saint-Germain, sans doute sacré de son titre de champion de France, et le Racing Club de Paris, qui, deux ans après une expérience malheureuse, retrouve l'élite avec des ambitions et des moyens décuplés. Rude concurrence en perspective. Elle a déjà commencé. A coups de milliards de centimes, on se dispute en coulisses la signature des stars. Mais rien ne dit qu'il y a dans la capitale un public pour deux super-clubs. Alors, on surachète, le pari est ventré.

Paris passion ? Les dirigeants du PSG sourient tristement. Mardi 1^{er} avril, un quart de finale de Coupe de France qui sentait la poudre contre Lens a attiré moins de 30 000 spectateurs au Parc des Princes. « Il est très difficile de faire bouger le public parisien, regrette Gérard Le Scour, nous le sommes déjà formellement. On dit : « Soyez, premiers, remplissez le Parc. » C'est faux. Leader du championnat depuis la première journée, encore qualifié en Coupe, la « bande à Fernandez » en pratiquant un football spectaculaire. Résultat : 24 000 spectateurs de moyenne. A peine plus que les 25 000 espérés début de la saison.

En revanche, les primes qu'il faut distribuer à tour de bras à joueurs (trop) méritants dépassent les prévisions les plus larges. Du coup, le premier club parisien à devenir champion de France depuis cinquante ans est dans le rouge. Le déficit de l'an dernier n'a pu être résorbé. Il sera de 7 millions à 8 millions de francs au mois de juin prochain.

« Cette situation est très délicate, dit Patrick Malvoisin, vice-président délégué du PSG, mais elle a permis de faire comprendre à nos partenaires que le football à Paris n'est pas rentable. » Chargé des problèmes financiers et des relations avec la municipalité, il vient d'obtenir de la Ville de Paris, en plus de la subvention annuelle de 7 millions de francs, un prêt à moyen terme de 25 millions de francs, « d'une part pour consolider la situation financière du club, d'autre part pour maintenir un effectif compétitif dans la perspective de notre participation à la Coupe d'Europe ». Le PSG sera la seule équipe aidée par Paris, M. Jean-Luc Lagardère, président du Racing, ayant peut-être choqué en disant qu'il n'était pas un « tireur de sonnette ».

bent facilement d'accord. « Notre campagne de promotion des abonnements sera axée sur la Coupe d'Europe pour souligner notre différence avec le Racing », indique Gérard Le Scour. « Notre objectif, l'an prochain, sera de décrocher l'une des trois places qualificatives pour la Coupe de l'UEFA », réplique René Haus. Une telle ambition nécessite de recruter une équipe à la hauteur européenne. Un club attendu sur la photo de l'équipe actuelle du Racing, René Haus lui tresse une couronne de lauriers « parce qu'il fallait être bougrement costaud pour assurer la remontée ». Mais l'éloge est déjà posthume : « Cette équipe ne nous aurait permis que de figurer en milieu de tableau du championnat de première division. »

Un demi-Parc des Princes

Le patron sportif du Racing que les grandes manœuvres de recrutement en cours (il y a des « têtes »), mais il ne trouverait pas correct de « citer des noms et des chiffres tant que rien n'est fait ». Les noms et les chiffres sont donc colportés par la rumeur. Le légendaire silence de Jean-Luc Lagardère, habitué aux négociations discrètes, épaissit le mystère et accroît la valeur des hypothèses.

D'un naturel plus bavard, Francis D'Amat s'est fait violence cette saison. Le souvenir, l'an dernier, de Maxime Bossis signant au Racing après avoir été au PSG reste cuisant. Une chose est sûre, le Sochauxais Jean-Benoît « tinsit » entre Paris et Bordeaux, où il est aussi attendu - constituerait l'essentiel du renfort. Son seul transfert entamerait fortement, il est vrai, le vantage accordé par la Ville de Paris : 10 millions de francs pour le FC Metz, d'où il vient, et au moins autant pour lui sur quatre ans. Soit un salaire mensuel de 210 000 F. Plus vraiment exceptionnel.

Le Tout-Paris du football est en novanche suspendu à la décision de Luis Fernandez. L'enfant des Minuettes, promu star parmi les stars, a promis de donner sa réponse au cours d'une conférence de presse. Lundi 14 avril, à 13 heures. « Mais, assure-t-il, je resterai parisien. » Il est la préfiguration vivante de la rivalité future entre les deux clubs de la capitale. Racing ou PSG ? Francis Borelli n'a pas perdu tout espoir de retour en « fils Merano » malgré les mirobolantes propositions (présumées) de Racing-Matras : 700 000 F par mois. « Fernandez, c'est un demi-Parc des Princes », dit au Racing, preuve que l'affluence au stade n'est pas indifférente aux dirigeants « ciel et blanc ».

Il nous faudrait 25 000 à 30 000 spectateurs de Paris, le public n'appartient à personne, dit René Haus. Il y a un quart de supporter, mais les voix autrefois viennent pour le football. L'accumulation des victoires est nécessaire mais pas suffisante pour la conserver. Il faut les satisfaire par la manière et les reconquérir à chaque match. Pour le Racing, les premiers matches seront déterminants. Pour le Paris-Saint-Germain aussi. Patrick Malvoisin vérifiera à ce moment-là si son pari de « l'ovoyer entre une politique ambitieuse et une politique rigoureuse » peut réussir, alors que « la preuve n'a jamais été faite que deux clubs parviennent à survivre raisonnablement à Paris ».

Pour les dirigeants parisiens, la gestion serait moins périlleuse si le PSG n'était pas que le simple co-locataire du Parc des Princes. En effet, la régie publicitaire du stade lui échappe. « Soit un manque à gagner de plusieurs millions par an », estime le club, qui reproche au PSG de ne pas avoir pu exploiter sa capacité de 50 000 places. Trop grand pour les matches de routine. Trop petit les soirs de gala. « Pour un PSG ou un PSG-Bordeaux, on pourrait espérer une affluence de 80 000 personnes, estime Gérard Le Scour. Ce sont ces quelques milliers de personnes qui amplifieraient sensiblement la moyenne annuelle. 80 000 places, c'est la capacité envisagée pour le futur stade olympique. 80 000 places pour trois ou quatre occasions dans l'année. La perspective séduit le gestionnaire de club. Mais elle affaiblit l'argument déjà malade de la « gestion des équipements sportifs existants. »

JEAN-JACQUES BOZONNET.

CIBLES

VOILE

Une « formule 40 » d'avenir

Quarante pieds (12,18 mètres) de longueur maximum ; un poids minimum de 1 800 kilos ; 80 m² maximum de voilure au pré (grand-voile et foc) et 200 m² maximum au portant (spinnaker et grand-voile) : c'est l'équation qui pourrait donner un nouvel essor aux multicoques. A l'heure où de nombreux commanditaires traditionnels de la voile refusent l'escalade des coûts de construction et de maintenance des maxi multicoques, les nouveaux « formule 40 » offrent l'avantage de revenir à des budgets plus raisonnables puisqu'ils ne pourront être assurés plus de 800 000 F.

Cette jauge qui fixe seulement les trois paramètres principaux (longueur, voilure et poids) a pour but de favoriser la recherche

La création, dès la première année, d'un challenge international comprenant six grands prix (1) à l'initiative commanditaires, architectes et constructeurs et plus tôt leurs projets.

Légers et bien tolérés, ces nouveaux voiliers qui ont dépassé les 20 nœuds sont plus destinés aux régates côtières ou au parcours autour de trois bouées qu'aux parcours transocéaniques. Du 3 au 6 avril, à La Trinité-sur-Mer (Morbihan), ils se mèleront encore aux maxi pour le Trophée des multicoques. Une belle occasion de démontrer que la formule 40 peut être gagnante.

G. B.

(1) Grand Prix de Brest (20-23 mars), Trophée des multicoques (3-6 avril), Multicoques à La Trinité (15-17 mai), Grand Prix de Plymouth (29 mai-1^{er} juin), Grand Prix de Belgique à Newport (3-5 juillet), Grand Prix de Cowes (15-17 août) et Multicoques à Mûlthigaro (3-14 septembre) après Brest et Editions et La Trinité.

FOOTBALL

Service public au Cameroun

Ancien joueur du FAS Saint-Etienne, avec laquelle il fut champion de France en 1987, Eugène Njo Léa est sur le point de faire aboutir un rêve vieux d'un quart de siècle : le professionnalisme au Cameroun. Le retour de Njo Léa à un régime démocratique et la « politique du renouveau » conduite par le président Paul Biya rend selon lui son projet réalisable et après vingt-cinq ans d'obscurantisme.

Footballer pro par accident, mais diplômé de formation, Njo Léa est convaincu du rôle politique du football. « Dans nos pays créés artificiellement par le congrès de Berlin, l'Etat a précédé la nation, rappelle-t-il. Pour développer une conscience nationale dans ces mosaïques, il faut vivre des émotions communes. Je ne vois pas d'autre moyen que le football, organisé rationnellement, professionnellement. »

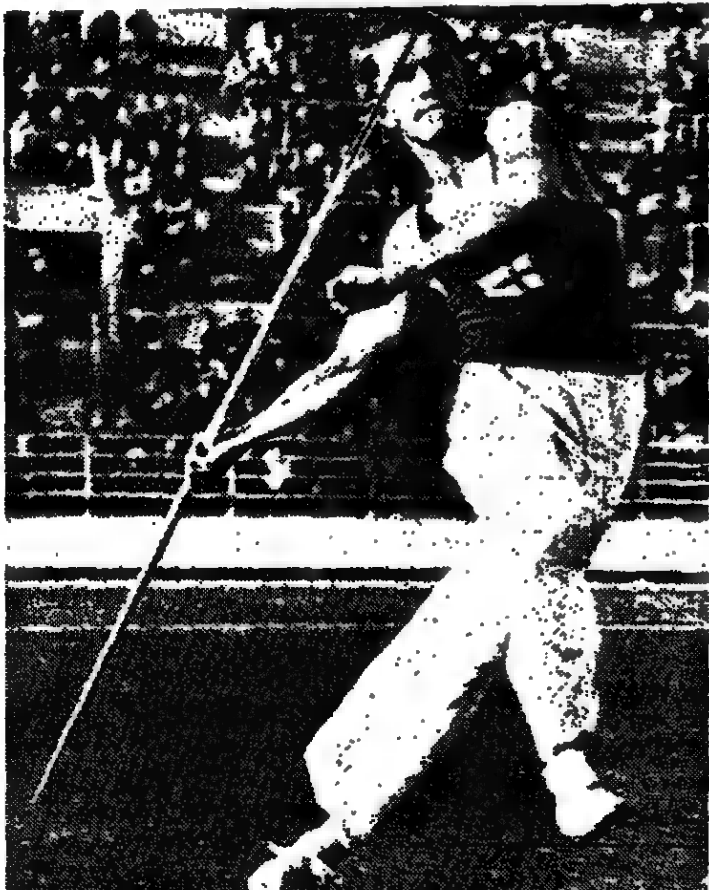
Les clubs seront des sociétés anonymes. Il y en aura deux au Cameroun en première division. Ils devront respecter un cahier des charges draconien mis au point par la Ligue, un organisme que Njo Léa dirige. « Le football doit être un service public par excellence, une convention de concession liera la Ligue à l'Etat. » Quant aux joueurs, ils seront conseillés et protégés par la Ligue. Fondateur en 1982 de l'Union des professionnels du football (UNFP) en France, Eugène Njo Léa ne pouvait faire moins.

Pour lui, le Cameroun est prêt à recevoir le foot pro : « Nous avons le public, notre économie étant saine, nous aurons aussi les recettes publicitaires : enfin nous aurons l'appui des collectivités publiques puisqu'il y a une volonté politique d'aboutir. »

En s'embarquant longtemps après l'Europe et l'Amérique latine dans l'aventure professionnelle, le football africain, à un avantage concurrentiel : « nous pourrions maîtriser nos dépenses avant de donner le premier coup de pied dans le ballon », dit Eugène Njo Léa en annonçant « les premiers matches professionnels ayant lieu fin mai ».

J.-J. B.

Le retour du javelot piqueur



78,70 mètres par Uwe Hohn. Le record du monde de l'Allemand Uwe Hohn, une référence, un demi-siècle plus tard.

L'Américain Brian Crouser a battu, jeudi 3 avril, le record du monde du lancer du javelot avec un jet de 79,86 mètres. Soit 25 mètres de plus que le précédent record (104,80 mètres), par l'Allemand Uwe Hohn depuis le 20 juillet 1984. Cherchez l'erreur.

A la fin de la saison, depuis le 1^{er} avril 1985, s'est ouverte une période de plus de six ans dans l'histoire du javelot. Le nouveau règlement international désormais en vigueur, dit « pleins », dont le premier protocole permit en 1983 à l'Américain Held d'être le premier lanceur à dépasser les 80 mètres.

Trente et un ans plus tard, Uwe Hohn parvenait à 78,70 mètres, le meilleur temps du monde. Il restera longtemps le seul dépositaire de cet exploit. Les nouveaux javelots imposés par la Fédération internationale ont la même poids (800 grammes), mais ils sont plus courts (2,40 mètre) et plus lourds (800 grammes) que les anciens (2,20 mètre, 700 grammes). L'objectif est de diminuer la portée. Après quelques essais effectués l'été dernier, Uwe Hohn, le meilleur technicien français de la spécialité, estimait à près de 20 la perte de portée.

« Tingles à rideau »

Uwe Hohn est responsable de ce « tingle » aux anciens javelots, dits « piqueurs ». En effet, les jets aux environs de 100 mètres risquaient à tout moment d'atterrir dans les tribunes. Sur la piste, par un sautoir, dans une tribune. Le risque d'autant plus grand qu'une nouvelle génération de « pleins » en cours d'étude promettait pour demain des lancers supérieurs à 110 ou 115 mètres : et que la sensibilité des nouveaux engins rendait leur trajectoire incertaine.

L'ambition de la Fédération internationale d'athlétisme plaident en faveur d'une réforme : la régularité de certains épreuves aussi. Un javelot moderne ne plante jamais franchement à l'atterrissage. Son angle de chute est tel qu'il glisse généralement sur la pelouse, la piste ou le sol, sans jamais atteindre le point d'impact.

Enfin, les caprices du vent pouvaient fausser un concours.

Le retour des vieilles « tingles à rideau » déprime les lanceurs. Pour eux, 1986 est une année noire. « Ce n'est pas une nostalgie, résume Didier Poppé, qu'il nous faudra rattrapper ces magnifiques engins avec lesquels nous avons connu ces instants extraordinaires où, porté par un fil d'air invisible, le javelot n'en finissait pas de tomber. Quelles que soient les raisons qui ont conduit les instances officielles à revenir au javelot piqueur, les athlètes seront déçus. »

En réalisant, jeudi dernier, un jet inférieur à celui de Budd Held en 1953, Brian Crouser, le nouveau recordman du monde, a-t-il eu de la joie ? Auteur, en 1985, d'un lancer de 95,10 mètres, il n'est pas satisfait. Sa performance ne dépasse pas de 1 mètre le dernier record mondial tenu par le « piqueur », le Finlandais Vipo Nikkanen, établi le 16 octobre 1938, à 78,70 mètres.

Le recordman de France, Charles Bertimon (88,52 mètres), a reconquis la saison, dimanche 30 mars, avec un jet de 66,66 mètres. Morosité. Comme si on demandait à Francesco Pannofino un record de l'heure avec la bécane de Fausto Coppi. Un tel recul des performances est une première.

Le public pourra-t-il s'enthousiasmer pour des exploits dévalés, saura-t-il convertir les anciens et les nouveaux records ? Plus que les performances ne seront pas à souffrir. La qualité du javelot est aussi menacée. Là où les javelots modernes réclamaient une maîtrise technique, la forme physique des grands bras contre les stylés.

Il faudra attendre la fin de la saison pour que le javelot fondé de ces craintes. Et pour voir si la hiérarchie mondiale s'en trouvera modifiée. D'ici là, le javelot - discipline confidentielle - risque d'être souvent à la une. En effet, au fur et à mesure de l'adaptation des athlètes à leur nouveau engin, de nombreux records vont tomber.

J.-J. B.

LES HEURES DU STADE

Basket-ball

Championnat de France. Premier retour, 8 avril : Tourcoing-Villeurbanne, Saint-Etienne-Antibes, Châlons-Monaco, et un certain Orléans-Limoges (A 2, 14 h 50, samedi 5 « Les jeux du stade », direct).

Cyclisme

Tour des Flandres. Dimanche 8 avril, 15 h, « Sport Dimanche », direct. Wavergem, 9 avril, le temps des « classiques ».

Football

Coupe de France. Finale retour, mardi 8 avril : Marseille-Racing. Qui rejoindra Bordeaux, PSG et Rennes en demi-finale, mardi 12 avril, le tirage au sort aura lieu sur TF 1 à 20 h 50, à 12 h à Télé-Foot en direct.

Championnat de France. Première division (trente-troisième journée), vendredi 11 avril, à 20 h 30 : Marseille-Bordeaux, Amiens-Lille, Nice-Toulouse, Brest-Bastia, Nancy-Metz, Paris SG-Monaco, Lens-Strasbourg, Sochaux-Toulon, Rennes-Nantes, Havre-Laval.

Karaté

Championnat de France. 5^e journée, dimanche 11 avril, au stade Pierre-de-Coubertin, à Paris.

Patinage de vitesse

Championnat du monde (piste courte) à Chamonix, jusqu'au 11 avril (A 2, 14 h 50, samedi 5 « Les jeux du stade »).

Rugby

Championnat de France. Huitième, finale retour, dimanche 6 avril : Agen-Bayonne, Nîmes-Béziers, Perpignan-Racing, Toulon-Bordeaux, Montpellier-Nice, Narbonne-Graulhet, Biarritz-Grenoble et Toulouse-Lourdes.

Sports équestres

Coupe du monde de sauts d'obstacles. Finale à Göteborg (Suède), du 8 au 13 avril. Les meilleurs cavaliers européens, dont le Français Pierre Durand, à l'épreuve des « dressage ».

Tennis de table

Championnats d'Europe. Du 5 au 13 avril, à Prague (Tchécoslovaquie). Les Français, tenants du titre par équipes, sont fort à faire face à Suède, aux Polonais et à Tchécoslovaquie.

Voile

Course autour du monde. Quatrième et dernière étape : Punta-del-Esto (Uruguay)-Plymouth (Angleterre). Départ : mardi 8 avril.

Meryl Streep, le tournage mouvementé d'Out of Africa, dans

LAUTRE JOURNAL

الرياضيات

économie

REPÈRES

Dollar : 7,50 F

(Voir l'article de Bruno Dethomas page 1 et ci-dessous.)

Prix du super : baisse de 6,1 % en février

Les prix du supermarché ont baissé de 6,1 % en février, selon les relevés de l'INSEE. Par rapport à janvier, la baisse est de 11,3 %. Elle atteint 14,7 % en un an pour le gazole. En février également, les prix du fuel domestique ont baissé de 15 % par rapport à janvier.

Restauration rapide : 3,3 milliards de francs en 1985

La France comptait, en 1985, 795 millions de francs de restauration rapide ou « fast food », soit une augmentation de 18,49 % pour un chiffre d'affaires de 3,3 milliards de francs (+43,48 %). Dans l'année, les restaurants ont servi 111 millions de repas, soit 40,87 % de plus qu'en 1984 (115 millions). Le hamburger se taille la part du lion, avec 44,9 % du chiffre d'affaires (491 millions) et 71 % du chiffre d'affaires. Les cinq premiers sont : Quick, Frestime, McDonald's, O'Kitch et Burger King.

CONJONCTURE

Un réajustement des parités monétaires

(Suite de la première page.)

Les banques ont tenté d'intervenir (acheter ou vendre selon le cas) sur le marché afin de maintenir leurs monnaies à l'intérieur de ces limites. Avec la décision des banques centrales de ne pas intervenir malgré le dépassement du couloir-plafond du deutschemark à Paris (3,1367 F pour un deutschemark) se confortait l'idée chez les cambistes d'un réajustement monétaire au cours du week-end, une interprétation que l'on confirmait officiellement à Paris, dans la matinée.

La réunion au cours de laquelle les ministres des finances des Douze devaient harmoniser leurs politiques à l'égard du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, prévue le 5 avril à Ootmarsum, aux Pays-Bas, devait donc élargir son ordre du jour. Mais il reste à fixer l'ampleur du réajustement et les contreparties offertes par la France à l'Allemagne fédérale, qui ne trouvait pas réellement nécessaire une telle opération. Les cambistes, dont c'est le métier, spéculent sur une réévaluation du mark allemand et de florin néerlandais (de l'ordre de 5 % ?), sur une légère dévaluation du franc français et sur une dépréciation plus forte de la lire, du franc belge, de la livre irlandaise et de la couronne danoise.

En contrepartie, la France devrait s'engager - mais ce ne sont pas des décisions prises - à réduire la mesure inscrite dans la plate-forme commune RPR-UDF - à réduire le contrôle des changes et à supprimer

la devise-dire pour se rapprocher des monnaies de change des autres pays européens.

Il restera à assumer la responsabilité politique d'un réajustement « à froid », alors que la Banque de France dispose de réserves importantes et que le franc n'a été attaqué ces dernières semaines que parce que, tant M. Chirac que son ministre délégué chargé du budget, M. Juppé, avaient déclaré à plusieurs reprises, avant les élections du 18 mars, que le franc était surévalué par rapport aux autres monnaies trop dévaluées.

Les avantages de cette opération sont connus. La dévaluation permettrait de majorer les revenus agricoles, de redonner une marge de compétitivité aux producteurs français face à leurs concurrents allemands, d'abaisser les taux d'intérêt, de relancer un peu l'activité. Bref, elle ouvrirait la marge de manœuvre du gouvernement, à un moment où les tensions inflationnistes soulevées par la dévaluation sont réduites au minimum, du fait de la structure du cours du pétrole. De plus, M. Chirac pourra toujours mettre en avant l'héritage et l'inflation qui, depuis le réajustement de mars 1983, n'a été que forte en France, qu'en RFA de 11,5 % (même si la différence n'a cessé de s'amenuiser). Il n'en restera pas moins paradoxal de voir que les socialistes défendaient depuis plusieurs mois un franc fort et que la droite se sera donné l'embarras de faciliter d'une dévaluation.

BRUNO DETHOMAS.

L'emprunt de 12,8 milliards lancé par l'Etat porte à 70 milliards les émissions obligataires

L'emprunt de 12,8 milliards de francs lancé par l'Etat jeudi 3 avril sous forme d'OAT (obligations assimilées du Trésor) se rajoute à l'émission de 5 milliards de francs de septembre 1985 (9,90 % septembre 1984). L'OAT a pour caractéristique de comporter une possibilité d'assimilation à d'autres emprunts ayant la même rubrique de cotation.

C'est ainsi que sur la ligne de septembre dernier déjà émise, une adjudication une tranche de 9,6 milliards, le 27 février 1986. L'emprunt du 3 avril, qui a été fait en adjudication, porte à 27,4 milliards de francs l'épargne placée sur la ligne de septembre 1985. Depuis le début de l'année, l'Etat a levé 12,8 milliards de francs sous forme d'OAT, 12,8 milliards de francs sous forme d'émission obligataire pour financer le déficit budgétaire s'élevant à 32 milliards de francs en janvier en prime (en 1985 : 12,8 milliards 9,70 % avec une tranche de 7 milliards 9,80 % et 1,1 milliard rattaché à cette deuxième tranche) ; 4,1 milliards d'OAT en prime en adjudication, cette émission étant rattachée à la tranche de 12,8 milliards de francs de l'emprunt d'Etat de janvier ;

12,8 milliards de francs d'OAT le 27 février rattachés à la ligne de septembre 1985 ; 11,3 milliards de francs le 6 mars toujours en adjudication, rattaché à la deuxième tranche de l'emprunt d'Etat (7 milliards) de janvier 1986. Enfin 12,8 milliards d'OAT le 3 avril.

On aura une idée de l'ampleur des émissions obligataires et de leur importance en rappelant qu'au 31 décembre 1985 l'Etat avait pour 11 milliards de francs d'obligations. Compte tenu des remboursements atteignant 12 milliards de francs, les émissions obligataires ont atteint 57,8 milliards de francs depuis le début de l'année. A ces 57,8 milliards par l'Etat pour financer son déficit budgétaire s'ajoutent les bons du Trésor (1) : 146 milliards d'émissions depuis le début de l'année, 45,6 milliards net, soit au total un prélèvement de 103,4 milliards de francs.

AL. V.

(1) L'emprunt des bons du Trésor s'élevait le 4 avril 375,6 milliards de francs contre 337 milliards de francs au début de l'année.

Les demandes des producteurs laitiers à M. Guillaume

- Nouvelles primes de départ
- Financement partiel des pénalités

Prix zéro, réduction de volume, baisse de l'intervention, taxe de coresponsabilité, réglementation favorable aux produits de substitution, maintien des importations dérogatoires de beurre néo-zélandais : devant ce tableau des calamités qui s'abat sur les 305 000 producteurs de lait français (1), le ministre de l'Agriculture, M. François Guillaume, ne pouvait pas, pour sa première sortie officielle de

Paris, complètement se dérober.

Comme il ne pouvait pas non plus répondre avec précision aux demandes de la Fédération nationale des producteurs de lait (FNPL) qui tenait son assemblée générale, il a choisi de passer en vedette américaine, à l'heure du déjeuner. Ses indications sont cependant pré-

cieuses. « Il faudra, a-t-il dit, une augmentation réelle du prix du lait », alors que la Commission européenne prévoit un gel qui correspond en fait à une diminution.

Il y aura des « pénalisations ajustées » pour ceux qui ont dépassé leur quota de production. La politique de restructuration sera poursuivie. Le ministre, enfin, s'efforcera d'élargir les débouchés des produits laitiers.

Les producteurs de lait qui rassemblent la FNPL sont confrontés à un dilemme : il leur faut « assumer le présent », c'est-à-dire gérer la réduction de l'excédent structurel de lait et « préparer l'avenir », c'est-à-dire combler le déficit structurel qu'ils prévoient avec le vieillissement et le non-remplacement des producteurs (2). En d'autres termes, il faut créer ou assurer la transmission des savoir-faire laitiers, ce qui implique pour eux une hausse de développement, quand dans le même temps il faut réduire la production. Difficile exercice qui se traduit pour les années 1985-1986, l'an II des quotas, par un dépeuplement de 250 000 tonnes de lait sur un volume de production autorisé par Bruxelles de 25,3 millions de tonnes. Ce dépeuplement doit être sanctionné par des pénalités atteignant 500 millions de francs.

L'incohérence

des « Eurocrates »

La FNPL n'est pas contre, mais demande que trois catégories d'éleveurs soient épargnées : ceux qui ont subi des calamités et dont le quota avait été de ce fait sous-estimé, ceux qui, par contrat avec le Crédit agricole et les pouvoirs publics, avaient un objectif de production supérieur à leur quota, enfin, les petits producteurs. Ce qui risque de faire beaucoup de monde. Les experts, en effet, la FNPL, ne doivent pas être à la charge des autres producteurs.

Aussi, c'est une première demande, est-ce aux pouvoirs publics de prendre à leur charge les pénalités impayées. Ces dépassements sont surtout le fait de régions comme la Bretagne, la Franche-Comté, où, dit le président de la FNPL, M. Ledru, « la production bénéficiait d'un élan incontestable ». Comme les quotas sont affectés par entreprise et que, peu ou prou, les entreprises collectent dans un bassin régional, il en résulte que « des producteurs dépassent dans les mêmes conditions leur référence pourront être taxés très différemment selon leur région, mais (...) selon le volume de la production ».

Ces pénalités servent à payer le stockage de lait excédentaire. Il ne faudrait pas, selon M. Ledru, que le maintien de ce stock pénalise deux fois les producteurs par la pression à l'exportation et l'exercice sur les cours. Comme une destruction physique serait choquante, la FNPL propose que le produit des pénalités serve à financer un volume d'aide alimentaire supplémentaire. La Commission estime que la production est encore excédentaire de 10 millions de tonnes et propose de racheter à un tarif inférieur le surplus des producteurs, l'équivalent de 3 millions de tonnes de quotas (3).

La FNPL ne souhaite pas réduire encore les droits à produire quand les concurrents étrangers,

Etats-Unis et Nouvelle-Zélande, continuent, eux, d'augmenter leur production. La CEE précise M. Ledru, détenait 11 % du marché international des produits laitiers en 1981-1982 et 11 % seulement en 1985. La FNPL dénonce l'incohérence des « Eurocrates », qui se plaignent de l'excédent de lait mais maintiennent l'entrée du beurre néo-zélandais, refusent de limiter les importations végétales, s'opposent à l'interdiction des produits d'imitation, tels que les laitages de soja, et, enfin, diminuent de 30 % les aides de publication sur les produits laitiers (théoriquement financés par la taxe de coresponsabilité laitière).

1,5 milliard dans les tiroirs

Au nom de l'urgence, la FNPL demande au gouvernement de poursuivre la restructuration entreprise depuis deux ans, avec les primes à la cessation d'activités laitières (1). « Mais ne s'y trompe pas », déclare M. Ledru, le nombre de producteurs de lait qui dépend plus des possibilités offertes aux jeunes et à ceux qu'il faut préserver que du départ plus ou moins volontaire de ceux qui, quel qu'il arrive, partiront. « Néanmoins, la FNPL, comme la CNJA d'ailleurs, souhaite qu'on continue à secourir la cessation pour faciliter ces départs ».

Pour la restructuration, comme pour le paiement par les pouvoirs publics d'une partie des pénalités, M. Ledru estime que le gouvernement devrait disposer de 1,5 milliard, à retrouver dans le budget du ministère de l'Agriculture. « Si les 3 milliards de francs sur trois ans promis en 1983 par M. Michel Rocard, alors ministre de l'Agriculture, Pour les producteurs, le revenu dépend aussi de la valorisation par les entreprises de transformation. M. Ledru a déploré leur manque de concertation, leur acceptation du bradage imposé par la distribution, « domaine incontesté du libéralisme sauvage ». « Si la concurrence est saine pour l'économie et si les entreprises le sont, interdites, pourquoi les laisser se développer à l'achet ? », interroge-t-il. « L'Etat ne fait rien dans ce domaine, les producteurs, a-t-il dit, M. Ledru, ne raient bien se substituer à lui, en opérant, quelques coups. C'est la proposition de loi, dont il a été fait état lors de cette assemblée.

JACQUES GRALL

(1) En 1984 et en 1985, la diminution du nombre de producteurs a été de 14 %. 53 000 livraisons ont bénéficié des primes de cessation d'activité laitière.

(2) 10 % des producteurs ont aujourd'hui plus de cinquante ans. (3) La subvention serait de 44 centimes par litre pendant sept ans, sans plafond ni dégressivité.

SOCIAL

M. Marchelli estime que sa démarche auprès du CNPF a échoué

M. Paul Marchelli, président de la CGC, n'a pas dissimulé sa déception, le 3 avril, à l'issue de sa rencontre avec M. Yvon Gattaz, président du CNPF. Il a estimé que, « pour l'instant », sa démarche pour relancer « d'urgence » la politique contractuelle « est un échec ». Il avait espéré « une réponse positive pour l'ouverture immédiate de négociations ». M. Gattaz a cependant jugé « intéressantes » les propositions de M. Marchelli, indiquant qu'il les soumettrait à la prochaine commission sociale et au prochain exécutif du CNPF « qui décidera en dernier ressort de la suite à leur donner ». Le 4 avril, le CNPF a donc exprimé sa surprise à propos de la réaction de M. Marchelli.

M. Marchelli a souligné que les négociations entre les partenaires sociaux s'ordonnent autour de plusieurs thèmes : « priorités », « en premier lieu, les capacités d'adaptation des entreprises et des hommes », « afin de gagner la bataille de la compétitivité ». Le président de la CGC a estimé qu'il fallait « négocier une adaptation de compensation », à la suppression de l'autorisation administrative de licenciement. Il a proposé aussi une négociation sur la participation.

Pour M. Marchelli, « il faudrait que les partenaires sociaux négocient s'ils veulent reprendre les responsabilités qui leur reviennent, s'ils veulent négocier comme auparavant. M. Marchelli ne veut pas d'un privilège de l'Etat du CNPF, mais du gouvernement ».

M. Bergeron fait coup double

Bien joué, M. Bergeron. En rendant publics, le jeudi 3 avril, ses propositions sur l'emploi à M. Philippe (le Monde du 4 avril), le secrétaire général du FO a fait d'une pierre deux coups. Le premier objectif de M. Bergeron est de faire le gouvernement à trouver une porte de sortie pour éviter la suppression de l'autorisation administrative de licenciement n'ayant pas, lui, d'effet positif sur l'emploi mais risquant d'altérer le climat social - sans renoncer à avancer sur le terrain de la flexibilité de l'emploi.

C'est une manœuvre d'échecs, a souligné M. Bergeron devant la presse. La première bataille que nous livrons, c'est de convaincre le gouvernement de ne pas faire cela. Le dirigeant syndical, qui devait rencontrer officiellement M. Seguin ce vendredi, se qu'il s'engage dans une rude partie. « Nous pourrions de persuasion et de relations », reconnaît-il, en ajoutant : « M. Seguin n'est pas tout à fait sourd à nos arguments, mais il est membre du gouvernement ».

Le fait que le gouvernement prouve de prudence sur ce sujet sensible montre que la porte n'est pas tout à fait close. Mais peut-il ne pas respecter la plate-forme RPR-UDF ? « Nous appliquerons notre programme », a lancé le ministre des affaires sociales le 4 avril sur Europe 1. Voyant dans l'autorisation administrative de licenciement « des éléments très négatifs pour l'emploi » et « des éléments positifs pour la protection des salariés », il a tenté de concilier les deux aspects par des procédures positives avec la disparition de tout ce qu'il y a de négatif.

Même en « faisant » les débats au sein du gouvernement - et du RPR - aboutissent en faveur d'une négociation interprofessionnelle préalable à toute décision législative de suppression, la partie ne serait pas gagnée pour autant. En se déclarant prêt à ouvrir une négociation sur le chapitre du protocole relatif à la flexibilité, qui a échoué en décembre 1984, concernant les procédures de licenciement, M. Bergeron rejoint une position déjà prise par la CFDT. En jugeant « discutables » une révision des délais, notamment ceux relatifs à la réduction du comité d'entreprise avant avis - le dirigeant de FO a déclaré qu'il faut aller à ce que M. Marchelli avait le 16 mars annoncé : « un minimum ».

Mais pourquoi le patronat se contenterait-il de négocier sur un minimum alors que la nouvelle majorité a été élue sur un programme qui lui convient parfaitement et qui suffit d'appliquer par une loi, à l'exception d'ordonnance ? De plus, le chantre de la politique contractuelle du CNPF, M. Chotard, a claqué la porte.

En tout état de cause, M. Bergeron n'a pas été vain. Il a voulu faire passer la suppression de l'autorisation administrative de licenciement « à la descente », en fera pas descendre les gens dans la rue, un casus belli avec le gouvernement.

TRANSPORTS

La première conférence de presse du secrétaire d'Etat à la mer

Appareillage en douceur

« Le secrétariat d'Etat à la mer est un ministère à part entière et autonome. En ne le rattachant à un ministre en particulier, le gouvernement a voulu montrer l'importance qu'il témoignait à l'ensemble des activités maritimes qu'il faut appréhender dans tous leurs aspects », a déclaré Michel Guellac, qui, le jeudi 3 avril, présentait à la fois, les membres de son cabinet et les grandes lignes qui vont guider son action, veut travailler un esprit de dialogue. Il n'annoncera ses premières décisions qu'après avoir rencontré la plupart des représentants professionnels, syndicaux et administratifs du monde maritime.

Cependant, les dossiers urgents s'accumulent. Le déficit de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM) qui gère le régime social de retraite des marins ? « Il ne faut pas bouleverser les structures ». La privatisation de la compagnie générale maritime ? « Je ne me prononce pas encore sur son opportunité ou non ». L'avenir de la filière de commerce ? « J'ai lu et relu le rapport

de M. Guellac. Il faut savoir à quel moment minimal doit se structurer la flotte française. Le prochain objectif budgétaire ? « Je m'attends pas à un miracle pour mon département ministériel ».

M. Guellac a aussi ses préoccupations. « Avant, ces mois, j'ai beaucoup de promesses, sans toujours s'assurer que les sources budgétaires correspondantes existent. Mais je pense, il faudra les trouver. En revanche, il a voulu faire entendre que le comité MM. Le Gall et Fabius a dénoncé l'accord maritime franco-soviétique et les a félicités d'avoir favorisé le renouvellement de la flotte de pêche artisanale.

« Puisque l'emploi est pour nous un problème majeur, les jeunes doivent être persuadés que la mer constitue un domaine particulièrement attractif », a-t-il conclu. Les socialistes avaient un mot fétiche : la reconquête. Plus modeste, M. Guellac cherchera simplement à « trouver à garder la cap ». F. Gr.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV

Sociétés d'investissement à capital variable

gérées par la Caisse des dépôts

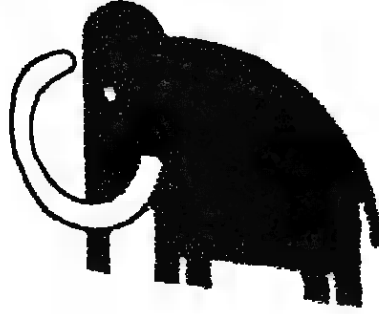
Les actionnaires ont approuvé les comptes de l'exercice 1985 et décidé la mise en distribution des dividendes suivants mis en paiement le 1^{er} avril 1986 aux guichets des établissements placés, chez l'ÉCUREUIL et à LA POSTE : FO - LLP - LBI - HORIZON - au TRÉSOR PUBLIC et chez les Agents de Change : LBI

	FRANCE OBLIGATIONS	LE LIVRET PORTÉFOLIO	LIVRET BOURSE INVESTISSEMENTS	HORIZON
COUPON	n° 29	n° 31	n° 19	n° 3
net à payer	18,00 F	22,50 F	19,75 F	42,78 F
avoir fiscal	1,71 F	2,64 F	2,78 F	3,98 F
brut	19,71 F	25,14 F	22,53 F	46,84 F
rapport de la valeur liquidative au 31.12.85 (valeur audité)	409,37 F	504,13 F	367,39 F	982,68 F

Réinvestissement sans frais en actions nouvelles jusqu'au 1^{er} juillet 1986.

CHEZ L'ÉCUREUIL À LA POSTE AU TRÉSOR PUBLIC

RÉPARTIR SON ÉPARGNE SELON SES PROJETS.



s à M. Guillaume

Il faudra, a-t-il dit, une augmentation réelle du prix du lait, alors que la Commission européenne prévoit un gel qui correspond en fait à une diminution.

Il y aura des pénalisations ajustées pour ceux qui ont dépassé leur quota de production. La politique de restructuration sera poursuivie. Le ministre, enfin, s'efforcera d'élargir les débouchés des produits laitiers.

Pendant cette séance, M. L. a été interrogé sur la situation des producteurs de lait. Il a répondu que le prix du lait était en baisse, mais que la production était en hausse. Il a également mentionné la nécessité de moderniser les équipements des producteurs.

Il a également mentionné la nécessité de moderniser les équipements des producteurs. Il a également mentionné la nécessité de moderniser les équipements des producteurs.

coup double

Il a également mentionné la nécessité de moderniser les équipements des producteurs. Il a également mentionné la nécessité de moderniser les équipements des producteurs.

re conférence de presse
rétaire d'Etat à la mer

Il a également mentionné la nécessité de moderniser les équipements des producteurs. Il a également mentionné la nécessité de moderniser les équipements des producteurs.

ENFIN!

Alors que dans de grands pays européens :
Allemagne, Angleterre, Pays-Bas,... les laits 1^{er} et 2^e âge
pour nourrissons sont en vente en grande surface, en
France on ne les trouve qu'en pharmacie.

Quand on sait le rôle fondamental pour la
croissance des bébés du lait maternel, et des laits
1^{er} et 2^e âge lorsque l'allaitement est impossible,

Quand on sait que beaucoup de mères
abandonnent trop tôt le lait 2^e âge pour du lait longue
conservation (UHT), que l'on peut trouver partout
et moins cher,

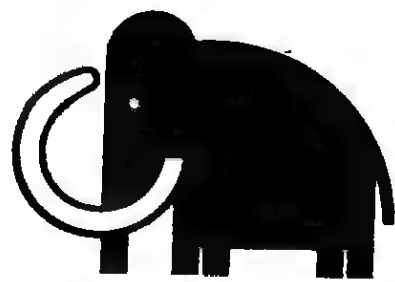
ALORS POURQUOI PAS EN FRANCE ?

Enfin, grâce à MAMMOUTH, les laits pour
nourrissons sont aujourd'hui disponibles à prix
hypermarché.

MAMMOUTH s'associe avec un grand
Laboratoire de produits diététiques et nutritionnels et
ouvre les rayons de tous ses hypermarchés aux laits
pour bébés : les laits NUTRICIA 1^{er} et 2^e âge.

**AUJOURD'HUI CHEZ MAMMOUTH, DEMAIN
PARTOUT.**

LA FRANCE A L'HEURE DE L'EUROPE !



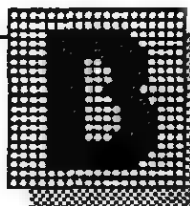
Jean-Jacques FOUGERAT
Directeur MAMMOUTH FRANCE

* Lait disponible dans votre hypermarché à partir du 14 avril 1986.

RED LINE COMMUNICATION

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SICAV



BANQUE NATIONALE DE PARIS

EPARGNE - VALEUR

Société d'Investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, réunie le 26 mars 1986 sous la présidence de M. Bailey, Président du Conseil d'Administration, a entendu le rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1985 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables s'élèvent, compte tenu du report des lots et primes de remboursement et du report à nouveau de l'exercice précédent, à F 152.251.606,21. Elles permettent, après report à concurrence de F 8.009.272,58 des lots et primes de remboursement, la mise en distribution d'un dividende par action de F 17,03 auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 1,85, soit un total global de F 18,88.

L'Assemblée Générale a fixé au 27 mars 1986 la mise en paiement de ce dividende représenté par le coupon n° 38, ventilé comme suit :

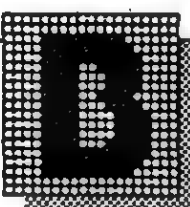
- revenus non imposables : F 0,87,
- revenus d'obligations françaises non indexées : F 7,25 + crédit d'impôt de F 0,65, soit un total de F 7,90,
- revenus d'actions françaises : F 1,49 + crédit d'impôt de F 0,76, soit un total de F 2,25,
- autres revenus : F 7,42 + crédit d'impôt de F 0,44, soit un total de F 7,86.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la Société, avec exonération totale du droit d'entrée.

Enfin, l'Assemblée Générale a mis les statuts en harmonie avec diverses dispositions législatives et réglementaires récentes.

BNP. la banque est notre métier

SICAV



BANQUE NATIONALE DE PARIS

EPARGNE - INTER

Société d'Investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, réunie le 26 mars 1986 sous la présidence de M. Reinhard, Président du Conseil d'Administration, a entendu le rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1985 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables s'élèvent, compte tenu du report des lots et primes de remboursement et du report à nouveau de l'exercice précédent, à F 57.108.794,36. Elles permettent, après report à concurrence de F 11.958.306,36 des lots et primes de remboursement, la mise en distribution d'un dividende par action de F 31,00 auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 1,71, soit un total global de F 32,71.

L'Assemblée Générale a fixé au 27 mars 1986 la mise en paiement de ce dividende qui sera représenté par le coupon n° 22, ventilé comme suit :

- revenus représentant les lots et primes de remboursement (pour les personnes physiques domiciliées en France, ces revenus ne sont ni imposables, ni déclarables) : F 9,00,
- revenus d'obligations françaises non indexées bénéficiant des avantages fiscaux attachés à ces obligations : F 12,69 + crédit d'impôt de F 0,99, soit un total de F 13,68,
- autres produits : F 8,07 + crédit d'impôt de F 0,72, soit un total de F 8,79.

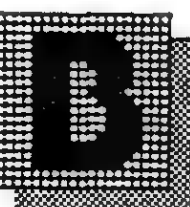
Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la Société, avec exonération totale du droit d'entrée.

L'Assemblée Générale a confirmé la nomination comme Administrateur de Monsieur Léon d'Halloy en remplacement de Monsieur Daniel Olchanski, Madame Françoise Mariéu en remplacement de Monsieur Jean-Louis Hautecœur, Monsieur Christian Jessua en remplacement de Monsieur Gérard Prache.

Enfin, l'Assemblée Générale a mis les statuts en harmonie avec diverses dispositions législatives et réglementaires récentes.

BNP. la banque est notre métier

SICAV



BANQUE NATIONALE DE PARIS

NATIO - VALEURS

Société d'Investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, réunie le 26 mars 1986 sous la présidence de M. Georges Chodron de Courcel, Président du Conseil d'Administration, a entendu le rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 1985 et approuvé les comptes qui lui étaient présentés.

Les sommes distribuables s'élèvent, compte tenu du report des lots et primes de remboursement et du report à nouveau de l'exercice précédent, à F 545.382.259,54. Elles permettent, la mise en distribution d'un dividende par action de F 29,35 auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 4,11, soit un total global de F 33,46.

L'Assemblée Générale a fixé au 27 mars 1986 la mise en paiement de ce dividende qui sera représenté par le coupon n° 8, ventilé comme suit :

- revenus non imposables : F 0,47,
- revenus d'obligations françaises non indexées : F 17,11 + crédit d'impôt de F 1,09, soit un total de F 18,20,
- revenus d'actions françaises : F 6,65 + crédit d'impôt de F 2,97, soit un total de F 9,62,
- autres revenus : F 5,12 + crédit d'impôt de F 0,05, soit un total de F 5,17.

Comme les années précédentes, les actionnaires pourront réinvestir leurs dividendes en actions de la Société, avec exonération totale du droit d'entrée.

L'Assemblée Générale a nommé Monsieur René Houssais Administrateur, en remplacement de la Banque Nationale de Paris.

Enfin, l'Assemblée Générale a mis les statuts en harmonie avec diverses dispositions législatives et réglementaires récentes.

BNP. la banque est notre métier

BANQUE WORMS

RÉSULTATS DE L'EXERCICE 1985

Le conseil d'administration de la Banque Worms, réuni le 25 mars 1986 sous la présidence de M. Jean-Michel Bloch-Lafont, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui seront soumis à l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mai prochain :

- le produit net bancaire, 1 170 millions de francs, marque une augmentation de 18 % ;
- l'évolution des frais généraux communs a été maintenue en deçà de 4 % et les effectifs en métropole ramené de 1 900 à fin 1984 à 1 736 au 1^{er} janvier 1986 ;
- le solde d'exploitation, 301 millions de francs contre 200 millions en 1984, progresse de 50 % ;
- après 276 millions de francs de provisions et 28 millions d'amortissements, le bénéfice net de l'exercice s'élève à 20 millions de francs.

L'ensemble de ces résultats dépasse largement les objectifs que le conseil d'administration s'était fixés en mai dernier.

Parmi les faits marquants de l'exercice, le conseil a notamment souligné :

- la mise en place, à la suite de la fusion avec la Société aquitaine de banque, d'une équipe de renouvellement et confortée par le recrutement de professionnels de haut niveau ;
- l'adoption d'une nouvelle organisation destinée à renforcer la délégation des responsabilités, les synergies entre départements et l'efficacité de l'outil de gestion ;
- le développement progressif, avec des premiers résultats très prometteurs, de la collaboration entre les équipes de la banque et celles de son coactionnaire, l'UAP.

Sur le plan des activités, le redressement des activités immobilières et internationales, qui a constitué un axe d'action prioritaire en 1985, a été réalisé avec succès. La banque a pris des positions significatives sur les nouveaux marchés de capitaux et ouvert deux implantations nouvelles à Milan et au

LA SOURCE PERRIER COMMUNIQUE

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de la Source Perrier s'est tenue à Vergèze (Gard) le 27 mars 1986.

Le conseil d'administration s'est réuni la même date, à F 317 055 504 (dont F 241 265 635 pour la part du groupe), contre F 196 527 581 (dont F 195 502 326 pour la part du groupe) pour l'exercice précédent. Il tient compte de la transmission des résultats de la Société Seltzer-Leblanc et de ceux de la Société des Caves de Roquefort jusqu'à l'annulation par suite d'équivalence.

L'Assemblée a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1985 se soldant par un bénéfice net de F 95 111 172, contre F 135 289 393 pour l'exercice précédent.

Elle a décidé la distribution d'un dividende complémentaire de F 8,50 par action donnant droit à un vote fiscal de F 4,25.

Compte tenu de l'acompte sur dividende de F 1,00 par action distribué le 10 octobre 1985, le dividende total pour l'exercice s'établit à F 13,50 par action, soit, compte tenu de l'acompte, un revenu global de F 20,25.

Le dividende complémentaire sera mis en paiement le 8 avril 1986 contre le coupon n° 49.

D'autre part, une assemblée générale extraordinaire tenue à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire a décidé principalement :

- de proroger de trois mois la durée de l'exercice social en cours commencé le 1^{er} octobre 1985 qui aura ainsi une durée de 15 mois pour se terminer le 31 décembre 1986 ;
- et de changer l'année sociale qui, à compter des exercices postérieurs, commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre.

EUROPE 1 COMMUNICATION

L'Assemblée Générale d'Europe 1 Communication, qui s'est tenue le 28 mars 1986 à Monte-Carlo sous la présidence de M. Pierre Barrot, a approuvé le bilan et les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1985, qui se soldent par un bénéfice net de F 919 F contre 10 476 657 F pour l'exercice précédent.

Toutes les résolutions proposées ont été adoptées et le solde distribué au dividende de 47 625 600 F.

Le montant net du coupon s'élève à 33 F pour chacune des 1 443 200 actions composant le capital social, soit un revenu global de 49 50 F, avoir fiscal compris.

Le dividende sera mis en paiement à partir du 15 avril 1986 contre émargement du coupon n° 32 aux guichets de Crédit Lyonnais, de la Banque Nationale de Paris, de la Société Générale, de la Banque Indosuez, de MM. Lazard Frères et Co, de l'Européenne de Banque et de la Banque Worms et commerciale de Paris.

À la demande de notre nouvel actionnaire la société Holpa, M. Pierre Barrot a remis son mandat de président délégué, son mandat d'administrateur ainsi que son mandat de directeur général à la société, à la disposition du conseil d'administration. Celui-ci a nommé M. Frank Tison président délégué et M. Jacques Lehn vice-président délégué, directeur général avec les mêmes pouvoirs et a confirmé les pouvoirs de M. Jacques Abregel, administrateur, directeur général.

SOPELEM

SOCIÉTÉ D'OPTIQUE, ÉLECTRONIQUE ET MÉCANIQUE

L'Assemblée Générale (militaire et civile) de SOPELEM s'est réunie le 27 mars 1986 à Paris pour approuver les comptes de l'exercice 1985, la répartition du bénéfice et le mandat d'administrateur ainsi que le mandat de directeur général.

Le capital initial de celle-ci a été souscrit par :

- le groupe britannique United Scientific Holdings : 39 %
- et une assemblée d'investisseurs : 61 %
- décomposée ensemble 51 %, répartie comme suit :
- FIDI : 17 %
- SUBAREC, filiale de la Compagnie financière de Suez : 17 %
- M. de Maigret : 10 %
- Le FCP Privet : 7 %.

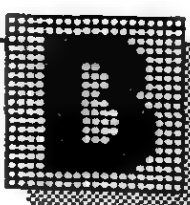
Le premier conseil d'administration comprend MM. François Mayer, Roger Grégoire, et FIDI, représenté par M. Michel Bachelier. Il sera prochainement complété. Au cours de sa première séance, le conseil a désigné comme président M. François Mayer, Ancien élève de l'École polytechnique, M. Mayer a notamment été président de Crouzet-Latre entreprises.

GSI ALCATEL

Au cours de sa séance du 24 mars, le conseil d'administration, informé qu'en raison de son entrée au gouvernement le président Edouard Balladur conduisait à mettre fin à ses fonctions, a nommé président de la société M. Jacques Raimon, qui exerçait les fonctions de directeur général depuis la création de la société, il y a quinze ans.

Le conseil a d'autre part nommé directeur général M. Jacques Benz, précédemment l'un des principaux membres de l'équipe dirigeante de la société, et a décidé de se compléter en faisant appel à M. François Petit, directeur à la direction générale de la CGE.

SICAV



BANQUE NATIONALE DE PARIS

EPARGNE - OBLIGATIONS

Société d'Investissement à Capital Variable

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, réunie le 27 mars 1986 sous la présidence de M. Jars, Président du Conseil d'Administration, a approuvé les comptes de l'exercice 1985. Elle a décidé la distribution d'un dividende net de F 15,93 auquel s'ajoute un crédit d'impôt de F 1,60, soit un total global par action de F 17,53. Le paiement de ce dividende représenté par le coupon n° 32 est effectué depuis le 27 mars 1986. Il se décompose ainsi :

- revenus d'obligations françaises non indexées : F 14,83 + crédit d'impôt de F 1,60,
- produits de l'emprunt d'Etat 8,80 % 1977 pour 0,02,
- revenus d'actions françaises : F 0,23,
- autres produits ne bénéficiant d'aucune exonération fiscale pour : F 0,46,
- revenus exonérés de l'impôt sur le revenu des personnes physiques : F 0,39 et donnant droit pour les personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés à un crédit d'impôt de F 0,03.

Il est rappelé que les actionnaires pourront réinvestir le montant de leur dividende en actions de la société en exonération totale de droit d'entrée.

BNP. la banque est notre métier

AFFAIRES

UNE BONNE ANNÉE POUR LES BANQUES

Les bénéfices du Crédit Lyonnais ont augmenté de 20 % en 1985

1985 aura été une bonne année pour la banque française. Elle a certes divergé de son rythme de croissance à celui de plus de 30 % en un an en fonction de la situation de son bilan, mais l'activité a été bonne, et les bénéfices ont augmenté de 20 % en 1985. C'est ce que confirme le bilan de l'exercice 1985, qui a été publié hier par le Crédit Lyonnais.

Ainsi, les « moribonds » du « krach », selon le sobriquet parfois donné à l'Europe des banques (ex-banques Rothschild), ont été vendus et Worms en raison de la gravité de leur situation financière au moment de la nationalisation en 1982, ont effectué en 1985 un remarquable redressement, grâce à ces trois établissements sont sortis du « rouge ». Il en va de même pour tel ou tel établissement engagé dans un secteur d'activité soumis à la crise, l'immobilier par exemple, comme en témoigne le résultat positif de la Banque hypothécaire européenne, passée l'année dernière sous la coupe d'une mutuelle d'assurance, la MAA.

A l'autre bout de l'échiquier, là où les banques d'affaires et à guichets ouverts se sont lancées dans une concurrence déchaînée et qui est loin d'avoir encore produit tous ses effets sur le marché, la Banque Paribas a récemment fait état d'une augmentation de 50 % de ses profits en 1985 et sa « sœur jumelle », l'Indosuez, a annoncé dans une quinzaine de jours des bénéfices en hausse de 15 % à 20 % d'une année à l'autre. En dehors des autres établissements qui, avec une efficacité remarquable, communiquent des hausses voisines, manquant encore à l'appel les résultats des « trois vieilles », à savoir la BNP, la Société générale et le Crédit lyonnais.

Ce dernier vient de combler partiellement cette lacune en annonçant pour l'exercice 1985 un résultat hors filiales et participations de 442 millions de francs (dont les deux tiers provenant de l'activité réalisée en France), en augmentation de 19,8 % sur l'exercice précédent, lequel n'avait été marqué que par une progression de 3 %.

M. de Benedetti explique son opération sur Valéo

Dans une interview au magazine *l'Expansion* (4 au 17 avril), M. de Benedetti, patron, entre autres, d'Olivero, explique son opération sur Valéo, premier équipementier automobile français, dans lequel il a déjà acquis 19 %. Une participation qui devrait être complétée par une OPA sur 16 % supplémentaires du capital.

Le patron italien raconte comment, à sa grande surprise, lorsqu'il est allé voir les actionnaires de Valéo, il n'a « rencontré que des gens disposés à vendre ». Son étonnement s'est encore renforcé lorsqu'il a constaté que M. Boisson, actuel PDG de Valéo (siège il avait proposé de conserver son poste jusqu'à sa retraite en 1987), cherchant à contourner l'opération de M. de Benedetti, n'avait trouvé aucun soutien en France. « Je me suis demandé si je ne m'étais pas trompé de cible », ironise M. de Benedetti, qui considère que Valéo doit dégrader une marge nette de 4 % de son chiffre d'affaires, soit au minimum 400 millions de francs par an.

M. de Benedetti explique son offre de rachat de 16 % supplémentaires du capital de Valéo comme un « geste de bonne volonté ». Vis-à-vis des autorités boursières françaises (qui estimaient souhaitable une telle procédure), dans la mesure où il a « l'intention d'introduire d'ici à la fin de l'année les actions de la CIR (une de ses holdings financières) et celles de Buisson-France sur le marché de Paris ». L'italien veut, d'autre part, apporter 20 % de Valéo à Airliam (une autre société holding cotée à Paris). Ce holding, dans laquelle la CIR détient moins de 50 %, procédera à une augmentation de capital auprès de grands investisseurs et du public en même temps qu'elle prendra le nom de Ceres.

M. de Benedetti annonce enfin que c'est M. Alain Mérieux, actuellement administrateur-directeur général de la JGE, une filiale de Saint-Gobain, qui le représentera chez Valéo, tout en animant Ceres (M. Mérieux quittera le groupe cet été). M. Barthelet, membre actuel du conseil de Valéo, devrait, quant à lui, succéder à M. Boisson.

ENTREPRISES

OPA sur Woolworth

La chaîne britannique de distribution de matériel électrique Dixons Group a annoncé, jeudi 3 avril, qu'elle offre publiquement l'achat de 1,27 milliard de livres (environ 13,4 milliards de francs) sur les grands magasins Woolworth Holdings. L'OPA a été immédiatement rejetée. Dixons offre 16 nouvelles actions de 10 pence l'une contre 10 actions Woolworth, soit 715 pence par action. Les actions Woolworth, qui valaient 833 pence mercredi en clôture, ont grimpé à 840 pence après l'annonce avant de se replier à 820 pence. Dixons a gagné 16 pence à 386. — (AFP.)

Le groupe Bruxelles-Lambert prend le contrôle de la Banque de gestion privée (groupe Worms)

Le groupe belge Bruxelles-Lambert va prendre le contrôle (détenu jusqu'ici par le groupe Worms) de la Banque de gestion privée (BGP), un établissement spécialisé dans l'investissement sur les marchés financiers et les instruments de gestion collective. Le groupe Bruxelles-Lambert rachèterait à Worms, dans un premier temps, 35 % du capital de la BGP (dont ce groupe conservait 18 % aux côtés du groupe canadien Desmarès et de diverses personnes physiques en attendant d'autres rachats d'actions). Bruxelles-Lambert, qui a déjà pris, en 1985, le contrôle de la Société internationale de banque (détenue jusqu'ici par Vallourec), confirme ainsi sa volonté de renforcer sa présence sur le marché français.

Cinq acheteurs pour Canadair

Cinq sociétés canadiennes se sont portées candidates pour le rachat du constructeur d'avions d'affaires Canadair, propriété de l'Etat fédéral canadien, qui veut le privatiser. Il s'agit de la firme Bombardier (constructeur de métros et de scooters des neiges), Magna International (pièces détachées d'autos), Canadian Aerospace Technologies (dépendant de l'allemand de l'Ouest Justus Dornier), un consortium dirigé par Fleet Aerospace et IMP Group (réparations et entretien d'avions), Canadair fabrique des appareils Challenger, concurrents des Falcon du français Marcel Dassault. La société a réalisé au cours des neuf premiers mois de 1985 un bénéfice de 12,1 millions de dollars canadiens (83 millions de francs).

Accord de licence nippo-américain dans les accumulateurs

La firme japonaise Yuasa Battery, a décidé d'accorder une licence à l'américain Farley Metals pour la fabrication d'accumulateurs d'autos. En contrepartie, Yuasa importera

des machines d'emballage automatique fabriquées par le groupe Farley.

Rhône-Poulenc vend sa micro-connectique à Souriau

Le groupe Souriau, numéro un européen des connecteurs professionnels, a repris le département micro-connectique de Rhône-Poulenc, lequel sera confié à une société en cours de constitution, Micro-Connectique Technologies SNC. Ce département a notamment mis au point des technologies avancées de fabrication de micro-circuits gravés en continu. Il produira, notamment dans une unité située à Arques-la-Bataille, en Seine-Maritime, une gamme de circuits sur films pour l'assemblage et la connexion électronique. Souriau, qui emploie 3 850 personnes et dispose d'une dizaine d'unités de production, dont quatre à l'étranger, a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires consolidé (hors taxes) de 1,41 milliard de francs (en progression de 18 % sur l'exercice précédent), dont 55 % en provenance des marchés extérieurs.

Le groupe Kis se lance dans la restauration rapide

Le groupe Kis, déjà présent dans divers domaines « minute » (clés, talons, photocopies, développement photographique instantané...), se lance dans la restauration rapide avec la création d'une chaîne à l'enseigne Cookies, directement inspirée des biscuits américains « cookies ». Le groupe, fondé en 1983 par M. Serge Crasnielski, et qui a réalisé en 1985 un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs environ, précise qu'il a investi plus de 50 millions de francs dans l'étude de ce nouveau service « minute ». Une cinquantaine de points de vente Cookies devraient être créés fin 1986 avec pour objectif « à terme de 500 à 1 000 unités en France et plus de 3 000 créations d'emplois », une utilisation sur la scène internationale étant prévue ultérieurement par ce groupe, qui réalise actuellement 88 % de son chiffre d'affaires à l'étranger.

UNE PREMIERE EN HYPERMARCHÉ

UN PHARMACIEN-CONSEIL

AU BOUT DU FIL RÉPOND À VOS QUESTIONS

MAMMOUTH OUVRE LES RAYONS DE TOUS SES HYPERMARCHÉS AUX LAITS 1^{er} et 2^e âge POUR NOURRISSONS

VOTRE MÉDECIN a prescrit à votre bébé un lait 1^{er} ou 2^e âge. Il reste votre conseiller : pour toute information sur le nombre de biberons et la quantité de lait à proposer à votre enfant ainsi que pour tout problème d'ordre médical, n'hésitez pas, consultez-le.

Pour tous renseignements sur la composition, le mode d'emploi, la conservation des laits NUTRICIA* 1^{er} et 2^e âge.

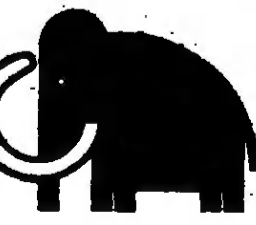
APPELEZ LE PHARMACIEN-CONSEIL MAMMOUTH POUR LA DISTRIBUTION DES LAITS POUR NOURRISSONS.

Du lundi au vendredi de 14 h à 16 h à partir du 16 avril 86

Demandez à la caisse de votre Mammouth le livret "Donner le lait à son bébé".

MAMMOUTH, LES VRAIES ARMES CONTRE LA VIE CHÈRE.

* Lait disponible dans votre hypermarché à partir du 14 avril 86.



RED LINE COMMUNICATION

ÉTRANGER

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT SARNEY

Le Brésil sous traitement de choc

(Suite de la première page.)

A la fin de l'année dernière, les efforts faits dans le domaine budgétaire et ceux pour contrôler l'émission de monnaie paraissent suffisants à Brasilia pour éliminer le taux d'inflation. Or, en janvier, celui-ci atteignait un record : plus de 16 %. Le président opte alors pour le traitement de choc « hétérodoxe », étudié en secret par son équipe économique. Il affirme que, contrairement à ce qui se passe en Argentine, il n'y aura pas de récession.

« Nous n'avons détecté aucune défaillance dans la production », dit-il. Tous les indicateurs sont normaux. « Si, par hasard, l'activité fléchissait, le gouvernement la relancerait par des investissements publics ». Voilà qui ne rassure pas les créanciers étrangers désireux que Brasilia s'attaque aux causes structurelles de l'inflation, et surtout au déficit public. Or comment réduire un tel déficit sans mettre en cause le gigantisme de l'Etat ? Les besoins de financement du secteur public équivalent à près de 30 % du PNB, et ne sont couverts qu'en partie par l'épargne privée. L'Etat doit donc offrir des taux d'intérêt excessifs pour drainer à son profit les économies des ménages, ce qui alourdit la dette publique. Comme l'épargne est insuffisante, il fait marcher la planche à billets.

Avec la fin de la correction monétaire, la dette publique sera sans doute allégée. Mais ce sera insuffisant aux yeux de certains observateurs, qui regrettent que sur deux chapitres essentiels — déficit public et création monétaire — aucun effort ne soit amorcé, alors qu'en Argentine la planche à billets a cessé de fonctionner et que le déficit public a été réduit des deux tiers.

Les responsables brésiliens ont visiblement voulu que leur plan ne casse pas la croissance. M. Sarney promet que celle-ci sera maintenue et n'annonce aucune mesure spectaculaire de privatisation de l'économie. Il estime que le secteur privé a déjà repris sa place et qu'il est à l'origine des 8 % de croissance obtenus l'an passé. « En revanche, du temps de l'autoritarisme, dit-il,

le développement a été assuré par l'expansion du secteur public. Pour le président, il y a corrélation entre liberté politique et liberté économique. C'est un de ses sujets favoris devant ses auditeurs.

Autre thème de prédilection : l'aide aux défavorisés. « Le Brésil est la huitième puissance économique occidentale », dit M. Sarney. Mais certains indicateurs sociaux nous mettent au même rang que bien des pays d'Afrique et d'Asie. D'où l'importance, à ses yeux, des investissements sociaux : ceux-ci absorbent actuellement 10 % du PNB. « Nous y consacrerons jusqu'à 12 % », promet-il.

Un mois après le lancement du « plan cruzado », le Brésil s'habitue à la croissance sans inflation...

Les programmes d'assistance aux familles les plus pauvres ont commencé il y a cinq mois. Ils prennent les formes les plus diverses : distribution de lait (six cent trente mille enfants reçoivent un litre par jour ; il y en aura trois millions à la fin de l'année) ; répartition de papiers alimentaires, travaux publics de quartier. Ce sont les organisations communautaires, extrêmement nombreuses au Brésil (celles de l'Eglise ou les associations de quartier), qui reçoivent et gèrent l'aide de l'Etat. Douze mille mini-programmes à caractère social sont actuellement réalisés. L'objectif est de passer à cinquante mille avec la participation bénévole de quatre millions de Brésiliens.

A ceux qui parlent de paternalisme, les responsables de Brasilia rétorquent que l'urgence justifie ces mesures. « Quand quelqu'un meurt de faim, il faut d'abord lui donner à manger ». La réforme agraire fait partie des plans à moyen et à long terme destinés à supprimer la faim ou la sous-alimentation chronique.

Mais le gouvernement n'a-t-il pas reculé dans son projet ? M. Sarney le dit, ce qui n'est pas étonnant, mais il va plus loin : « La réforme agraire, c'est mon affaire », dit-il. Quand je suis arrivé à la présidence, aucun plan n'existait. C'est moi qui l'ai lancé, et je respecterai les objectifs prévus.

Il précise qu'à ce jour « 400 000 hectares ont déjà été expropriés » et qu'il a réglé les conflits les plus graves. Il reconnaît pourtant qu'un écueil existe : le manque de moyens humains. Il faut des hommes pour appliquer la réforme agraire. Et les former prend du temps.

Inutile, en revanche, de demander à M. Sarney ce qu'il pense de la politique de M. Reagan au Nicaragua. Il préfère ne rien dire, ni sur le caractère du régime sandiniste ni sur l'activité des contras. Il se contente de réaffirmer la préférence de son gouvernement pour les « solutions négociées », ce que personne ne peut lui reprocher. Il reconnaît néanmoins que le Brésil n'a jamais eu une grande activité diplomatique dans la région et que, s'il adhère au groupe de Contadora, il ne lui rendrait pas grand service. Même prudence à propos du rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba — une des mesures annoncées à l'aube de la Nouvelle République —, mais pas encore adoptée. M. Sarney ne dit pas expressément que ces relations seront rétablies, mais le laisse entendre. Le dossier suit son cours sans obstacles majeurs. « La norme, pour un grand pays comme le nôtre, c'est d'avoir des relations diplomatiques ».

Le président brésilien est-il donc tant gêné de se prononcer sur les grands dossiers internationaux ? Ce serait le juger trop vite, et il a déjà démenti trop de pronostics. L'homme qu'on disait irréductible, ignorant des grands problèmes, timide devant les réformes à faire, a montré en un an sa sensibilité politique et son aptitude à décider. L'inflation zéro lui a apporté une popularité dont aucun président brésilien n'a bénéficié depuis Juscelino Kubitschek, chef d'Etat de 1956 à 1961.

CHARLES VANHECKE.

En Italie

L'affaire du « vin qui tue » a pris l'ampleur d'un drame national

De notre correspondant

Rome. — Plus de quinze morts, une quarantaine de personnes soignées dans divers hôpitaux de la péninsule : tel était, à la date du 3 avril, le tableau de chasse du « barba qui tue » — le vin italien « trafiqué » au méthanol.

L'ampleur de ce qu'on peut appeler « un drame national » explique, par-delà le nombre des victimes, le perceptible désarroi des autorités.

Au départ en effet il était loisible de penser que l'on était en présence d'une « bavure » : un ou deux lamentables individus qui auraient mal calculé leur quantité de méthanol. Or le nombre des enquêtes ouvertes — une trentaine connue à ce jour — et l'ampleur des vérifications effectuées par un service antifraude désormais totalement débordé laissent entendre que les pouvoirs publics eux-mêmes soupçonnent l'existence d'une partie cachée de l'économie d'une importance assez considérable.

En clair : à l'abri du traditionnel « mal governo » italien, qui sévit également à la ville et à la campagne, la pratique du trafic des vins pourrait avoir atteint ici et là des dimensions quasi routinières. La bénignité des peines prononcées à l'encontre des « chimistes » assez maladroits pour se faire prendre aurait encouragé des audaces d'une portée insupportable — du moins de la part de firmes ayant pignon sur rue.

Enquêtant au Piémont, à Narzole, la petite patrie de la famille Ciravegna (dont le père et le fils sont aujourd'hui en prison, soupçonnés d'avoir « fabriqué » du barba) un journaliste de l'hebdomadaire *l'Espresso*, s'est entendu expliquer que « depuis des années on y sentait de moins en moins l'odeur piquante du méthanol, même en octobre ».

Il a également appris que la famille Ciravegna avait été par le passé très régulièrement condamnée pour toutes sortes de falsifications

sur ses « vins ». Mais ces peines n'étaient assorties d'aucune mesure de suspension temporaire d'activité. Et de surcroît les affaires d'adultération qui sont fréquentes (au moins trois fois par semaine) des hebdomadaires professionnels tels *Terre et Vie* ou *l'Informateur agricole* ne sont d'ordinaire pas répercutées vers et par la grande presse. Mais cette fois il y a eu des morts.

Un poison violent

Précisément, pourquoi tant de morts répartis sur plus d'une semaine, et ce alors que désormais l'affaire occupe tous les jours la une des journaux et de longues minutes de bulletins de radio et de télévision ?

Si l'on veut bien exclure qu'il existerait des Italiens vivant hors de tout circuit de « communications sociales » une hypothèse se fait jour : le risque de boire un vin frelaté est moins circonscrit qu'il n'y paraîtrait au premier abord. De deux choses l'une en effet : ou bien le « mauvais chimiste » qui a fabriqué du barba en méthanol travaille pour une entreprise aux ramifications nationales, ou bien le nombre des entreprises pratiquant l'adultération est élevé (il y a en jusqu'à présent des morts dans trois régions, la Lombardie, la Ligurie et le Piémont).

Il reste que le méthanol industriel est bien connu comme un poison violent (1). Comment expliquer alors que des firmes « établies » parfois depuis des décennies puissent imaginer en utiliser, fût-ce en quantités minimes, pour augmenter la teneur en alcool de leurs vins ? Face à cette question proprement stupéfiante, les explications données par certains experts eux-mêmes paraissent un peu courtes. Le méthanol, dit-on ici, a été détecté il y a deux ans et la tentation de faire des gains substantiels s'en serait trouvée accrue. D'autres suggèrent que la main d'associations

criminelles comme la Camorra ne serait pas absente de cette affaire.

Conscientes du coup terrible que celle-ci porte à un produit qui est, et de loin, leur première exportation agricole, certaines autorités ont pris les devants. Ainsi, M. Filippo Maria Pandolfi ministre de l'Agriculture, a-t-il déclaré que les vins italiens à l'exportation devraient être désormais accompagnés d'une sorte de certificat d'innocuité. Il a reconnu dans une interview qu'il faudrait dans une vaste publicité aux vins trafiqués et à leurs auteurs.

Enfin, un oenologue de renom, auteur de plusieurs ouvrages, M. Luigi Veronelli, a proposé d'adopter en Italie une réglementation des appellations, inspirée de celle prévalant en France.

L'une des surprises de l'enquêteur est en effet la très grande approximation qui règne en ce domaine. Il existe certes des appellations d'origine contrôlée (DOC), mais elles ne recouvrent qu'une faible partie de la production — un peu plus de 10 % (2). Pour le reste, c'est-à-dire le vaste domaine des « vins de table », liberté entière est laissée aux producteurs, « fabricants » et embouteilleurs de procéder aux coupages de leur choix — et ce, même si le vin porte un nom de terroir très précis.

Baptisé d'après un village piémontais, il peut être mélangé à du « Pouille » ou du « Sardaigne ». C'est ainsi que le barba qui jusqu'à présent comme un nom très agréable du Piémont, a pu devenir synonyme de poison violent — au grand dam bien entendu de cette majorité des producteurs qui n'a jamais cessé d'en faire un vin « bon ».

JEAN-PIERRE CLERC.

- (1) Le méthanol est d'ailleurs la substance la plus souvent utilisée pour rendre l'alcool éthylique impropre à la consommation.
- (2) Contre environ 25 % en France.

A partir du
2 Mai 1986,*
chaque jour,
Paris-Orly/
Chicago
sans escale.

American Airlines a signé des
accords avec les vols sans escale
Paris-Orly/Dallas-Fort Worth.

American Airlines, la compagnie
préférée des hommes d'affaires en
Amérique. Ces dix dernières années,
les hommes d'affaires ont élu
American Airlines « Meilleure compa-
gnie aérienne des Etats-Unis ».

Les raisons d'une telle distinction ?
Multiples.

D'abord, le service que nous
offrons, à la fois amical, rapide et
efficace, aussi bien en vol qu'au sol.
Notre système de réservation par
ordinateur est sans faille.

Quant à notre cuisine internationale,
elle contribue grandement à rendre
les voyages littéralement délicieux.

Ajoutez à cela un réseau interna-
tional, couplé d'un réseau national
(notre seule compagnie trans-
atlantique ne dessert plus d'escales
en Amérique). Vous comprenez
maintenant pourquoi nous sommes
la meilleure compagnie.

Et comme si cela ne suffisait pas,
en plus de notre Paris-Orly/
Dallas-Fort Worth sans escale, nous
ouvrons dès le 2 mai 1986 une saison
quotidienne Paris-Orly / Chicago
sans escale. Une exclusivité
American Airlines.

Et de Chicago, nous vous proposons
plus de 130 destinations aux Etats-
Unis, vers le Canada ou le Mexique.
Toujours avec rapidité, efficacité et
confort.

Alors, la prochaine fois que vous
allez aux Etats-Unis, prenez
American Airlines pour vérifier
ce qui nous distingue des autres.

Pour plus d'informations ou
réservations, contactez
American Airlines
(tél. : 1/47.23.00.35)
ou votre agence
de voyages.

American Airlines
« The American Airline »

*Sous réserve d'approbation gouvernementale.
*La compagnie typiquement américaine.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

4 avril

Forte hausse : + 2 %

La perspective d'un réajustement monétaire durant le week-end, mais aussi d'une baisse des taux d'intérêt à la fin de l'année, a dopé, vendredi, la Bourse de Paris. Dès l'ouverture, les plus grands noms de la cote (Peugeot, Schneider, Roussel-Uclaf, CSF, L'Oréal, Pernod, Carrefour, Compagnie bancaire, Sanofi, Alcatel) se sont lancés à l'assaut de nouvelles cimes. Ils furent ensuite rejoints dans leur ascension par la majeure partie des valeurs inscrites à la cote. Tant et si bien qu'à la clôture l'indice instantané enregistrant une nouvelle et forte avance de 2,1 %.

Toujours aussi bien orienté, Moulins était « réservé à la hausse » à deux reprises, alors que commençait à circuler les rumeurs relatives à l'hospitalisation du président Jean Mérieux. Autour de la corbeille, les professionnels tenaient pour acquis un rajustement au sein du SME avec la décision de fermer ce jour le marché des changes parisiens.

C'est, à l'évidence, une nouvelle excellente pour la Bourse dans la mesure où une dépréciation du franc rendra nécessairement plus attractives les valeurs françaises déjà très recherchées.

En premier étage, l'idée qu'un plus grand dédit des taxes accompagnerait l'opération monétaire a poussé les investisseurs complètement fous. Sur le MATIF les cotations ont été suspendues une demi-heure après le début des cotations, les 2 % de hausse ayant été atteints. Elles ont repris à 12 h 30. Quant au marché obligataire, il était au bord de l'effondrement.

A 13 h 40, plus de 3 300 lots de 5 millions de francs avaient été négociés sur le MATIF, ce qui témoigne de l'activité de ce marché en dépit de son interruption jusqu'à 12 h 30 en raison de l'efflux des ordres.

La position décembre 1986 (dernier cours) s'est traitée à 113,50.

NEW-YORK

Forte baisse en clôture

Après avoir évolué en dents de scie durant la majeure partie de la séance de jeudi, les cours se sont brutalement effondrés une heure avant la clôture sur d'abondantes ventes bénéficiaires. L'indice des industriels, qui au moment même avait refait la barre des 1 800 points (à 1 809,27), s'est effondré finalement à 1 766,40, soit à 23,86 points en dessous de son niveau précédent. Si les « Blue Chips » ont été durement touchés, elles n'ont pas été seules. Sur les 2 060 valeurs traitées, 1 169 ont baissé, 508 seulement ont progressé et 383 n'ont pas varié.

Les spécialistes ont attribué cette chute brutale à des opérations techniques d'investisseurs spéculant sur les indices boursiers à terme. Mais les incertitudes sur l'évolution des prix du pétrole ont également pesé sur le marché. Après trois mois d'abaissement, l'URSS se reconvertit sur le marché des hydrocarbures, et beaucoup craignent que ses ventes ne favorisent une recrudescence des cours sur un marché déjà saturé, surtout, considérant la tâche des pays de l'OPEP, qui doivent se réunir le 15 avril prochain pour tenter une nouvelle fois de trouver un compromis sur les réductions de production.

Les valeurs pétrolières, qui la veille s'étaient redressées, ont replongé. Une assez forte activité a continué de régner, et 148,23 millions de tonnes ont changé de mains, contre 145,30 millions mercredi.

VALEURS	Cours de 2 avril	Cours de 3 avril
Alcatel	41 3/4	42
A.T.T.	22 1/8	22 3/4
Boeing	56 3/8	56 3/4
Chemical Bank	44 7/8	45
Deutsche Bank	74 1/2	75
Exxon	58 1/4	58 1/2
Ford	52 3/4	53
General Electric	52 1/4	52 1/2
IBM	164 1/2	165
Intel	34 1/2	35
Johnson & Johnson	48 1/2	49
Merck	29 3/8	29 1/2
Pfizer	38 1/2	39
Schering-Plough	31 1/2	32
Texas Instruments	30 1/4	30 1/2
United States Steel	21 3/4	22
Wall Street Journal	54 1/2	55
Xerox Corp.	66 3/8	67 1/4

AUTOUR DE LA CORBEILLE

CABLE AND WIRELESS A TOKYO. Le groupe britannique de télécommunications Cable and Wireless est, depuis le 2 avril 1986, la première compagnie britannique à être cotée à la Bourse de Tokyo.

ESSOR : RÉSULTATS 1985 EN HAUSSE. Le groupe amoncelle, pour l'exercice 1985, un bénéfice net de 242 millions de francs, contre 241 millions (après réaffectation des amortissements dérogatoires) pour l'année précédente, sur un chiffre d'affaires de 3,18 milliards (contre 2,96). Le bénéfice net de la société mère s'établit à 126 millions de francs (contre 110), sur un chiffre d'affaires de 1,67 milliard (contre 1,56).

INDICES QUOTIDIENS
(base 100 = 31 déc. 1985)
3 avril
Cote de Paris : 136,3
Cote de New York : 112,7
Cote de Londres : 113,9
Cote de Hong Kong : 113,9

COTE DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 = 31 déc. 1985)
3 avril
Cote de Paris : 113,9
Cote de New York : 113,9
Cote de Londres : 113,9
Cote de Hong Kong : 113,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effet prévu de 4 avril : 9,34 %
COURS DU DOLLAR : 168,10
1 dollar (en yen) : 179,90
(1) Ancien indice ne sera disponible avant plusieurs jours.

MATSUSHITA INSTALLE DES SOCIÉTÉS FINANCIÈRES A LONDRES ET A AMSTERDAM. Le groupe électrique et électronique japonais Matsushita Electric Industrial Co. va installer des sociétés financières à Londres et à Amsterdam en mai prochain, afin de développer ses activités de collecte de fonds en Europe.

VALEURS	% du nom	% du coupon
3 %	32,70	1,829
5 %	0,863	0,863
5,5 %	2,000	2,000
6 %	7,636	7,636
6,5 %	10,300	10,300
7 %	11,108	11,108
7,5 %	11,108	11,108
8 %	11,108	11,108
8,5 %	11,108	11,108
9 %	11,108	11,108
9,5 %	11,108	11,108
10 %	11,108	11,108
10,5 %	11,108	11,108
11 %	11,108	11,108
11,5 %	11,108	11,108
12 %	11,108	11,108
12,5 %	11,108	11,108
13 %	11,108	11,108
13,5 %	11,108	11,108
14 %	11,108	11,108
14,5 %	11,108	11,108
15 %	11,108	11,108
15,5 %	11,108	11,108
16 %	11,108	11,108
16,5 %	11,108	11,108
17 %	11,108	11,108
17,5 %	11,108	11,108
18 %	11,108	11,108
18,5 %	11,108	11,108
19 %	11,108	11,108
19,5 %	11,108	11,108
20 %	11,108	11,108

BOURSE DE PARIS Comptant

4 AVRIL

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
Actions au comptant				SECONDE MARCHÉ				Hors-cote			
Alcatel	271	280	Alcatel	271	280	Alcatel	271	280	Alcatel	271	280
A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200	A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200	A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200	A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200
Boeing	200	200	Boeing	200	200	Boeing	200	200	Boeing	200	200
Chemical Bank	200	200	Chemical Bank	200	200	Chemical Bank	200	200	Chemical Bank	200	200
Deutsche Bank	200	200	Deutsche Bank	200	200	Deutsche Bank	200	200	Deutsche Bank	200	200
Exxon	200	200	Exxon	200	200	Exxon	200	200	Exxon	200	200
Ford	200	200	Ford	200	200	Ford	200	200	Ford	200	200
General Electric	200	200	General Electric	200	200	General Electric	200	200	General Electric	200	200
IBM	200	200	IBM	200	200	IBM	200	200	IBM	200	200
Intel	200	200	Intel	200	200	Intel	200	200	Intel	200	200
Johnson & Johnson	200	200	Johnson & Johnson	200	200	Johnson & Johnson	200	200	Johnson & Johnson	200	200
Merck	200	200	Merck	200	200	Merck	200	200	Merck	200	200
Pfizer	200	200	Pfizer	200	200	Pfizer	200	200	Pfizer	200	200
Schering-Plough	200	200	Schering-Plough	200	200	Schering-Plough	200	200	Schering-Plough	200	200
Texas Instruments	200	200	Texas Instruments	200	200	Texas Instruments	200	200	Texas Instruments	200	200
United States Steel	200	200	United States Steel	200	200	United States Steel	200	200	United States Steel	200	200
Wall Street Journal	200	200	Wall Street Journal	200	200	Wall Street Journal	200	200	Wall Street Journal	200	200
Xerox Corp.	200	200	Xerox Corp.	200	200	Xerox Corp.	200	200	Xerox Corp.	200	200

VALEURS	Extrait	Extrait	VALEURS	Extrait	Extrait	VALEURS	Extrait	Extrait
Alcatel	271	280	Alcatel	271	280	Alcatel	271	280
A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200	A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200	A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200
Boeing	200	200	Boeing	200	200	Boeing	200	200
Chemical Bank	200	200	Chemical Bank	200	200	Chemical Bank	200	200
Deutsche Bank	200	200	Deutsche Bank	200	200	Deutsche Bank	200	200
Exxon	200	200	Exxon	200	200	Exxon	200	200
Ford	200	200	Ford	200	200	Ford	200	200
General Electric	200	200	General Electric	200	200	General Electric	200	200
IBM	200	200	IBM	200	200	IBM	200	200
Intel	200	200	Intel	200	200	Intel	200	200
Johnson & Johnson	200	200	Johnson & Johnson	200	200	Johnson & Johnson	200	200
Merck	200	200	Merck	200	200	Merck	200	200
Pfizer	200	200	Pfizer	200	200	Pfizer	200	200
Schering-Plough	200	200	Schering-Plough	200	200	Schering-Plough	200	200
Texas Instruments	200	200	Texas Instruments	200	200	Texas Instruments	200	200
United States Steel	200	200	United States Steel	200	200	United States Steel	200	200
Wall Street Journal	200	200	Wall Street Journal	200	200	Wall Street Journal	200	200
Xerox Corp.	200	200	Xerox Corp.	200	200	Xerox Corp.	200	200

VALEURS	Extrait	Extrait	VALEURS	Extrait	Extrait	VALEURS	Extrait	Extrait
Alcatel	271	280	Alcatel	271	280	Alcatel	271	280
A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200	A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200	A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200
Boeing	200	200	Boeing	200	200	Boeing	200	200
Chemical Bank	200	200	Chemical Bank	200	200	Chemical Bank	200	200
Deutsche Bank	200	200	Deutsche Bank	200	200	Deutsche Bank	200	200
Exxon	200	200	Exxon	200	200	Exxon	200	200
Ford	200	200	Ford	200	200	Ford	200	200
General Electric	200	200	General Electric	200	200	General Electric	200	200
IBM	200	200	IBM	200	200	IBM	200	200
Intel	200	200	Intel	200	200	Intel	200	200
Johnson & Johnson	200	200	Johnson & Johnson	200	200	Johnson & Johnson	200	200
Merck	200	200	Merck	200	200	Merck	200	200
Pfizer	200	200	Pfizer	200	200	Pfizer	200	200
Schering-Plough	200	200	Schering-Plough	200	200	Schering-Plough	200	200
Texas Instruments	200	200	Texas Instruments	200	200	Texas Instruments	200	200
United States Steel	200	200	United States Steel	200	200	United States Steel	200	200
Wall Street Journal	200	200	Wall Street Journal	200	200	Wall Street Journal	200	200
Xerox Corp.	200	200	Xerox Corp.	200	200	Xerox Corp.	200	200

VALEURS	Extrait	Extrait	VALEURS	Extrait	Extrait	VALEURS	Extrait	Extrait
Alcatel	271	280	Alcatel	271	280	Alcatel	271	280
A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200	A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200	A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200
Boeing	200	200	Boeing	200	200	Boeing	200	200
Chemical Bank	200	200	Chemical Bank	200	200	Chemical Bank	200	200
Deutsche Bank	200	200	Deutsche Bank	200	200	Deutsche Bank	200	200
Exxon	200	200	Exxon	200	200	Exxon	200	200
Ford	200	200	Ford	200	200	Ford	200	200
General Electric	200	200	General Electric	200	200	General Electric	200	200
IBM	200	200	IBM	200	200	IBM	200	200
Intel	200	200	Intel	200	200	Intel	200	200
Johnson & Johnson	200	200	Johnson & Johnson	200	200	Johnson & Johnson	200	200
Merck	200	200	Merck	200	200	Merck	200	200
Pfizer	200	200	Pfizer	200	200	Pfizer	200	200
Schering-Plough	200	200	Schering-Plough	200	200	Schering-Plough	200	200
Texas Instruments	200	200	Texas Instruments	200	200	Texas Instruments	200	200
United States Steel	200	200	United States Steel	200	200	United States Steel	200	200
Wall Street Journal	200	200	Wall Street Journal	200	200	Wall Street Journal	200	200
Xerox Corp.	200	200	Xerox Corp.	200	200	Xerox Corp.	200	200

VALEURS	Extrait	Extrait	VALEURS	Extrait	Extrait	VALEURS	Extrait	Extrait
Alcatel	271	280	Alcatel	271	280	Alcatel	271	280
A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200	A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200	A.S.T. (Soc. Ind.)	200	200
Boeing	200	200	Boeing	200	200	Boeing	200	200
Chemical Bank	200	200	Chemical Bank	200	200	Chemical Bank	200	200
Deutsche Bank	200	200	Deutsche Bank	200	200	Deutsche Bank	200	200
Exxon	200	200	Exxon	200	200	Exxon	200	200
Ford	200	200	Ford	200	200	Ford	200	200
General Electric	200	200	General Electric	200	200	General Electric	200	200
IBM	200	200	IBM	200	200	IBM	200	200
Intel	200	200	Intel	200	200	Intel	200	200
Johnson & Johnson	200	200	Johnson & Johnson	200	200	Johnson & Johnson	200	200
Merck	200	200	Merck	200	200	Merck	200	200
Pfizer	200	200	Pfizer	200	200	Pfizer	200	200
Schering-Plough	200	200	Schering-Plough	200	200	Schering-Plough	200	200
Texas Instruments	200	200	Texas Instruments	200	200	Texas Instruments	200	200
United States Steel	200	200	United States Steel	200	200	United States Steel	200	200
Wall Street Journal	200	200	Wall Street Journal	200	200	Wall Street Journal	200	200
Xerox Corp.	200	200	Xerox Corp.	200	200	Xerox Corp.	200	200

VALEURS	Extrait	Extrait	VALEURS	Extrait	Extrait	VALEURS	
---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--

Le Monde

Premiers traitements chirurgicaux de la maladie de Parkinson

Un groupe de neurochirurgiens mexicains a réalisé une greffe de cellules des glandes surrénales dans le cerveau d'un homme de trente ans atteint de la maladie de Parkinson. Un mois après l'intervention, l'équipe dirigée par les docteurs Ignacio Madrazo et Colin Druker qualifie d'« excellents » les résultats obtenus. Le patient, qui était invalide, parvient aujourd'hui à marcher et, selon ses médecins, pourra bientôt avoir une existence normale.

La maladie de Parkinson (décrite pour la première fois en 1817, par le docteur James Parkinson) touche environ une personne sur deux cents dans la population de plus de quarante ans. Dans les années 70, de nouvelles hypothèses sur l'origine de la maladie (anomalies cérébrales dans les concentrations de certaines substances, comme la dopamine) conduisent à la mise au point et à l'expérimentation de médicaments d'un nouveau genre, pleins de promesse.

Mais on s'est aperçu que ces derniers ne constituaient pas une thérapeutique idéale : après quelques années d'amélioration, les symptômes, souvent réapparaissent. D'où l'idée de traiter chirurgicalement les personnes atteintes en implantant dans leur cerveau quelques cellules capables de synthétiser naturellement — entre autres — de la dopamine. Ces cellules sont prélevées dans les glandes surrénales des malades eux-mêmes.

M. MAUROY PROTESTE CONTRE LE RAPATRIEMENT DES PLANS-RELIEFS

« Je préfère penser qu'un secrétaire d'Etat débutant, sortant du maquis, s'est laissé emporter par la passion... »

C'est en ces termes que M. Pierre Mauroy a commenté la décision prise par M. Philippe de Villiers, de rapatrier les plans-reliefs de Vauhan à Paris. Au cours d'une conférence de presse tenue à l'Assemblée nationale, il a rappelé que le problème du transfert des maquettes avait été agité dès 1954, et envisagé par André Malraux, dix ans plus tard, il a, par ailleurs, insisté sur le fait que l'installation des plans-reliefs à Lille était « une décision politique s'inscrivant dans le cadre de la décentralisation culturelle ».

M. Jack Lang, qui l'accompagnait, a conclu en souhaitant que cet acte « de mépris » puisse être rapporté : « Je demande que l'on accorde le même respect à l'œuvre culturelle de François Mitterrand que celui dont nous avons fait preuve à l'égard de celle de Georges Pompidou et de Valéry Giscard d'Estaing ».

Les suites de l'affaire Waldheim

— L'agence autrichienne de la firme américaine de publicité Young and Rubicam, chargée d'organiser la campagne de M. Waldheim pour l'élection présidentielle du 4 mai, a résilié ce contrat après les révélations faites ces dernières semaines sur le passé de son client pendant la guerre. Cette résiliation aura que peu de conséquences, le gros du travail ayant déjà été fait. A Vienne, neuf personnes qui ont connu M. Waldheim entre 1937 et 1945 ont témoigné, jeudi 3 avril, en faveur de l'ancien secrétaire général des Nations unies, lors d'une conférence de presse organisée par le comité électoral de M. Waldheim. Parmi eux, des anciens officiers de l'armée allemande ayant servi dans les Balkans ont soutenu que M. Waldheim n'était pas impliqué dans les massacres de partisans yougoslaves et qu'il ignorait, comme eux, la déportation des juifs de Salonique. — (AFP, AP.)

● Vise britannique pour la petite-fille de Staline. — A la demande du gouvernement soviétique, la Grande-Bretagne a accordé un visa à Olga Peters, petite-fille de Joseph Staline, âgée de seize ans, pour lui permettre de poursuivre ses études, a annoncé, vendredi 4 avril, le ministre de l'Intérieur à Londres. On précise qu'aucune demande de visa n'a été faite pour Svetlana Alliloueva. — (Reuters.)

RODIN
Tissus
"COUTURE"
L'originalité et l'esprit de la mode
RODIN
38, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D F G H

C'est en Suède que les premières expérimentations chirurgicales furent réalisées, après l'accord de la commission d'éthique de l'Institut Karolinska de Stockholm (le *Monde* daté 22-23 décembre 1981). Les résultats des travaux suédois viennent d'être présentés lors d'une réunion scientifique internationale organisée aux Etats-Unis par l'académie new-yorkaise des sciences.

La maladie, l'enthousiasme doit être tempéré : après une amélioration spectaculaire, de six mois environ, les symptômes sont progressivement réapparaissent. Peut-être, ont déclaré les médecins, à cause d'un nombre trop faible de cellules transplantées. Selon le docteur Anders Björklund, (Université de Lund - Suède), il s'agit toutefois de résultats « prometteurs ».

D'autres expériences sont en cours chez l'animal, utilisant des cellules prélevées chez des embryons, et plusieurs spécialistes envisagent le recours à ces techniques chirurgicales pour le traitement d'autres maladies dégénératives, au premier rang desquelles la démence sénile. Les perspectives ouvertes par ces travaux sont considérables. Il est possible, assure notamment le docteur Björklund, de rétablir chez des rats de laboratoire âgés certaines fonctions cérébrales qu'ils avaient perdues.

JEAN-YVES NAU.

MAX GALLO ABANDONNE LA DIRECTION GÉNÉRALE DU « MATIN DE PARIS »

L'écrivain Max Gallo est « déchargé des responsabilités dévotantes de la direction de la rédaction », annonce, ce vendredi 4 avril, à la une du quotidien, le nouveau PDG du *Matin de Paris*, M. Jean-François Pertus. Dans un éditorial qui réaffirme la vocation du *Matin* — « journal moderne, libre, indépendant et fier », toujours ancré à gauche, — M. Pertus rend hommage à l'ancien porte-parole du gouvernement (mars 1983-juin 1984) qui, à la tête du journal, avait « choisi, « souvent seul dans la presse, d'être la voix de gauche ». Il espère cependant que Max Gallo acceptera de continuer à collaborer au journal en lui apportant « sa pugnacité politique » et « son bon sens éditorial ». Remerciant aussi M. Max Théret, son prédécesseur qui a « décidé de passer la main » mais sans qui le *Matin*, « n'existerait plus », M. Pertus précise qu'il n'abandonne pas le journal et « apportera toute son aide à la nouvelle équipe ».

UNE VOITURE ENSEVELIE PAR UNE AVALANCHE EN SAVOIE : 4 MORTS

(De notre correspondant.)

Bourg-Saint-Maurice. — Une avalanche de neige, mêlée à de la terre et à d'énormes blocs de rochers s'est abattue vendredi 4 avril sur la route reliant Bourg-Saint-Maurice (Savoie) aux stations de Val-d'Isère et de Tignes. La route, qui s'est déclenchée au lieu-dit Le Raio a enseveli une voiture et ses quatre passagers qui ont été tués. La route, construite à cet endroit en encochenement au-dessus de l'Isère, a été transportée sur une quarantaine de mètres, rendant impossible toute circulation et isolant totalement du bus de la vallée les quarante mille skieurs qui séjourneront en ce moment dans les deux grandes stations savoyardes.

La route départementale 902, itinéraire obligé pour atteindre ou quitter les champs de neige de la haute vallée de la Tarentaise, pourrait demeurer fermée jusqu'à samedi matin où l'on attend des départs massifs des vacanciers de Pâques. « Toutefois, si la montagne continue de bouger et si se montrent menaçantes, nous serons obligés de faire patienter les skieurs », indiquent vendredi après-midi les responsables de la direction départementale de l'équipement de la Savoie.

C.F.

● Grève aux imprimeries du Dauphiné libéré de Lyon. — Les ouvriers du Livre et les techniciens de la photocomposition des imprimeries lyonnaises du groupe Dauphiné libéré (Grenoble), insérés à Chassieu, dans la banlieue de Lyon, ont décidé un arrêt de travail dans la nuit du 3 au 4 avril. Les quotidiens *Lyon-Matin*, le *Journal quotidien Rhône-Alpes* et *Loire-Matin*, ainsi que les éditions lyonnaises du *Figaro* et de *France-Soir*, ne sont donc pas parus le 4 avril. La grève est motivée par « la défection d'intérêts catégoriels ». La direction des imprimeries du groupe Dauphiné libéré, à Lyon, se refuse à tout commentaire. Des négociations avec les grévistes ont commencé dans la matinée du 4 avril.

L'URSS cherche à revenir sur le marché des produits pétroliers

L'Union soviétique, dont les exportations de pétrole brut vers l'Europe avaient fortement chuté au cours de l'hiver, cherche à revenir sur le marché. Mais, compte tenu des prix demandés — 13 dollars le baril alors que le « Brent » de mer du Nord dépasse à peine 10 dollars — l'URSS a du mal à écarter sa protection. Pour remédier à cet état de fait, alors que les ventes doivent être pleines sur la mer Noire (zone de chargement pour la Méditerranée), les responsables soviétiques proposent depuis quarante-huit heures des accords de « net back » par lesquels les cours fluctuent parallèlement aux cours des produits raffinés sur les marchés concurrents. L'URSS emboîterait ainsi le pas aux pays de l'OPEP et notamment à l'Arabie saoudite, qui offrent désormais de tels accords.

Les Soviétiques, premiers producteurs mondiaux, risquent cependant par leur retour sur le marché d'accentuer les pressions à la baisse des prix. Moscou a d'ailleurs fait savoir quelle politique l'URSS entendait mener face à cet effondre-

ment des cours de sa principale source de devises.

Devant des diplomates, le ministre du commerce extérieur, M. Boris Aristov, a été on ne peut plus clair. Il n'est pas question pour Moscou de recourir à des emprunts qui alourdiraient une dette extérieure encore très élevée. Ce sont les importations de biens occidentaux qui pâtiraient. Ces importations qui avaient totalisé 26 milliards de dollars en 1985 pourraient être réduites de 25 à 30 %. Une intention qui constitue également une mise en garde voilée à l'égard des principaux partenaires de l'Union soviétique, en tête desquels se situe la RFA.

L'URSS n'est pas la seule à s'inquiéter de l'évolution du marché. Les autorités bancaires américaines ont pris contact avec les banques les plus florissantes des Etats-Unis pour préparer la reprise, le cas échéant, des petites banques, notamment celles du Texas qui pourraient être prises à mal par la chute des cours du pétrole.

LES NEGOCIATIONS SUR LES RETRAITES COMPLÉMENTAIRES L'ouverture des pistes

Le CNPF et les cinq centrales syndicales sont convenus, jeudi 3 avril d'un calendrier de rencontres pour discuter de l'avenir de l'Association des régimes de retraites complémentaires (ARRCO) (le *Monde* du 4 avril) : ils se retrouveront le 3 juin pour évoquer l'équilibre de l'ARRCO et le mode de fixation du « salaire de référence » (qui détermine l'évolution du montant des retraites) et le 23 juin pour examiner les problèmes des cotisations supplémentaires (« opérations facultatives ») et l'harmonisation des prélèvements pour la gestion et les avantages sociaux des régimes, une réunion-bilan étant prévue le 17 septembre. Les premières déclarations de principe ont permis de délimiter les terrains d'exercice et de tracer quelques pistes de discussion.

La question majeure est le moyen d'assurer l'équilibre de l'ARRCO pour les prochaines années. Comme prévu, le CNPF s'est montré hostile à toute augmentation de cotisation, prônant plutôt une réduction du rendement des retraites : cette proposition est refusée par la CFDT, la CFTC et plus brutalement encore par la CGT, puisque celle-ci n'accepte pas l'accord signé en décembre dernier, qui déjà ne fait plus obligation aux régimes de retraite d'assurer aux retraités l'équivalent de 20 % de leur salaire. Toutefois un compromis n'est pas absolument impossible. FO et la CGC admettent, comme l'a dit M. Marc Villenot (CGC), que l'effort soit partagé entre les entreprises, les actifs et les retraités, ce qui amènerait à jouer à la fois sur la cotisation et le rendement.

Le CNPF s'est montré en revanche plus ouvert, de façon inatten-

due, au développement des « opérations facultatives ». M. Yves Lemoine, qui dirigeait la délégation patronale, a admis que le taux d'appel des cotisations facultatives puisse être relevé, ce qui apporterait des ressources supplémentaires aux régimes de retraite. D'autant que la CFDT a suggéré certains assouplissements des conditions mises actuellement à ces « opérations facultatives », conditions qui pénalisent les entreprises qui voudraient s'y engager.

Sur l'évolution du salaire de référence, que l'ensemble des syndicats souhaitent voir rapproché sinon unifié d'une caisse à l'autre, le CNPF est resté prudent. M. Lemoine notait cependant « qu'il n'était pas exclu qu'un accord puisse être trouvé ». La CFDT a suggéré un rapprochement des systèmes actuels sous forme d'une fourchette autour d'un salaire commun. FO pour sa part proposait de laisser provisoirement en dehors de l'opération les quelques régimes professionnels qui veulent conserver leur autonomie (bâtiment, banques, transports, alimentation).

En revanche, le CNPF n'a guère paru disposé à une harmonisation des frais de gestion des régimes et a totalement écarté une telle perspective pour les fonds sociaux. G.H.

● Les priorités du ministre de la fonction publique. — M. Hervé de Charette, nouveau ministre délégué chargé de la fonction publique, a indiqué, jeudi 3 avril, qu'il ne « partageait pas les critiques faites aux fonctionnaires », et a déclaré qu'en matière d'effectifs, la plate-forme commune de la nouvelle majorité ne faisait que « marquer une tendance » vers la baisse, les effectifs faisant, selon lui, « cruellement défaut » dans certains secteurs comme la police ou la magistrature : il a préconisé « un redéploiement permanent ». Autres priorités : la formation, la politique salariale, elle doit aussi « permettre la promotion des meilleurs ». Enfin, M. de Charette a annoncé « un bilan sans arrière-pensée ni idée préconçue » de l'œuvre législative de la gauche en matière de fonction publique.

Le numéro du « Monde » daté 4 avril 1986 a été tiré à 495 066 exemplaires

TOUS LES ÉLÉMENTS EN VRAI BOIS

nombreuses combinaisons possibles
GAIN DE PLACE RÉEL

CAPELOU

(Publicité)

Pantalons
DOUBLÉS, POUR HOMME
flanelle ou
serge : 189 F

Et 300 F un blazer pure laine workwear et à partir de 300 F un costume en tissu d'été (legèment chemise et pull). L'explication de ces prix : la vente en direct des créateurs masculins Guy d'Ambert en exclusivité, même grandes tailles jusqu'à 52, par les concepteurs du Marais, M. Saint-Sébastien Froissart, 3, rue du Port-au-Choux (9), mardi au samedi, 10 h à 19 h.

PIANO: LE BON CHOIX

● Vente à partir de 8.900 F ou 209,59 F par mois* (Crédit souple et personnalisé).

● Le plus vaste choix : 25 marques, plus de 200 modèles exposés.

● Location à partir de 235 F par mois.

● Service après-vente garanti.

Fournisseur du Conservatoire National Supérieur de Musique et du Théâtre de l'Opéra.

hamm

Prix comptant 8.900 F
* sur 84 mois - T.E.G. 22,20 % C.R.E.G.
Coût du crédit : 8.705,56 F

139, rue de Rennes, 75006-PARIS. Tél. 45 44 38 66 Parking à proximité.

Sur le vif Nuit blanche

Vous avez vu, l'autre jour, à la télé, la tête de Chaban à l'annonce des résultats du premier tour ? Stupeur et pitié : il lui manquait trois voix pour regagner enfin son bon vieux perchoir du Palais-Bourbon. Les voix de ses amis de la majorité. Il n'en a pas dormi de la nuit, Chaban. Il n'aurait pas de réveiller sa femme :

— Tu dors ?

— Oui, qu'est-ce qu'il y a ?

— Non, mais tu te rends compte, quels sapeurs ! Qui ça peut être ?

— Cherche pas : Giscard. C'est un vilain jaloux. Tu croyais tout de même pas qu'il allait voter pour toi.

— Et les autres ? Je ne jure rien qu'on est intime, Mitterrand et moi, qu'on se tutoie. Tu le connais, il est tellement rétro ! Rien qu'à l'idée qu'on puisse cohabiter sans être mariés... Ah ! et puis il y a cette garce de Marie-France Garaud. C'est elle

qui a poussé Chirac à torpiller ma candidature aux présidentielles en 1974.

— Voyons, mon chéri, tu rêves ! Elle était pas là, elle a pas été élue, rappelle-toi !

— Ah, c'est vrai ! Où avais-je la tête ? Et si c'était encore un coup de Chirac, justement, il est tellement faux jéon, il suffit qu'il ait glissé un ordre à un de ses lieutenants...

— Pourquoi il aurait fait ça ?

— Rien que pour m'embêter. Pour me remettre à ma place.

— Mais c'est lui, qui t'y a mis, à cette place ! Non, tu veux que je te dise qui c'est ? C'est le père Baudin, qui a remplacé la fiction à l'Assemblée. Avec sa manie de parader sur les courts de tennis et de te mesurer à plus jeune que toi, tu as filé la patate à son Dominique. Il a pris sa revanche. Résultat : trois manches à zéro.

CLAUDE SARRAUTE.

M. Chirac se rendra en Côte-d'Ivoire le 12 avril

M. Jacques Chirac se rendra, le samedi 12 avril, en Côte-d'Ivoire, accompagné de MM. Michel Aurillac, ministre de la coopération, et Jacques Foccart, chargé des affaires africaines à l'Elysée. Le premier ministre doit s'entretenir avec M. Félix Houphouët-Boigny, chef de l'Etat ivoirien, auquel il rend à rendre, indiquent à l'Elysée l'économiste, une « visite de courtoisie envers l'un des personnalités les plus marquantes du monde africain », qui est aussi, ajoute-t-on, un « ami personnel » de M. Chirac.

Le premier ministre dînera à Abidjan et repartira Paris dans la nuit du 12 au 13 avril.

M. Chirac se rendra, le 17 avril, à Bonn, où il aura un long entretien avec le chancelier Helmut Kohl.

M. Gandois chargé d'une mission sur la sidérurgie

D'autre part, le premier ministre a décidé de confier à M. Jean Gandois, ancien PDG de Rhône-Poulenc, une mission concernant la sidérurgie. La lettre de mission de M. Gandois précise qu'il devra « dans les délais aussi brefs que possible : établir d'abord un diagnostic de la situation réelle de ces deux groupes et de leurs perspectives de redressement, puis proposer les mesures urgentes à prendre, dans le domaine stratégique, comme en matière de structure et d'organisation des deux groupes ». M. Gandois est habilité à prendre, tant au plan national qu'international et notamment communautaire, tous les contacts utiles.

M. Pierre MESSMER invité du « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Pierre Messmer, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL - le Monde » dimanche 6 avril, de 18 h 15 à 19 h 30. L'ancien premier ministre, député RPR de Meuse, répondra aux questions d'André Fassinon et de Thierry Bréher de *le Monde*, et de Paul-Jacques Truffaut et de Dominique Pennequin de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Mazerolle.

L'hôtel Matignon a confirmé, d'autre part, que M. Edouard Balladur se rendra à Paris au sommet de Tokyo du 4 au 6 mai. Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, assurera l'interim du premier ministre. La délégation française au sommet sera donc composée du président de la République, du premier ministre et du ministre des affaires étrangères.

On confirme aussi, à l'hôtel Matignon, que l'une des questions abordées à ce sommet sera celle de la lutte contre le terrorisme, et notamment la recherche des moyens de coordination entre les Etats participants. Ce point avait fait l'objet d'un accord entre MM. Mitterrand et Chirac dès avant la formation du gouvernement.

D'autre part, M. Renaud de la Genière, ancien gouverneur de la Banque de France, est chargé d'établir un « état des lieux », économique, financier et social, de la situation trouvée à son arrivée, par le gouvernement.

● Le Front national en appelle au Conseil constitutionnel. — Le groupe du Front national à l'Assemblée a annoncé son intention de saisir le Conseil constitutionnel et le Conseil d'Etat de la façon dont le ministre de l'Intérieur a pourvu immédiatement au remplacement des députés devenus ministres. Dans un communiqué, il affirme que « l'irrégularité [...] qui entache la composition de l'Assemblée [...] pose une question sérieuse de légitimité sur tous les votes à intervenir dans le premier mois qui suit la nomination des députés membres du gouvernement, et en particulier lors du prochain vote qui devrait suivre la présentation du programme du gouvernement ».

[Le 14 septembre 1981, le Conseil constitutionnel a en l'occurrence de décider qu'il ne peut statuer ou sanctionner un acte que dans les cas prévus par la Constitution. Or le problème soulevé n'est pas un acte de censure. De plus la jurisprudence constante du Conseil d'Etat est de considérer que les rapports entre le gouvernement et les Assemblées parlementaires sont des « actes de gouvernement », dont il n'est pas juge. Il semble donc qu'aucune autorité juridique ne soit en mesure de trancher le point de droit soulevé.]

Sur CFM

de 19 h à 19 h 30

à Paris (89 MHz)

à Lyon (100,3 MHz)

à Bordeaux (101,2 MHz)

à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)

à Limoges (102,1 MHz)

à Toulouse (88,6 MHz)

à Caen (103,2 MHz)

à Brive (90,9 MHz)

à Saint-Etienne (86,6 MHz)

à Montpellier (88,9 MHz)

à Strasbourg (100,9 MHz)

à Douai (97,1 MHz)

à Valenciennes (97,1 MHz)

à Lille (87,1 MHz)

VENDREDI 4 AVRIL

Jean-Jacques BEINEIX

Sera « Face au Monde »

avec JEAN LE BAIL

LUNDI 7 AVRIL

ANIS « le Monde »

47-20-52-97

LA FRANCE ET LA NOUVELLE-ZÉLANDE

avec Roland-Pierre PARINGAUX

et Edwy FIEBEL

Une émission présentée par François KOCH

politique économique
trait être favorisé

réforme de l'audio
ou l'éternel retour